

« Le Monde des livres »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14681 - 6 F

VENDREDI 10 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La déclaration de politique générale du nouveau premier ministre devant le Parlement

La dissuasion sans essais ?

Le temps n'est-il pas large-
ment venu pour la France
de s'interroger sur le rôle à
accorder dorénavant, dans sa
doctrine de défense, à la force de
dissuasion ? Sans doute : en
quelques mois, comme l'a remar-
qué mercredi M. Pierre Bérégovoy
à la tribune de l'Assemblée
nationale, « l'ordre injuste mais
stable de la guerre froide », qui
justifiait la place préminente de
la force nucléaire française, s'est
effondré. Le concept même de
dissuasion, qui implique une
grille de raisonnement commune
aux adversaires potentiels, s'est
érodé. En même temps, de nou-
velles menaces - accidentelles,
braconnées, imprévisibles - sont
apparues, que la dissuasion ne
suffirait pas à écarter.

A écouter M. Bérégovoy, le
débat qui s'impose n'est cepen-
dant pas près d'être ouvert. Au
courage de la réflexion publique,
le premier ministre et surtout
M. Mitterrand, seul décideur en
la matière, ont préféré un poncif
passablement contradictoire avec
l'idée d'une défense euro-
péenne : « La France, a dit
M. Bérégovoy, ne renoncera pas
à la dissuasion nucléaire qui
constitue la clé de voûte de sa
politique de défense. »

POURQUOI, si tel est bien le
cas, prendre le risque d'af-
faiblir la « clé de voûte » de la
sécurité de la France, en suspen-
dant au moins jusqu'à la fin de
l'année les essais nucléaires ? Ne
s'agit-il donc que d'une opéra-
tion politicienne, destinée à faire
« avaler » aux électeurs des Verts
et de Génération Ecologie, le
rejet de la proportionnelle pour
les élections législatives de
1993 ?

Il y a peut-être un peu de cela,
mais certainement pas que cela.
MM. Mitterrand, Bérégovoy et
Joxe savent très bien, en fait,
que la dissuasion nucléaire a
vécu en tant que « clé de voûte »
de la doctrine française. Qu'elle
ne peut pas fonctionner, sous sa
forme actuelle, face aux nou-
velles menaces qui vont naître de
la prolifération nucléaire. Qu'il
faudra bien tirer les leçons de la
guerre du Golfe et des conflits
européens en cours, « muscler »
la défense conventionnelle, déve-
lopper le renseignement par
satellite, travailler sur les armes
antimissiles, sans doute dans un
contexte européen.

PLUSIEURS décisions
récentes confirment que
les responsables de la sécurité
de la France s'interrogent : aban-
don du missile stratégique S-45,
initialement destiné au plateau
d'Albion, gel du Hadès, arme
nucléaire tactique affibulée, pour
respecter les tabous, du quali-
ficatif « préstratégique », réduc-
tion, dans le prochain budget de
la défense, des crédits consacrés
au nucléaire.

Mais pourquoi agissent-ils
comme en catimini ? Pourquoi
feignent-ils de respecter un hé-
ritage gaullien anachronique mais
apprécié des Français ? Sans
doute pour éviter de poser en
public une question beaucoup
plus troublante : quels doi-
vent être, quels peuvent être
aujourd'hui la place et le rang de
la France dans le monde et en
Europe ? Les faits, malheureuse-
ment, sont têtus. Ils finiront, à
terme, par imposer dans de plus
mauvaises conditions qu'aujour-
d'hui le débat qu'on tente
d'étouffer en entretenant le
mythe de la France puissance
nucléaire mondiale indépendante.

Lire page 12 les articles
de JACQUES ISNARD
et de SYLVIE LEPAGE

M0147 - 0410 0 - 6.00 F



M. Bérégovoy se fixe pour objectif d'assainir le climat politique et de réduire le chômage

M. Pierre Bérégovoy a affirmé, mer-
credi 8 avril, dans la déclaration de
politique générale qu'il a prononcée
devant l'Assemblée nationale, sa
volonté de lutter contre « les trois
fléaux qui démoralisent la société
française » : le chômage, l'insécurité
et la corruption. Il a indiqué notam-
ment qu'une loi rendrait obligatoires
la publication et le contrôle du par-

moine et du revenu des élus. Les
socialistes, comme l'opposition, se
sont réjouis de la décision du gouver-
nement de renoncer à introduire avant
1993 un mode de scrutin propor-
tionnel pour l'élection des députés. Les
écologistes, en dépit de la suspension
des essais nucléaires annoncée par le
premier ministre, ont en revanche
accueilli son discours avec réserve.

Message reçu

par Thomas Ferenczi

Le « message » adressé au
gouvernement par le corps
électoral les 22 et 29 mars
ne s'était pas traduit dans la
composition de la nouvelle
équipe ministérielle. Le pro-
gramme annoncé mercredi
8 avril par M. Pierre Bérégovoy
dans sa déclaration de
politique générale lui
fait, au contraire, une large
place. Par leur vote, les
Français avaient indiqué,
pense-t-on, à M. Mitterrand

qu'ils n'acceptaient pas le
développement continu du
chômage, qu'ils s'inquié-
taient de l'insécurité crois-
sante et qu'ils condam-
naient le climat d'affairisme
aggravé par la loi d'amnistie.
Message reçu. C'est ce
triple déficit - social, sécuri-
taire, moral - que le nou-
veau gouvernement s'est
donné pour tâche de com-
battre.

La lutte contre le
chômage ? C'est, a-t-il dit
d'une formule qui rappelle
à la fois John Kennedy et

Jacques Chaban-Delmas,
« notre nouvelle frontière
sociale ». La lutte contre
l'insécurité ? C'est une façon
de garantir « l'un des tout
premiers droits de
l'homme ». La lutte contre
la corruption ? C'est la
condition du « redressement
moral » de la France. Le
premier ministre s'engage
personnellement dans ce tri-
ple combat, il précise les
mesures qu'il entend pren-
dre, et il invite les Français
à le juger sur ses résultats.

Lire la suite page 8



Méthode

par Bruno Frappot

Pierre Bérégovoy a posé
sur l'état de la France un dia-
gnostic lucide et sombre. Il la
dit inquiète face aux « nou-
velles menaces » liées aux
bouleversements géopoliti-
ques. Il voit « nos sociétés
devenues sourdes ». Il juge
qu'il faut « redonner à la jeun-
nesse confiance en son ave-
nir » - ce qui indique qu'elle
l'a perdue - et montre la
société française « démoralis-
sée par trois fléaux :
chômage, insécurité, corrup-
tion ». Il veut « poursuivre le
redressement moral » du
pays, manière de dire qu'il
reste à faire du chemin, et
obtenir « que les Français
retrouvent confiance en eux-
mêmes ».

Grand chantier pour onze
petits mois ! Rude constat
après onze ans de prési-
dence de François Mit-
terrand ! Un pays flépi, touché
au moral, en proie à des
maux sociaux et psychologi-
ques qui se renforcent les
uns les autres.

Lire la suite page 12

L'Europe encalminée

La construction communautaire attend des vents favorables et des capitaines convaincants

par Jacques Amalric

Bien que les grands dossiers de
la Communauté n'aient guère été
évoqués lors des élections fran-
çaises, allemandes et italiennes,
qui viennent de se dérouler, les
résultats de ces scrutins sont de
mauvais augure pour la construc-
tion européenne. De ces trois
consultations - mais peut-être
aussi, demain, des élections britan-

niques - on peut en effet tirer
plusieurs conclusions qui ne vont
guère dans le sens d'un approfondis-
sement et d'un élargissement de
l'Europe des Douze.

Le premier enseignement
concerne la perte de crédibilité de
ce qu'il est convenu d'appeler les
partis de gouvernement. C'est vrai
pour la France, avec la déconfiture
du Parti socialiste dont n'ont pas
réussi à profiter le RPR et les con-

tristes ; c'est vrai de l'Italie, où la
démocratie-chrétienne et ses alliés
traditionnels font les frais de la
disparition de leur « centre » idéolo-
gique qu'était la guerre froide ;
c'est également vrai dans les deux
Länder allemands, où l'on a voté
dimanche dernier : le parti du
chancelier Kohl a connu un grave
revers en Bade-Wurtemberg et les
social-démocrates ont senti le

vent du boulet au Schleswig-
Holstein. Deuxième enseigne-
ment : cette érosion des partis tra-
ditionnels, en charge de la gestion
de trois des principales démocra-
ties occidentales depuis la fin de la
seconde guerre mondiale et tous
engagés, peu ou prou, dans la
construction européenne, s'est faite
au profit de forces protestataires.

Lire la suite page 3

« Longue vie à Yasser Arafat ! »

Les Palestiniens des territoires occupés ont célébré dans la liesse la réapparition du « président »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Ouf ! Il est vivant ! » Au-delà
des manifestations spontanées de
liesse populaire qui ont éclaté en
différents points des territoires
occupés après la « résurrection »
de M. Yasser Arafat, c'est
d'abord le soulagement - un
énorme soulagement - qui domi-
nait, mercredi 8 avril, parmi les
dirigeants palestiniens de l'inté-
rieur. « Imaginez le désastre s'il
était mort ! », soupire M. Saeb
Erakat, l'un des principaux délé-
gués aux négociations de paix

avec Israël. Plus qu'à l'affliction
causée par la perte d'un symbole
aussi puissamment unificateur,
c'est évidemment à la crise de
successeur qui n'aurait pas man-
qué d'éclater que M. Erakat pen-
sait.

Dès l'aube, à peine la dispari-
tion du « président » connue, la
plupart des dignitaires palesti-
niens avaient commencé à défil-
ler chez M. Fayçal Hussein, le
principal chef de file du mouve-
ment. Au milieu de la matinée,
alors que la célèbre villa du mont
des Oliviers s'emplit de visi-
teurs aux mines défaits, l'heu-

reux épilogue de l'aventure fut
annoncée par téléphone. Le sou-
lagement palestinien fut à la
mesure de la déception manifestée
par un certain nombre d'israéliens.

Se disant « consternée » par le
baraka du président de l'OLP,
M^{me} Geula Cohen, passionaria de
l'extrême droite, et membre de la
Knesset, réclama l'élimination du
« chef des terroristes » par les
forces spéciales d'Israël.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite et l'article
de FRANÇOISE CHIPAUX
page 5

État d'urgence en Bosnie-Herzégovine

Les affrontements se multiplient

page 3

La Hongrie désenchantée

Deux ans après le départ des communistes

page 4

Musicora au Grand Palais

Le salon de la musique savante ou populaire rem-
porte un grand succès

page 15

LE MONDE DES LIVRES

■ Macédonio Fernandez, le maître de Borges
■ Michel Braudeau et le sommeil de Ganymède
■ Edward Gibbon, le fou de Rome ■ Hegel actuel
■ Lettres portugaises : Miguel Torga, Raul Bran-
dao, Jorge de Sena, João de Melo, José Sara-
mago ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : Yves
Berger, Tony Cartano ■ « Histoires littéraires » :
Hippolyte Taine ■ La chronique de Nicole Zand :
Lire les Protocoles des sages de Sion pour
connaître les idées qui propagent la haine.

pages 25 à 32

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

LEONARDO SCIASCIA
LES PAROISSES DE REGALPETRA
LES ONGLES DE SICILE
LE CONSEIL D'EGYPTE
A CHACUN SON DŒ
LE CONTEXTE - TODOMOD
LA DISPARITION DE MAJORANA

BIBLOS

GALLIMARD

DÉBATS

Télévision

Les Français reparlent aux Français

par André Bercoff

Le récent naufrage de La Cinq incite plus que jamais à se poser des questions sur la viabilité d'un PAF devenu de plus en plus histoire pleine de larmes et de fureur, racontée par un idiot et ne signifiant rien. Les enjeux de pouvoir se juxtaposent aux compétitions de marché pour restituer l'image d'une télévision qui a, certes, ses qualités et ses bons moments, mais qui a perdu toute référence et tout repère.

N'est-il pas temps, au lieu de chercher tout de suite à boucher cet écran que l'on ne saurait voir en y jetant une chaîne culturelle ou une chaîne musicale, de réfléchir à ce que pourrait être une télévision forum ou agora? Je m'explique: il s'agit d'une chaîne où Français et Français pourraient venir témoigner des problèmes qui se posent dans leur vie quotidienne, et auxquels répondraient systématiquement les responsables politiques, sociaux ou syndicaux concernés. Il ne s'agit ni de faire de l'écabouillonnage psycho-sociologique, ni de la démagogie populiste, ni de l'émotivité gratuite; mais bien de permettre aux récepteurs de renvoyer enfin aux émetteurs ce qui les concerne. Et de parler. Enfin. Et de tenir aussi — des propos de bonhomme.

Leçon américaine

Directeurs et rédacteurs en chef des journaux, radios et télévisions, savent bien que le macro-saint droit à l'information implique nécessairement des devoirs. A New-York, il y a quelques années, j'ai entendu Michael O'Neill, directeur de la rédaction du Daily News, l'un des plus grands quotidiens de la ville, s'exprimer admirablement à ce sujet.

Il demandait à ses collègues de voir avant le boudoir des choses que le mauvais, de dire l'espérance aussi

bien que le malheur. Pour lui, les médias contribuent à la «perte de sens» chez les lecteurs et ont donc l'obligation de contribuer à l'amélioration des choses: «Le corollaire d'un pouvoir accru est une responsabilité accrue. La presse ne peut pas jouer les observateurs «extérieurs» et «objectifs» de la réalité, comme si elle n'était pas partie prenante au processus démocratique. Si nous passons notre temps à exagérer et à dramatiser les aspects négatifs de notre société, nous encourageons, que nous le voulions ou pas, le pessimisme et la démobilisation. En s'appuyant la confiance, nous devenons l'un des facteurs — et non plus seulement le témoin — du déclin national. Est-il vraiment nécessaire de rabaisser tout ce qui porte un nom public, de traquer la vie privée, d'abuser d'injures les politiciens qui ne sont pas de notre bord et de nous complaire dans la chasse aux ragots au nom du fameux droit du public à savoir? Certains aspects de la vie n'ont pas forcément à être racontés parce qu'ils existent ou parce qu'ils font une histoire intéressante.»

En conclusion, O'Neill ajoutait: «Soyons francs; nous, journalistes, devons parfois cesser de croire que le cynisme froid doit être la première de nos vertus. Un bain de générosité et de chaleur humaine ne nous ferait pas de mal. Nous devons chercher le consensus, et pas seulement la contradiction, de façon que notre société ait une chance de résoudre ses problèmes, et que nous autres Américains puissions retrouver un certain taux de confiance et d'unité, afin de relever les immenses défis de notre temps...» On aimerait entendre un O'Neill français.

Propositions concrètes sur l'information: un journalisme «de bonnes nouvelles», qui serait aux antipodes, évidemment, de la chronique des rois et des reines, des romans-photos du prince et de la bergère, ou de

l'actualité «heureuse» des vedettes du disque et de l'écran; un journalisme qui, sans rien dissimuler des maux du monde, parlerait des Français au travail, des créateurs obscurs, des aventuriers de la débrouille, de tous ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, œuvrent à agrandir un peu plus les espaces de liberté par des outils anciens ou nouveaux... Un journalisme de coordination et de mobilisation, qui organiserait des lieux de rencontre et des échanges d'expériences, des témoignages quotidiens, des nouvelles du cœur et de la passion, de l'éclat et de l'émotion, de la beauté des formes et du formidable tourbillon des cultures... Cela se fait déjà dans certains journaux, et se retrouve parfois dans certaines émissions: mais pourquoi ce qui n'est aujourd'hui qu'une exception ne pourrait-il point devenir l'une des règles principales de l'information? D'autant plus que le besoin, pour toutes les raisons que nous avons évoquées, s'en fait urgentement sentir.

Que ce soit l'un des responsables de la presse la plus libre du monde qui lance cet appel à une nouvelle éthique paraît de bon augure; les journalistes sont assez grands pour savoir ce qu'ils font; mais peut-être n'est-il pas inutile de leur rappeler que, si la catastrophe fait vendre, la création, ce n'est pas mal non plus. Le plaisir d'inventer serait-il donc une idée neuve en Europe? Où sont les canaux, les réseaux câblés,

les cinquante-six chaînes (payantes ou pas, subventionnées par la publicité ou pas) qui diffuseraient aux populations intéressées, reportages et illustrations à l'appui, les mille et une manières de créer une entreprise, de constituer un dossier, les fibres administratives et bancaires? Où sont les programmes où administrateurs et administrés se rencontreraient, en des débats qui ne manqueraient ni de théâtralité, ni de «suspense», ni — pourquoi pas — de violence, de rebondissement, ni d'humour, pour discuter et essayer d'aplanir les difficultés et les malentendus entre Etat et société civile?

Imaginons une chaîne télévisuelle de service public qui fonctionnerait comme un cahier national de doléances et de suggestions. Elle permettrait de connaître à tout moment l'état d'esprit des citoyens, de négocier spectaculairement certains virages, d'animer une information qui soit également formatrice de nouveaux comportements, en rupture avec les réflexes d'angoisse et de peur. Cette chaîne serait à la disposition du public. Elle diffuserait des émissions coproduites par les téléspectateurs, aidés par des techniciens professionnels.

Exemple: une coopérative agricole désire réaliser une émission d'information sur un procédé qu'elle a découvert. Elle envoie un descriptif détaillé à la direction de la chaîne. Celui-ci est étudié, sélectionné et transformé en film. Avec l'aide d'un réseau télématique et

d'un standard adéquat, les groupes et associations pourraient non seulement s'exprimer sur l'écran, mais surtout disposer d'espaces de contact permanents: les créateurs pourraient ainsi s'organiser autour de réseaux d'information dotés d'un numéro de téléphone que tous pourraient appeler: artisans, entrepreneurs, techniciens, législateurs, inventeurs, tous ceux qui sont en quête de moyens d'information ou de techniques nouvelles.

Arrêtons de pleurer

Double avantage pour l'Etat et la société civile: avoir une vision des désirs et des aspirations des Français les plus dynamiques autrement plus nette et étendue que le meilleur des sondages, et la possibilité d'intervenir à tout moment pour encourager tel ou tel projet, infléchir telle ou telle tendance, réguler telle ou telle contradiction. Et si des milliers de Français trouvent qu'une chaîne ne suffit pas, qu'ils n'arrivent pas à faire passer leurs messages au-delà du réseau télématique, qu'à cela ne tiennent: ils créeront leur propre canal, quitte, là encore, à ce que l'Etat empêche les trop grands déséquilibres.

Arrêtons de pleurer, de nous complaire dans des bouillottes de haine asséchantes et des solitudes harassées, cessons le culte du négativisme rampant, essayons de construire, dans notre vie, dans notre métier,

dans notre environnement immédiat, des espaces de désir et d'auto-nomie. Qui ne voit l'importance de donner à ces envies un cadre, une structure, des moyens?

L'incident du jeune étudiant venant interrompre le son d'un récent «Bouillon de culture» est significatif. Les bouches s'ouvrent, et les désirs, et les frustrations. Faute de donner une tribune à ces millions de solitudes en quête de hauteur, à ces millions de questions en quête de réponses, on s'expose de plus en plus à retrouver toutes ces insatisfactions dans la rue. Et ce ne sera pas cette fois-ci pour fabriquer un Mai 68 ludique et libérateur mais les lendemains algériens d'un système en pleine implosion. Il est temps que les petits écrans, à leur tour, réfléchissent, hors des sentiers battus de la nomenclature autoproclamée, du trou de serrure considéré comme un des beaux-arts et des abolis bibelots d'insanité élitiste. Le problème n'est pas de choisir entre télévision de masse et télévision culturelle (l'aux détat par excellence), mais bien de donner la parole à tous ceux que l'on ne convoque que pour applaudir ou sourire, en bouche-trous satisfaits. Plus que jamais, ça vous regarde.

► André Bercoff est journaliste.

Religion

Drewermann et son orgue de Barbarie

par Mgr Jacques Jullien

«HÉLAS! hélas! le monde est tout entier plein de mystères grandioses et de lumières formidables que l'homme se cache avec sa petite main», constatait Rabi Nahman, voilà bien longtemps. Et il ignorait les perspectives ouvertes par la génétique et la génétique aujourd'hui! Plus encore que son monde, l'homme est plein de lumières et de mystères: «L'homme est un gouffre», écrivait George Bérnès, quand on se penche pour voir en fond, on sent la lueur qui tourne.» C'est vrai de l'homme, et combien plus du Fils de l'Homme.

Dans l'Eglise, les théologiens ont pour mission d'explorer ce mystère de l'homme et du Fils de l'Homme à la lumière de la foi, aidés par les connaissances humaines anciennes et nouvelles. Pour connaître tout est donné déjà dans le Christ. Il est l'alpha et l'oméga, Dieu, écrivait saint Jean de la Croix, n'a plus d'autre parole à nous dire: «Il nous a donné le tout en son Fils.» Et pourtant la théologie n'est pas répressive. Elle est constamment inventive: «Le Royaume de Dieu est semblable à un trésor d'où le père de famille tire des choses anciennes et nouvelles.» Chaque époque, avec ses questions neuves, interroge la parole de Dieu à travers des richesses déjà contenues, mais pas encore «inventées», pas encore inventées.

Ainsi les théologiens servent-ils l'humanité de la foi en apprenant à dissiper l'insoluble mystère du Christ et en y confrontant les questions de leur époque. Leur mission les conduit à passer et repasser les frontières, à la rencontre des cultures nouvelles, sur des chemins inconnus. Dans une armée, les échos de reconnaissance doivent disposer d'une grande liberté de manœuvre, mais en même temps, il leur faut établir des liaisons étroites avec l'état-major sans peine de s'égarer et d'égarer le gros de la troupe. De même, les théologues, éclairés par l'Eglise, ont besoin d'une réelle liberté de recherche. En théologie, comme partout, la science peut être aussi dangereuse, à terme, que des spéculations concubines. Mais les théologues doivent rester en lien étroit avec le peuple de Dieu et ses pasteurs. Leur liberté n'est pas un privilège. Ils sont au service de la foi du peuple de Dieu, au service de la vérité de Dieu.

Dans leur immense majorité, les théologues assument leur mission. Non sans mérite, car ils sont trop peu nombreux et disposent souvent de peu de moyens matériels. Mais un problème nouveau se pose à eux: ils travaillent désormais dans des maisons de verre. Une hypothèse à peine formulée, l'opinion publique s'en empare. Plus une position est audacieuse, plus elle est médiatique. Que mille théologues approfondissent le mystère, cela ne

fait pas un article de journal. Mais si, au cœur de l'Eglise qui le mandate, un théologien s'oppose à la foi commune, les médias braquent sur lui micro et caméra, ravis d'en faire un prophète des temps nouveaux, surtout s'il entonne les gens dans le sens du poil. Les espoirs et les peurs de la parole de Dieu ne font pas recette, mais les aventuriers sont immédiatement vedettes.

Cheval de Troie

Cette situation demande à chaque théologien une circonspection nouvelle dans l'expression de ses hypothèses et impose au corps des théologiens une autorégulation plus exigeante. Mais il est difficile aux marginaux d'échapper au vedettariat. Dès lors si l'évêque, gardien et promoteur de la foi, se fait pour laisser au chercheur le temps de clarifier sa position et à ses pairs le temps de l'aider, on interprète son silence comme une approbation. Si l'évêque intervient pour sortir de l'ambiguïté, on crie à la répression, et, du prophète choyé, on fait un martyr de la vérité et de la liberté. Et les médias tendent ainsi peu à peu à s'égarer en ruse derrière de la foi.

Quelques théologiens détiennent la chronique aujourd'hui. En particulier Eugen Drewermann, en Allemagne. Celui-ci réclame une plus grande place pour le dialogue symbolique, quelque peu éclipse par

une théologie trop crébrale, en particulier en exégèse. Il souligne l'importance de la composante affective et interpersonnelle du salut. Il n'a pas tort et cela n'est pas étranger à son succès. Il interprète la parole de Dieu selon des catégories inspirées par les sciences humaines et par la psychanalyse jungienne. Cette approche n'est pas sans intérêt. Elle fait rendre à la Bible des harmoniques très «parlantes».

A vrai dire, Drewermann n'est pas le premier à recourir à cette lecture. Depuis quarante ans, en France, des spécialistes ont ouvert la voie, à la suite de R. Delbœuf, par exemple L. Bérnès, M. Orlan, M. Nau, M. Bék ou F. Dolto (pour ne citer que des morts). Mais Drewermann en fait quasiment la seule clé d'interprétation. Dans son premier volume traduit en français, *La Parole qui guérit*, au nom d'une compétence quasi universelle (il parle en psychanalyste, mais aussi «en tant qu'exégète ou que théologien»), il proclame un nouveau discours sur la montagne: «On vous a dit que la foi n'est que du rêve. Elle est une parole articulée, intelligible. Les formulations de la foi n'évacuent pas le mystère de Dieu. L'alpha et l'oméga sont des points de passage obligés pour quiconque veut rejoindre la foi de l'Eglise et entrer dans l'insoluble mystère de Dieu.

La foi n'est pas un cri. Elle est une parole articulée, intelligible. Les formulations de la foi n'évacuent pas le mystère de Dieu. L'alpha et l'oméga sont des points de passage obligés pour quiconque veut rejoindre la foi de l'Eglise et entrer dans l'insoluble mystère de Dieu.

La foi n'est pas un cri

Prophète percuté? Précurseur sacrifié au système? Mais qui est la victime? La parole de Drewermann guérit peut-être certains auditeurs. Mais elle laisse l'Eglise et les fidèles. La foi n'est pas un cri. Elle est une parole articulée, intelligible. Les formulations de la foi n'évacuent pas le mystère de Dieu. L'alpha et l'oméga sont des points de passage obligés pour quiconque veut rejoindre la foi de l'Eglise et entrer dans l'insoluble mystère de Dieu.

Les théologues ont encore du pain sur la planche. Mais ils ne peuvent travailler qu'en communion vivante avec le «sens de la foi» du Peuple de Dieu qu'ils expriment finalement, en cas de crise, le pape et les évêques. Ici pointe d'ailleurs un nouveau problème: que devient le sens de la foi dans une opinion publique manipulée?

Le traducteur de *La Parole qui guérit* s'extasie. Compositeur talentueux, Drewermann tire sans cesse des jeux nouveaux d'un orgue sans pareil, et nous offre des sonorités inconnues. Talentueux? Oui. Compositeur? Non: derrière une brillante harmonisation, on retrouve les vieilles cent fois ressassées depuis les gnostiques et les premiers détracteurs du christianisme. L'orgue d'Eugen Drewermann n'est qu'un orgue de Barbarie.

Le musicien fait illusion un instant. Pas longtemps en général. Comme le montre l'histoire récente, l'illusionniste, coupé de l'Eglise qui lui assurait son audace, perd vite de son intérêt. Il reste sur le bord du chemin à tourner sa manivelle pour ses «fans» qui n'ont pas su rompre le charme. Et le peuple de Dieu poursuit sa route, à l'écoute de *La Parole qui guérit* véritablement, celle de Dieu.

► Mgr Jacques Jullien est archevêque de Rennes, président du Bureau d'études doctrinales de l'épiscopat français.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Télax : 251.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par
« Le Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 457
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Crox, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-72-72
Télax MONDIPUB 634128 F
Télax : 40-65-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

| ABONNEMENTS | | | |
|--|---------|--|---------------------------------|
| 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90 | | | |
| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS Voie normale-CEX |
| 3 mois | 460 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 890 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 620 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris 1992

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Giliu, directeur de la gestion
Manuel Liebert, secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Fernandez,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

هشام الأحم

ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 10 avril 1992 3

Alors que les combats gagnent de nouvelles régions L'état d'urgence général est instauré en Bosnie-Herzégovine

La situation continue de s'aggraver en Bosnie-Herzégovine : les combats s'intensifient et gagnent de nouvelles régions de cette République centrale de l'ex-Yugoslavie. Dans de nombreuses villes, la population s'est réfugiée dans les abris et plusieurs milliers de personnes ont déjà pris le chemin de l'exil en direction de la Serbie ou de la côte dalmate (Croatie). Mercredi 8 avril, le centre de Sarajevo a été bombardé au mortier et la présidence a décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire de la République.

BELGRADE

Des barricades ont été érigées à Sarajevo par diverses milices armées. Dans certains quartiers, les habitants ont organisé leur propre autodéfense pour empêcher l'infiltration des provocateurs ou de bandes de malfaiteurs qui profitent de la situation pour piller les magasins et les maisons. Des vigiles armées montent la garde devant chaque immeuble. Selon le ministère de l'Intérieur de Bosnie-Herzégovine, vingt-sept civils ont trouvé la mort dans la capitale à la suite de tirs isolés depuis le 6 avril.

La présidence de Bosnie-Herzégovine, qui tente en vain, depuis lundi, de réunir le Parlement pour régler la crise gouvernementale consécutive à la démission du premier ministre (croate), M. Jure Pelivan, a décrété, mercredi soir, l'état de danger de guerre imminente. Cette mesure permet notamment à la présidence d'ordonner la mobilisation générale ou partielle. Alors que les deux représentants serbes au sein de la prési-

dence, MM. Nicolas Koljevic et Biljana Plavsic, avaient démissionné mardi, les députés serbes ont annoncé leur départ définitif du Parlement de Bosnie-Herzégovine pour rejoindre l'Assemblée de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, qui avait, mardi matin, proclamé son indépendance et fait sécession du reste de la République.

Cette décision pourrait être rapidement suivie par la démission des ministres serbes puisque les leaders de la communauté serbe, qui représentent 31,4 % de la population, contestent la légitimité du pouvoir actuel en Bosnie-Herzégovine. Arguant que l'Etat bosniaque ne fonctionne plus, et qu'il est de facto scindé en trois entités correspondant à chaque des communautés ethniques, les dirigeants serbes estiment que la Bosnie-Herzégovine, telle qu'elle était dans l'ex-Yugoslavie, n'existe plus et ignorent par conséquent sa reconnaissance internationale. Le chef de file de la communauté serbe, Radovan Karadzic, a d'autre part averti, mercredi, le président bosniaque, le musulman Alija Izetbegovic, que « s'il refusait de négocier sur un pied d'égalité avec les autorités de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, les Serbes encadreraient Sarajevo et ouvriraient le feu sur la capitale ».

Le rôle de l'armée serbo-fédérale

Après un bombardement à l'artillerie lourde, mercredi en milieu de matinée, dans le centre de Sarajevo, la capitale de Bosnie-Herzégovine a subi en fin d'après-midi une nouvelle attaque au mortier touchant le vieux quartier oriental de la ville. La violence des affrontements s'accroît. En Herzégovine, dans la région de Mostar, les combats entre les formations paramili-

taires croates du HOS, milices armées du Parti croate du droit (ultra-nationaliste), et l'armée serbo-fédérale se poursuivent. A Zvornik, à l'est, près de la frontière serbe, les combats à l'artillerie opposent Serbes et Musulmans ont continué mardi, et les volontaires serbes venant de Serbie, commandés par Zeljko Raznjajic-Arkan, ont sommé les Musulmans de déposer leurs armes.

Consciente qu'un compromis avec l'armée serbo-fédérale, après la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine, est indispensable pour éviter un conflit généralisé, la présidence bosniaque a réitéré son intention de négocier avec l'armée, à condition que celle-ci respecte le pouvoir civil légitime. Ces derniers jours, les relations avec l'armée fédérale se sont tendues, et le président Izetbegovic a lancé plusieurs appels aux autorités militaires pour qu'elles défendent équitablement les trois peuples de Bosnie-Herzégovine. Pour le moment, les quelque 120 000 à 150 000 soldats et officiers fédéraux présents en Bosnie-Herzégovine restent l'un des principaux atouts de la Serbie et de Belgrade.

Le chef de l'état-major des forces armées serbo-fédérales, le général Zivota Pantic, avait déclaré mardi que, en dépit de la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine, l'armée yougoslave ne se retirerait pas de cette République avant que la question serbe ne soit résolue. Le rôle de l'armée, avait-il précisé, « est de prévenir de nouveaux génocides et notamment celui des Serbes, ainsi que l'agression de la Croatie contre la République ». Il avait également expliqué que 65 % de l'industrie d'armement et des aéroports militaires de l'ex-Yugoslavie se trouvaient en Bosnie-Herzégovine.

FLORENCE HARTMANN

CEI : alors que démarrait la guerre des pavillons Les présidents russe et ukrainien décident de régler leur différend sur la flotte de la mer Noire

Les présidents russe et ukrainien ont décidé, jeudi 9 avril, à la suite de deux conversations téléphoniques, de mettre un terme à leurs revendications respectives sur la flotte de la mer Noire, a annoncé un responsable militaire russe. Ils sont ainsi convenus de « suspendre » les décrets qu'ils avaient pris en la matière et de confier à une commission parlementaire conjointe le soin de régler ce différend.

MOSCOU

de notre correspondant

Comment passer des mots aux actes ? Le décret pris par M. Boris Eltsine et plaçant la flotte de la mer Noire sous l'autorité de la Russie a provoqué les réactions prévisibles à Kiev, où diverses contre-mesures avaient été annoncées. Devant des députés ukrainiens par cette « atteinte à la souveraineté de l'Ukraine », le président Kravtchouk avait réitéré que l'Ukraine était dans son bon droit et que son propre décret, faisant passer la flotte (et le reste des forces non nucléaires situées en territoire ukrainien) sous le commandement du ministère ukrainien de la défense était, lui, parfaitement conforme aux accords signés entre les pays membres de la Communauté.

M. Kravtchouk avait franchi un pas de plus en annonçant que seuls pourraient faire partie des forces armées ukrainiennes les soldats et officiers qui auront prêté serment à l'Ukraine, les autres « constituant un danger pour la sécurité de l'Ukraine ». De plus, le ministre de la défense, le général Morozov, avait annoncé que « des groupes opérationnels » avaient été mis en place à Sébastopol pour « la prise de contrôle de la flotte ».

Cependant, sur le terrain, l'avantage semblait rester au commandement russe de la flotte, et les premiers pavillons russes sont apparus sur quelques dizaines de navires. Le contre-amiral Boris Kojine, nommé mardi 7 avril « commandant en chef de la flotte de la mer Noire » par le président Kravtchouk, avait immédiatement été limogé par l'amiral Kasatonov, lui-même commandant de cette flotte du temps où elle appartenait théoriquement à la CEI, tandis que de leur côté des députés ukrainiens réclamaient l'expulsion de ce même amiral Kasatonov.

De toute évidence, des négociations s'imposent, aucune des deux parties n'ayant apparemment l'intention d'en venir aux mains. Mais les premiers pourparlers conduits mercredi sur place entre l'amiral Tchernavine, commandant en chef de la flotte de la CEI, et représentant en fait la Russie, et un vice-président du soviet suprême de l'Ukraine, n'avaient donné aucun résultat, les deux parties se bornant à constater que seules des négociations à plus haut niveau pourraient aboutir. Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, avait déjà proposé à son homologue ukrainien, M. Anatoli Zlenko, une rencontre à Moscou, et il est aussi question d'un sommet entre les présidents Eltsine et Kravtchouk, seul susceptible, selon plusieurs commentateurs, de débloquent la situation.

Tension en Moldavie et en Lituanie

A Moscou, le Congrès des députés russes avait fini par voter, mercredi 8 avril, une résolution sur le conflit moldave. Le texte voté était plus modéré qu'on aurait pu s'y attendre après l'intervention très patriotique du vice-président Rouskoi (le Monde du 8 avril). Le Congrès souhaitait certes que la 14^e armée russe soit déployée entre les parties en conflit, à savoir les « russophones » de Transnistrie et les forces dépendant des autorités moldaves. Mais il s'abstenait de recommander la reconnaissance de l'indépendance de cette Transnistrie, et demandait seulement au gouvernement de la Fédération de Russie de « favoriser » l'établissement d'un « statut juridique » pour cette région, au sein de la République de Moldavie.

Il reste qu'au sein de la Moldavie elle-même que l'Ukraine et la Roumanie réclamaient le retrait de cette 14^e armée qui, selon le gouvernement de Chisinau, a pris fait et cause pour les « séparatistes » de Tiraspol. « Communautaire » jusqu'à ces dernières semaines, la 14^e armée avait été placée par M. Eltsine sous autorité de la Russie, qui contrôle désormais une partie considérable des forces ex-soviétiques hors de son territoire, que ce soit dans le Caucase, sur la mer Noire, en Mongolie, en Allemagne, en Pologne et dans les pays baltes.

Cet état de fait n'était pas sans susciter quelque inquiétude, d'autant que les commandants locaux en prennent parfois à leur aise avec les autorités légales des pays considérés. Ainsi, à en croire un porte-parole du Parlement de Vilnius, le commandement de la flotte de la Baltique aurait lancé mercredi un « ultimatum verbal » exigeant la libération d'un officier russe, le colonel Ivan Tchernykh, arrêté la nuit précédente sur ordre des autorités lituaniennes. L'ultimatum aurait été assorti d'une menace d'intervention armée. Le colonel Tchernykh, commandant d'une division de garde-côtes, est accusé par le parquet de Vilnius d'avoir « tenté de renverser le pouvoir lituanien » au moment du putsch d'août 1991. Selon l'agence Tass, le président lituanien, Vytautas Landsbergis, avait laissé entendre que le colonel en question serait remis à la Russie.

JAN KRAUZE

L'Europe encalminée

Suite de la première page

Souvent hétéroclites, ces forces protestataires exploitent sans vergogne les frustrations et les angoisses bien réelles de catégories sociales qui se sentent abandonnées, si ce n'est sacrifiées, et ne supportent plus l'arrogance des politiciens traditionnels et leurs complicités dès lors qu'il s'agit de sauver leur « fonds de commerce ».

Ce phénomène, qui s'enracine dans le souci sécuritaire, la crainte de l'immigration, le désarroi face au chômage, au grand large économique et à la concurrence internationale, se traduit par une polarisation à courte vue sur les désormais fameux « problèmes quotidiens ». La politique étrangère et de défense est au mieux considérée, dans cette optique, comme une échappatoire et les défis européens comme une entorse à la souveraineté nationale.

C'est particulièrement vrai en France, où le socialisme de gouvernement a perdu, du fait de ses pratiques incantatoires, le contact avec sa base électorale : c'est d'ailleurs dans l'Hexagone que la construction européenne est le plus ouvertement attaquée, nonobstant l'optimisme de rigueur affiché mercredi à l'Assemblée nationale par M. Pierre Bérégovoy : non seulement à droite (Front national et archéo-gaullistes), mais aussi à gauche (Parti communiste, trotskistes et « chevenementistes »).

On peut ajouter à cette liste la majorité de l'électorat Verts et, demain sans doute, la quasi-totalité de certaines corporations, à commencer par les agriculteurs. En cas de ratification par référendum du traité de Maastricht, nous en serions déjà sans doute à plus de 40 % d'opinions négatives.

Les mêmes fermentent sont à l'œuvre en Allemagne, qui a accédé du jour au lendemain à la pleine souveraineté internationale et qui hésite sur l'usage à en faire. Ils se nourrissent :

o IRLANDE : le référendum sur les accords de Maastricht précèdera la consultation sur l'avortement. — M. Noel Dempsey, chef du groupe parlementaire du Fianna Fail (nationaliste), a annoncé, mercredi 8 avril, que le premier ministre irlandais, M. John Reynolds, avait décidé d'organiser le référendum sur les accords de Maastricht avant celui sur l'avortement. M. Reynolds avait indiqué, mardi, que l'introduction de l'avortement, introduite dans la Constitution irlandaise par une précédente consultation en 1983, serait de nouveau soumise à référendum (le Monde du 9 avril). Le traité de Maastricht comporte un protocole protégeant ces dispositions. — (Reuters).

sent de ces interrogations mais aussi du coût financier non annoncé de la réunification, de l'aide massive qu'il a fallu accorder à l'ex-URSS pour qu'elle accélère l'évacuation de l'ex-RDA et du prix politico-économique de la construction européenne. A cela s'ajoute le flux toujours croissant des demandeurs d'asile abusifs, que les partis de gouvernement se révèlent incapables d'endiguer.

La tendance, là aussi, n'est pas à « plus d'Europe », et on assiste à une révolte des Länder qui cherchent à obtenir le droit de revenir « en arrière de Maastricht » avant l'an 2000. Ce ne sont pas les projets de budget européens de M. Delors — en augmentation de plus de 30 % pour les cinq ans à venir si les recommandations du président de la Commission de Bruxelles sont retenues — qui réussissent à l'inverser.

Le cas italien est différent mais guère plus encourageant : si la grande majorité des formations politiques — à l'exception de l'extrême droite — se réclament toujours de l'Europe, c'est la nation qui menace de se déliter, de se diviser entre un Nord industrialisé et un Sud de plus en plus assisté et gangrené par la culture mafieuse. L'ingouvernabilité n'est pas certaine mais, alors que n'apparaît aucune majorité de rechange, elle menace de marginaliser une Italie qui serait incapable de tenir les engagements contractés à Maastricht.

Le climat est d'autant plus malsain pour l'Europe qu'aucun de ses leaders naturels ne sort intact des élections. M. Mitterrand, désormais considéré par ses pairs comme un homme en suris qui n'a plus droit à l'erreur, est, bien sûr, le plus atteint. Mais son « ami » Kohl, dont les convictions européennes ne sont pas en cause, est lui aussi déstabilisé. Le couple franco-allemand, dont l'histoire n'est qu'une longue suite de suspensions laborieusement dominées, n'avait décidément pas besoin d'une telle épreuve. D'autant qu'aucun nouveau dynamisme n'est à attendre de Londres, quelle que soit l'issue du scrutin qui s'y déroule.

La leçon des élections en France, en Allemagne et en Italie n'a pas échappé à M. Jacques Delors, qui vient d'exclure toute renégociation du traité de Maastricht : dans la plupart des pays européens, le processus de ratification va être pollué par des considérations politiques, par l'exploitation des frayeurs du moment et des préjugés bien ancrés, par le retour à l'idée d'un nationalisme réveillé ici et là d'un nationalisme chauvin. Résultat : là où il aurait fallu adhésion sans réserve majeure, on risque d'assister à une approbation du bout des lèvres, à un « oui à reculons ». Non seulement en France, où on prête l'intention à

M. Mitterrand de tout faire pour exploiter les différences de sensibilité sur le sujet entre centristes et RPR, mais aussi en Allemagne. L'Italie suivra sans doute, mais la tête ailleurs. Il n'est pas jusqu'à l'Espagne, qui ne grognera pas, sous-courbe d'engager un surplus de fonds structurels qui fait déjà frapper les sourcils aux contribuables des pays du Nord.

La tentation de la renégociation

Déjà la tentation apparaît, ici et là, d'obtenir sur tel ou tel point une renégociation ou une reformulation du traité. Le premier pays à en faire en vain la demande, a été l'Irlande, empêtrée dans sa lutte contre l'avortement : Dublin avait exigé qu'un protocole spécial, reconnaissant l'interdiction constitutionnelle de l'avortement en Irlande, soit annexé au traité de Maastricht. Ce qui fut fait. Mais entre-temps, la Cour suprême a reconnu le droit des femmes à se faire avorter dans certains cas à l'étranger et à disposer en Irlande de toutes les informations nécessaires. La Cour n'a fait là, semble-t-il, que constater l'évolution de l'opinion publique irlandaise aujourd'hui

favorable à l'avortement dans certaines conditions.

Le gouvernement craignait donc, si le protocole n'était pas modifié dans un sens libéral, que le référendum sur Maastricht ne se transforme en un référendum sur l'avortement. Les onze partenaires de Dublin ayant refusé de mettre le doigt dans l'engrenage de la reformulation du traité, le gouvernement irlandais en est maintenant réduit à promouvoir un référendum sur l'avortement tout de suite après le référendum sur Maastricht, dont la date n'a d'ailleurs toujours pas été fixée.

La situation est également critique au Danemark, où les sondages font apparaître une majorité d'électeurs hostiles au Traité de Maastricht qui sera soumis à référendum le 2 juin. Les choses peuvent évoluer d'ici là, au Danemark comme ailleurs. Le pire, après tout, n'est jamais sûr, et les mouvements électoraux protestataires finissent souvent par s'effouffler et se dissoudre. Il n'en demeure pas moins que l'Europe des Douze est aujourd'hui menacée de tomber en panne faute de vents favorables et de capitaines convaincus.

JACQUES AMALRIC

ALLEMAGNE L'opposition refuse la table ronde proposée par le chancelier Kohl

L'opposition social-démocrate (SPD) a refusé, mercredi 8 avril, de participer à une table ronde avec M. Helmut Kohl tant que celui-ci ne reconnaîtrait pas l'ampleur du coût de l'unification allemande.


A l'issue des élections régionales du 5 avril, où l'extrême droite avait fait une percée remarquée après une campagne dirigée contre les demandeurs d'asile, le chancelier avait proposé au SPD un dialogue portant notamment sur cette question. Mais le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, a déclaré qu'un bilan financier de l'unification et un projet de financement pour les années à venir étaient « la condition indispensable pour que s'ouvre un dialogue constructif ». « Les partis démocratiques (doivent) s'atteler

aux problèmes dont les citoyens attendent d'urgence une solution », a déclaré M. Kohl devant le conseil des ministres.

Le chancelier a mentionné trois sujets de discussion : une réévaluation du droit d'asile, la ratification des accords de Maastricht, et les problèmes financiers cruciaux que connaît l'Allemagne. Toute modification du droit d'asile, ainsi que la ratification des accords de Maastricht, nécessitent un changement de la Constitution, ce qui ne peut se faire qu'avec l'accord du SPD puisque l'aval des deux tiers du Parlement fédéral est obligatoire.

Les sociaux-démocrates sont opposés à une proposition du chancelier Kohl visant à restreindre l'entrée des demandeurs d'asile. — (AFP).

PHILIPPE MEYER



29 portraits d'hommes politiques d'une charitable férocité.

Pointes sèches

SEUIL

EDITIONS DU SEUIL

EUROPE

La Hongrie désenchantée

Deux ans après le départ des communistes
la « République des professeurs » tente de surmonter la morosité et la méfiance de la population

BUDAPEST

de notre correspondant

Les Hongrois ont le cynisme facile et le verbe volontiers amer. Une des plaisanteries en vogue à Budapest donne la mesure du climat ambiant, plutôt résigné et grognon, deux ans après le départ des communistes : « Quelle est la différence entre le gouvernement Antall et celui de l'ancien dirigeant communiste János Kádár ? » Réponse : « Antall a réussi en deux ans ce que Kádár n'a pas réussi en trente-trois ans : faire regretter l'ancien régime. »

Un verdict certes cruel et exagéré à l'encontre de la coalition conservatrice au pouvoir, dirigée par le premier ministre József Antall, grand vainqueur au deuxième tour des élections législatives du 8 avril 1990. Mais il est vrai que, pour la majorité des Hongrois, la transition au quotidien se manifeste surtout par une valse des étiquettes et une érosion constante du pouvoir d'achat. Pourtant, cette « République des professeurs » avec son président dramaturge, son premier ministre historien et son Parlement truffé de sociologues, a de quoi faire pâlir d'envie certains de ses anciens voisins socialistes.

C'est en effet ce petit pays de dix millions d'habitants qui a attiré plus de la moitié des investissements étrangers à l'Est (hors ex-URSS) en 1991.

Le nombre d'entreprises privées a été multiplié par cent depuis deux ans et le visage de Budapest se transforme de jour en jour. En deux ans, la Hongrie n'a connu qu'un seul conflit social majeur, une grève des taxis et des transporteurs routiers qui a paralysé le pays pendant trois jours en septembre 1990. En apparence, cette société, après avoir assisté plutôt passivement à

la révolution pacifique et négociée qui a renversé l'ancien régime, semble aujourd'hui supporter dans la résignation une inflation de l'ordre de 35 %, un chômage qui double tous les six mois et qui touche maintenant 450 000 personnes (8 % de la population active). A l'image de son premier ministre assez terne, la Hongrie serait donc plutôt « prospère et ennuyeuse ». « Quel beau tableau », s'esclaffe un conseiller du gouvernement. Mais essayez de convaincre nos compatriotes... »

Loyauté ou expérience ?

L'un d'entre eux, un chauffeur de taxi de quarante-deux ans, s'est immolé par le feu à la fin du mois de mars devant le Parlement de Budapest, illustrant l'angoisse palpable d'une population qui s'aperçoit avec amertume que la démocratisation n'est pas forcément synonyme d'amélioration du niveau de vie. Au contraire, les écarts sociaux se creusent à vue d'œil et plusieurs études estiment que près d'un habitant sur cinq vit désormais juste au-dessus du seuil de pauvreté.

Le Forum démocratique (MDF), le parti de centre droit du premier ministre, est arrivé au pouvoir grâce à l'image d'une « force tranquille », prônant une transition graduelle, aux antipodes de la thérapie de choc polonaise. Mais, deux ans après, le désenchantement se généralise et le MDF ne recueille qu'environ 15 % des intentions de vote dans les sondages. Dans un climat politique crispé, le gouvernement manifeste des signes croissants de nervosité et d'arrogance.

Cette fragilisation de l'assise du pouvoir profite dans l'immédiat à l'aile « populiste » du Forum démocratique, qui occupe de plus en plus bruyamment le devant de la scène. L'un des premiers signes publics du virage à droite de l'échiquier politique est apparu à l'automne dernier, lors de la publication dans la presse d'un rapport confidentiel du chef du groupe parlementaire du MDF, Imre Konya. Il affirmait que le moment était venu de passer à une « action décisive » maintenant que l'Occident était convaincu des garanties démocratiques présentées par le gouvernement hongrois. Ce rapport a provoqué un tollé dans l'opposition, qui y a vu la volonté de purger l'appareil d'Etat en plaçant le critère de loyauté avant celui de l'expérience technique. « L'expérience », a rétorqué l'écrivain et député István Csizsák, chef de file du courant populiste, est un argument facile derrière lequel se cachent les vieux bolcheviques. »

Intolérance et hystérie

Tranchant avec la prudence des débuts, le gouvernement et ses sympathisants ont ensuite radicalisé leurs discours. Leurs attaques ont pour cibles principales les banques, les médias, la Cour constitutionnelle et le président de la République, membre du principal parti d'opposition.

« Il n'y a plus de place aujourd'hui en Hongrie pour une politique consensuelle », affirme un proche du premier ministre. Ce changement de cap traduit la volonté de ne plus s'encombrer d'une cohabitation là où le gouvernement estime que ses intérêts

vitaux sont en jeu. D'où la récente reprise en main de postes-clés aux ministères de la défense et de l'intérieur et le limogeage, en décembre, de György Suranyi, le directeur de la banque nationale. Ce dernier avait commis « l'erreur » de signer une pétition anonyme réclamant le respect des droits civils en Hongrie.

Après l'éclatement, l'hiver dernier, du principal parti d'opposition, l'Alliance des démocrates libres, la droite du MDF s'est enragée, constate le politologue Laszlo Lengyel. En l'absence d'un adversaire politique fort, le parti du gouvernement cherche maintenant à occuper tous les postes qui lui avaient été interdits par la signature d'un pacte de coexistence pacifique entre ces deux grands partis après les élections. Un climat d'intolérance s'installe et le mot « hystérie » est sur toutes les lèvres.

Le premier ministre dénonce d'un ton paternaliste ce qu'il appelle ces « guerres tribales ». « Certains groupes de l'opposition et de la presse expriment maintenant leurs angoisses politiques en insultant tout et n'importe quoi, dit-il. Personne n'a à les craindre tant que nous sommes aux commandes... »

Cette façon de se poser en seul héritier crédible de la légitimité populaire inquiète de nombreux intellectuels, qui craignent une dérive autoritaire du régime. Pour répondre à cette inquiétude, ils ont lancé, l'automne dernier, la Charte démocratique. Parmi les quelque 25 000 signataires figure un grand nombre de dissidents de la première heure sous les communistes et plusieurs personnalités du monde culturel, dont le cinéaste Miklós Jancsó. Le 15 mars dernier, lors d'un rassemblement de la Charte, l'écrivain György Konrad a critiqué

« le retour d'un climat d'autocensure en Hongrie ». Cette évolution consacre un double divorce : celui de la majorité des intellectuels par rapport au pouvoir ; et le rejet de ces intellectuels des organisations qu'ils avaient contribué à créer.

Des taux d'abstention importants

La démission du philosophe János Kis de la présidence de l'Alliance des démocrates libres, en novembre dernier, provoquée par un large mécontentement de la base du parti, est l'illustration la plus flagrante de cette tendance. Dans une certaine mesure, ce mouvement a aussi affecté le Parti des petits propriétaires, membre de la coalition gouvernementale. La crise a éclaté au début de l'année, lorsque la direction du parti, emmenée par le démagogue József Torgyán, s'est dissociée du groupe parlementaire, plus modéré. Solidarité gouvernementale oblige, le Forum démocratique est en apparence épargné par cette fronde. Mais nul doute que s'il est battu aux élections de 1994, le MDF devra à son tour faire face à des déchirements violents.

L'important taux d'abstention aux différentes élections depuis deux ans a montré à quel point l'ensemble des forces politiques est discrédité. La circonscription de Komárom, dans le nord du pays, est un cas d'école : six tours de scrutin depuis 1990 n'ont toujours pas permis d'élire un député, car la barre minimale des 25 % de participation n'a jamais été atteinte.

Ce désintérêt s'explique en partie par l'absence d'une formation de centre gauche qui pour-

rait incarner les intérêts de la grande masse d'ouvriers et de petits employés, aujourd'hui largement sous-représentée au Parlement. Le Parti socialiste (ex-communiste) aimerait jouer ce rôle, mais reste encore trop marqué par son passé. De leur côté, les anciens syndicats communistes agitent régulièrement le spectre d'une explosion sociale. « Des grandes grèves ouvrières sont improbables », poursuit Laszlo Lengyel. La solidarité, quand elle existe, n'est visible qu'au niveau des métiers. »

La Hongrie présente aujourd'hui le visage d'une société atomisée et inquiète, avec des démagogues turbulents mais isolés et des intellectuels en perte de vitesse. Seule l'idée d'une certaine technocratie, neutre et efficace, semble trouver grâce aux yeux de la population.

Les « experts » sont en vogue. D'où la popularité de la FDESZ, la Fédération des jeunes démocrates. Ses députés s'efforcent de passer pour des « professionnels », loin des querelles idéologiques. Sauront-ils assurer la relève ? S'ils remportent les élections de 1994, la Hongrie aura un premier ministre de trente ans, Viktor Orbán.

YVES-MICHEL RIOLS

□ TADJIKISTAN : les manifestations se poursuivent à Douchanbé. Plus de cinquante mille personnes, accusées par les autorités d'être liées aux mouvements islamistes, ont de nouveau manifesté, mardi 7 avril, à Douchanbé, la capitale du Tadjikistan (Asie centrale), pour réclamer la démission du président Rakhmon Nabiev, un ancien dirigeant communiste de l'époque brejnévienne, élu au suffrage universel en octobre 1991. — (AFP)

Merci!

Plus de 100 sociétés françaises aident Boeing à construire des avions et d'autres produits aéronautiques destinés à des clients dans le monde entier.

Au cours des cinq dernières années, les hommes et les femmes de ces sociétés françaises nous ont fourni

des produits et des services de qualité, d'une valeur de quelque 4 milliards de dollars.

Ce faisant, ils ont acquis une réputation qui les place au tout premier rang de l'industrie aéronautique dans le monde, en qualité et en fiabilité. Et ils

ont contribué ainsi à faire bénéficier Boeing de la même réputation.

A toutes ces sociétés, à ces hommes et femmes, nous adressons un grand merci pour leurs accomplissements et nos vœux de succès pour l'avenir.

BOEING

هنا من النخيل

PROCHE-ORIENT

Après l'atterrissage forcé de son avion en Libye

M. Yasser Arafat est « dans un état satisfaisant »

M. Yasser Arafat est apparu à la télévision libyenne, mercredi soir 8 avril, pour la première fois depuis l'accident de son avion, qui avait dû faire, la veille, un atterrissage forcé dans le désert. Transporté à l'hôpital central de Misrata, à 210 kilomètres à l'est de Tripoli, où le colonel Kadhafi lui a rendu visite, le chef de l'OPLP, filmé sur son lit, a déclaré que son état de santé est « satisfaisant ». Il portait un bandeau sur l'œil droit, et avait des contusions sur la tempe droite. Interrogé par le correspondant de l'agence libyenne JANA, il a confirmé la mort de trois Palestiniens à bord de l'Antonov-26 accidenté, le pilote, le copilote et un de ses gardes du corps, et fait état de huit blessés, dont cinq graves.

M. Arafat a remercié Dieu d'avoir échappé à la mort et a promis d'aller prier à Jérusalem en compagnie du colonel Kadhafi, qu'il a chaleureusement

remercié pour avoir « secouru tout l'Etat, l'aviation et les forces de l'ordre », et permis ainsi de retrouver son avion dans la région d'Al Sarah, douze heures environ après sa disparition des écrans radar. A cet égard, le porte-parole du département d'Etat américain a précisé que, contrairement à ce qui avait été dit, les Etats-Unis « n'avaient participé à aucun effort pour retrouver l'appareil ».

De son côté, M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Arafat, a indiqué que celui-ci pourrait regagner, dès jeudi, son quartier général de Tunis, mais aussi prolonger son séjour en Libye si des examens médicaux supplémentaires s'avéraient nécessaires. Dans cette dernière hypothèse, nous précise notre correspondant à Tunis, Michel Dauré, la réunion du Conseil central de l'OPLP, dont l'ouverture était prévue pour jeudi, pourrait être décalée, tout au plus, de vingt-quatre heures.

Malgré de nombreuses critiques

Le chef de l'OPLP reste un « symbole » de la Palestine

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

En sortant indemne d'un grave accident d'avion, M. Yasser Arafat, une fois encore, « défie » la mort, ajoutant, bien involontairement, un épisode de plus à sa légende d'éternel survivant. Alors que doit se réunir à Tunis un conseil central de l'OPLP - instance de décision intermédiaire entre le conseil national (CNP), l'Assemblée nationale, et le conseil exécutif - sa réapparition, après plus de treize heures d'angoisse pour les Palestiniens, devrait, dans un premier temps, faire taire les multiples critiques contre sa politique en faveur du processus de paix et sa façon de gérer la centrale palestinienne.

De nombreuses voix s'élevaient, y compris au sein même de sa propre formation, le Fath, pour réclamer une suspension des négociations avec Israël, dénonçant particulièrement la manière dont celles-ci sont conduites par la direction de l'OPLP. Des membres du Fath, parmi lesquels des fondateurs du mouvement, comme M. Khaled el-Hassan, remettent en cause le monopole de décision que s'était attribué M. Arafat, accusant les Palestiniens « historiques » au profit de plus jeunes,

qualifiés de « béni-oui-oui ». La gestion financière n'était pas non plus épargnée et un article récent, paru dans le journal palestinien de Jérusalem Al Fajr, dénonçait « la corruption rampante » au sein de l'OPLP, accusant les responsables de la centrale palestinienne de vivre dans le luxe et de dépenser sans compter à un moment où l'OPLP, privée des subsides du Golfe, connaît de graves difficultés d'argent. Autre critique, plus d'actualité que jamais : le vide qui s'est créé, derrière M. Arafat, au sommet de l'organisation.

Partage du pouvoir

Le « brève » « disparition » de M. Arafat met, en effet, en lumière le problème de son éventuelle succession et nul doute que le chef de l'OPLP sera invité à s'expliquer sur ce point de manière d'autant plus pressante que des hommes aussi importants que Abou Jihad, Abou Iyad ou Abou Hail n'ont toujours pas été remplacés, notamment en raison de divergences entre M. Arafat et les membres du mouvement, comme M. Khaled el-Hassan, remettent en cause le monopole de décision que s'était attribué M. Arafat, accusant les Palestiniens « historiques » au profit de plus jeunes,

immense au sommet de l'OPLP, où ils étaient, après M. Arafat, les plus connus et les plus respectés dans les masses palestiniennes. Souvent critiqué pour sa manière dictatoriale de diriger l'OPLP, y compris dans les plus petits détails, M. Arafat possède un grand nombre de pouvoirs au sommet paraissant d'autant plus souhaitable aux yeux de certains que l'émergence d'un leadership dans les territoires occupés, à la faveur des négociations de paix, provoque de la nervosité au sein de la centrale palestinienne.

Les témoignages de confiance dont vient de bénéficier M. Arafat, après son accident, doivent conforter sa position. Celle-ci n'était d'ailleurs pas trop menacée, tant il est vrai qu'il est, comme le prouvent les réactions de la quasi-totalité des Palestiniens, plus qu'un chef, un « symbole » de la Palestine. Mais il est certain, comme l'a déclaré M. Fayçal Hussein à Jérusalem-Est, que sa mort aurait remis en cause, au moins pour un temps, le processus de paix, dans la mesure où il est le seul dirigeant à pouvoir imposer sans faire exploser la centrale palestinienne.

FRANÇOISE CHIPAUX

La liesse dans les territoires occupés

Suite de la première page

Interrogé un peu plus tard sur cette éventualité, M. Itzhak Shamir, le premier ministre, se montra plus prudent et refusa tout net, avec un petit air ironique, de répondre à la question. Le chef du gouvernement, dont on a affirmé qu'il n'hésitait pas, parfois, à rencontrer en secret certains Palestiniens « de l'intérieur », proches du Fath de M. Arafat, admit, en revanche, que « le monde arabe avait été ému » à l'annonce de la disparition de M. Arafat. « Espérons », conclut, philosophe, M. Shamir, que les Arabes finiront par comprendre qu'Arafat n'est pas leur redempteur ».

En attendant ce jour, ce fut une inquiétude réelle et profonde qui, pendant de longues heures, tint en haleine la nomenklatura palestinienne. L'annonce du sauvetage de M. Arafat, provoqua une véritable explosion de joie. Accompagné d'une cinquantaine de militants en liesse, M. Fayçal Hussein pagna le cœur de la Jérusalem arabe pour s'en aller annoncer lui-même la bonne nouvelle au peuple. « Longue vie au président ! Vive le Fath ! Prins pour notre leader ! » Concert d'acclamations, cris joyeux des femmes, applaudissements, chants et danses.

Marié à la cause ?

En toute spontanéité. Lance-grenades et matraques aux poings, les très nombreux policiers antiterroristes apparurent à la fois surpris et légèrement inquiets par la vigueur du mouvement de foule. A Naplouse, Ramallah, Jenine, Hébron et Bethléem, en revanche, la « réapparition » d'Abou Ammar - nom de guerre de Yasser Arafat - sembla redonner de l'ardeur aux

jeunes militants de l'Intifada : des pierres et quelques bouteilles incendiaires furent jetées sur les forces d'occupation, des tas de pneus incendiés. Il y eut quelques échauffourées. Et à Gaza, où un ordre de grève générale avait été initialement lancé par le commandement unifié du soulèvement palestinien, au moins trois jeunes - dix selon les Palestiniens - furent blessés par les balles en plastique des soldats israéliens.

« Cela vous montre à quel point le peuple soutient le président », nous déclara un proche de M. Hussein. « Les événements d'aujourd'hui, annoncés avec honnêteté le service anglais de la radio nationale israélienne, prouvent qu'Arafat est encore authentiquement populaire chez les Palestiniens ».

Mais, comme le dit un jeune activiste, membre de l'OPLP mais appartenant à un groupe opposé au Fath, « toute cette aventure démontre aussi à quel point tout est trop concentré entre les mains d'un seul homme ». Les critiques, à peine freinées, qui se sont multipliées, ces derniers mois, à l'endroit du chef de l'OPLP, ne visaient pas seulement « les erreurs historiques » qu'il aurait commises - le soutien accordé à Saddam Hussein, notamment.

Depuis son récent mariage avec la jeune Soha Tawil, sa secrétaire, la personne même du « chairman » n'est plus à l'abri des critiques, ni même des quolibets. Il y a à quelques semaines, un intellectuel de Jérusalem-Est, nous confiait : « Ses épousailles, en catimini, avec une jeune fille de surcroît chrétienne, ont profondément heurté le Palestinien de la rue et des villages ». Bref, le rocambolesque épisode dans le désert libyen venait à point...

PATRICE CLAUDE

Pour éviter les sanctions de l'ONU

Tripoli proposerait de remettre deux de ses agents à la Tunisie

Le gouvernement libyen aurait proposé de remettre à un Etat neutre deux de ses ressortissants mis en cause dans l'attentat contre le Boeing de la PanAm en 1988, et-on s'apprête de source diplomatique arabe, mercredi 8 avril, au Caire. Mais, de même source, on paraît douter que cette proposition, transmise au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, soit de nature à satisfaire aux exigences des pays occidentaux qui réclament que les deux suspects soient remis à la justice britannique ou américaine.

Selon des diplomates proches de la Ligue arabe, la Libye aurait suggéré de livrer les deux hommes à la Tunisie, en présence de représentants de la Ligue et des Nations unies. Tripoli demanderait également que l'ONU retire l'application des sanctions prévues par la résolution 748 du Conseil de sécurité à partir du 15 avril. Les Etats-Unis ont réagi avec scepticisme à l'annonce de ces propositions. « Fondamentalement, il n'y a aucune raison de les croire jusqu'à présent », a déclaré à Washington le conseiller à la Sécurité nationale, M. Brent Scowcroft. « Ils avaient déjà prétendu être prêts à remettre les deux agents au secrétaire général de l'ONU, et il s'agit de nouvelles propositions libyennes ».

A Tripoli, le sous-secrétaire général des Nations unies, M. Vladimir Petrovski, vint expliquer aux dirigeants libyens la portée des résolutions, et dû faire face mardi à des manifestations d'hostilité des Libyens. Cependant, il a obtenu l'assurance des autorités libyennes qu'il n'y aurait plus d'incidents devant les ambassades à Tripoli et que les étrangers pourraient désormais quitter librement le pays. - (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : le procès du général Noriega à Miami

Le verdict se fait attendre...

WASHINGTON

correspondance

Après quatre jours de délibérations, les douze jurés du tribunal fédéral de Miami n'ont pas réussi à s'entendre sur un verdict condamnant le général Noriega ou l'exonérant des chefs d'accusation portés contre lui. Dans une note adressée au juge et rendu public, le président du jury, soulignant que les jurés étaient « dans l'impasse et gaspillaient leur temps », a demandé mercredi 8 avril de nouvelles instructions pour faire face à cette situation très inhabituelle.

Le juge a indiqué que les jurés n'étaient pas dans l'obligation de se prononcer d'unanimité sur chacun des dix chefs d'accusation, mais a souligné que si l'impasse se prolongeait, il devrait considérer l'ouverture d'un nouveau procès. « Le pire des

cauchemars », a-t-il dit en rappelant que le procès en cours avait duré plus de six mois et comportait environ dix-sept mille pages de témoignages écrits... Il a invité le jury à mieux peser ses responsabilités en poursuivant ses délibérations de façon à aboutir à un verdict.

Le procès de M. Noriega apparaît de toute façon comme une entreprise de longue durée. Reconnu coupable, l'ex-dictateur panaméen est passible de cent soixante ans d'emprisonnement, mais ses avocats préparent une série d'appels sur lesquels les instances judiciaires devront se prononcer au cours des prochaines années. Si Manuel Noriega devait être déclaré non coupable, il serait immédiatement traduit devant une autre cour de Floride pour répondre de plusieurs chefs d'accusation. Etant donné les liens bien connus de l'intéressé avec la CIA et les autorités fédérales chargées de la lutte antit-

gue, un verdict de non-culpabilité serait embarrassant pour l'administration Bush.

La défense ne s'est pas contentée de livrer bataille sur la légalité d'un procès engagé contre un chef d'Etat étranger pour violation de lois américaines, et de dénoncer la détention prolongée de l'accusé qui a attendu vingt et un mois avant de passer en jugement. Les avocats se sont en outre attachés à mettre en question la crédibilité des témoins à charge. La plupart d'entre eux sont des condamnés auxquels les autorités fédérales ont promis des réductions de peine et l'immunité pour l'avenir en échange de leur coopération. Dans certains cas, les condamnés décidés à témoigner contre Manuel Noriega furent autorisés à employer l'argent tiré de leur trafic de drogue pour payer leurs avocats...

HENRI PIERRE

PÉROU : trois jours après le « coup d'Etat civil »

Le président Fujimori tente de rassurer les milieux d'affaires

LIMA

de notre correspondante

« Chino, vas-y ! Ne recule pas ! Mets en tête les corrompus ! Voilà ce que me demande la population... » a déclaré, mercredi 8 avril, le président Fujimori. Le chef de l'Etat péruvien faisait sa « rentrée » officielle, trois jours après le « coup d'Etat civil », devant un auditoire difficile : l'association nationale des exportateurs. Mais il avait pleine confiance en lui, à la suite du bain de foule réussi qu'il venait de prendre dans l'avenue Abancay, la rue la plus grouillante du centre-ville.

Au départ, l'accueil avait été plutôt froid. Mais les patrons les plus grincheux et leurs invités, notamment l'ambassadeur américain, M. Anthony Quayton, n'ont pu s'empêcher finalement d'écarter de tir à plusieurs reprises durant le discours d'un président maniant un langage populiste. Certes, M. Fujimori n'a rien dit de bien nouveau, mais il s'est employé à rassurer la sympathie de l'opinion publique « car nous sommes injustement placés au cœur de la tourmente par les agences de presse internationales qui ne font que répéter des clichés déformés la réalité. (...) Que l'on ne compare pas le Pérou à l'Irak ou à Haïti. Les apparences sont trompeuses. Ici, nous sommes soutenus par 80 % de la population. Ce n'est pas la démocratie qui est supprimée, mais seulement le régime de la corruption. Est-ce un mal ? (...) Ce n'est pas la démocratie que nous avons éliminée, mais la coïncidence (pot de vin) ». Ces petites phrases ont réussi à déridier les visages les plus sévères de l'assistance.

Mais l'impact de ce discours paraît limité. En effet, le secrétaire d'Etat adjoint américain, chargé des affaires d'Amérique latine, M. Bernard Aronson, a écarté sa visite officielle au Pérou, suite à l'interruption du processus démocratique (alors qu'il avait annoncé, vendredi 3 avril, devant le Congrès un discours extrêmement favorable au régime) ; les Etats-Unis ont suspendu sine die toute aide financière, à l'exception de l'assistance humanitaire ; l'Allemagne vient de faire savoir que la visite de M. Fujimori à Bonn, prévue pour le 10 mai, était reportée à une date indéterminée ; l'Internationale socialiste a condamné le « coup d'Etat civil » ; l'Association de la presse internationale (SIP) a protesté contre la détention de vingt et un journalistes et la censure, et M. Perez de

Cuellar, l'ancien secrétaire général de l'ONU, a aussi « profondément regretté l'interruption des garanties constitutionnelles », tout en priant l'opinion internationale de se garder « de jugements à chaud », trop hâtifs. C'est d'ailleurs aussi l'avis de la plupart des diplomates en poste à Lima : la corruption généralisée, qui menaçait les fondements de la démocratie péruvienne, donne quelques « excuses » à M. Fujimori mais « il faut qu'il fasse vite, dit-on dans la capitale, ses jours sont comptés... ». D'autre part, l'ex-président Alan Garcia, que l'on croyait déchu par la marine, est apparemment passé dans la clandestinité. Dans un message diffusé, jeudi matin, il se déclare disposé à prendre la tête de l'opposition afin de rétablir la démocratie dans le pays.

NICOLE BONNET

VENEZUELA

Nouvelles manifestations contre le président Carlos Andres Perez

Une « grève civique » anti-gouvernementale, émaillée de manifestations de rue, a eu lieu mercredi 8 avril à Caracas ainsi que dans plusieurs autres villes du pays. La grève avait été lancée par des organisations d'extrême gauche qui réclament la démission du président social-démocrate Carlos Andres Perez et le rétablissement de certaines libertés, notamment du droit de manifester, suspendues à la suite de la tentative de coup d'Etat du 4 février dernier.

Le mouvement n'avait pas reçu l'appui des syndicats. Dans les quartiers à l'ouest et le sud-ouest de Caracas, ainsi que dans les villes voisines de Valencia et de Cagua, les patrouilles de la Garde nationale ont dispersé les manifestants. Des coups de fusil en l'air ont été tirés mercredi à Caracas à l'occasion de ce mouvement. Toutes les écoles avaient fermé leurs portes pour la journée. - (AFP)

EN BREF

Le Brésil est responsable de 12 % des émissions d'oxyde de carbone dans le monde. - Le Brésil est responsable de près de 12 % des émissions d'oxyde de carbone dans le monde, a indiqué mercredi 8 avril à Brasilia un haut responsable brésilien, le directeur de l'institut national de recherches spatiales, M. Volker Kirchhoff, au cours d'un séminaire sur les incendies de forêts et la déforestation par brûlis, organisé par le ministère de l'environnement. Il a précisé que les brûlis produisent annuellement au Brésil près de 720 millions de tonnes de monoxyde de carbone (6 milliards de tonnes dans le monde) lesquels, avec la concentration d'ozone dans l'atmosphère, peuvent endommager les cultures et entraîner une réduction de 3 à 8 % des récoltes agricoles. - (AFP)

part du Congrès des mouvements démocratiques (KONAKOM, social-démocrate), a été arrêté par la police dans la ville des Gonaves (152 km au nord-ouest de la capitale), a annoncé mercredi 8 avril à Port-au-Prince le secrétaire général adjoint de cette formation, M. Jean-Claude Bajoux. - (AFP)

IRAK : nouveau report des élections au Kurdistan. - Prévu à l'origine le 3 avril, puis reportées une première fois au 30 avril, les élections au Kurdistan irakien ont de nouveau été différées, ont annoncé, mercredi 8 avril, les dirigeants de la communauté kurde. Le scrutin est maintenant fixé au 17 mai pour élire une assemblée régionale et décider de la stratégie à suivre face au régime du président Saddam Hussein. - (Reuters)

Le Vatican repart à Bagdad. - Le vice-premier ministre irakien, M. Tariq Aziz, a repart, mercredi 8 avril à Bagdad, une délégation du Vatican ; il lui a exprimé « la satisfaction » de l'Irak devant l'attitude du Vatican qui, a-t-il affirmé, « appelle à la levée de l'embargo » frappant l'Irak depuis plus de vingt mois. Le Vatican avait annoncé samedi l'envoi de cette mission, conduite par Mgr Alois Wagner, vice-président de « Cor Unum » (organisme pontifical chargé de l'aide humanitaire), afin d'étudier les besoins prioritaires de la population irakienne. - (AFP)

Haïti : arrestation d'un membre de l'opposition aux Gonaves. - Un membre de l'opposition, M. Lucien Pardo, appartenant au

450 000 000 DE FRANCOPHONES

Structure des 43 nations d'expression française. Ressources, économie. France : 2^e domaine territorial mondial (zones maritimes).

* T1 / LA FRANCE 3^e SUPER 3^e SUPERPUISSANCE... 90 F

* T2 / LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ... 90 F

Envoi franco

MARTINOT DE PREUIL 49560 NUEL-SUR-LAYON

Vient de paraître

UN EVENEMENT HISTORIQUE !

Histoire de l'Europe

384 pages 185 F

Le premier ouvrage de référence écrit par 12 historiens européens

HACHETTE Education

Le Monde SANS VISA

ASIE

AFGHANISTAN : affaibli par la sécession du Nord

M. Najibullah pourrait quitter le pouvoir avant le 28 avril

Une administration intérimaire devrait remplacer M. Najibullah à Kaboul avant le 28 avril. Selon des sources diplomatiques au Pakistan, c'est ce qu'a assuré, mercredi 8 avril, aux ambassadeurs de la Communauté européenne, le médiateur des Nations unies, M. Benon Sevan. Cette institution transitoire, composée de personnalités « neutres », devrait organiser, dans les quarante-cinq jours, une réunion de toutes les parties et remettre ses pouvoirs au gouver-

nement intérimaire qui devrait en sortir. La proposition de transition accélérée formulée par l'ONU exerce une pression sur les groupes fondamentalistes qui n'ont pas adhéré au plan de paix.

Elle a été rendue possible par le bouleversement de la situation intérieure : la prise du pouvoir, dans le nord du pays, par un Mouvement national islamique coiffé par un Conseil militaire et conjugué des forces naguère favorables au régime (milices ouzbèkes et jamalites, et armée régulière) et des moudjahidins de diverses obédiences, dont le « noyau dur » répond au commandant tadjik Massoud.

L'envoyée spéciale de l'AFP, Kate Webb, a été la première journaliste à se rendre à Mazar-i-Sharif, deuxième ville du pays et « capitale » du Mouvement national islamique. Nous publions ici des extraits de son rapportage.

MAZAR-I-SHARIF

de l'envoyée spéciale de l'AFP

Les moudjahidins et les forces gouvernementales qui se sont alliés pour prendre le contrôle du nord de l'Afghanistan le 18 mars affirment que leur but n'est pas de chasser de Kaboul le président Najibullah. Leurs chefs ont exprimé, mardi 7 avril, leur soutien au plan de l'ONU : « Tous les combats depuis le retrait soviétique (en février 1989) ont eu lieu à cause de Najibullah », a déclaré le général milicien ouzbek Rashid Dostom, commandant des onze provinces septentrionales en rébellion contre Kaboul, lors d'une réunion des commandants moudjahidins, des généraux de l'armée afghane et des chefs de milices qui ont formé un Conseil militaire (shura-i-nizami) gouvernant le Nord.

« Dire que notre mouvement est séparatiste, a affirmé M. Dostom, ce ne sont que des mensonges répandus par Najibullah et sa clique ». Les commandants des groupes moudjahidins rivaux du Jamiat-e-Islami et du Hezb-e-Islami, ainsi que des factions chiites proches de l'Iran, lui ont fait écho. Dans des entretiens et déclarations séparés, tous ont affirmé qu'aucun ne voulait la division du pays. Le Conseil a souligné qu'il n'était pas



hostile à la communauté pachtoun, majoritaire dans le Sud. Il a observé que des Pachtoums se trouvaient parmi eux. La rébellion du Nord a été provoquée par la nomination par M. Najibullah de commandants pachtoums, impopulaires dans une région peuplée de majorité de Tadjiks et d'Ouzbèks.

Une situation paisible

A Mazar-i-Sharif, où le Conseil militaire a installé son quartier général, les rues étaient pleines de moudjahidins, sans armes, se promenant autour des mosquées ou sirotant du thé. La ville était

calme, les boutiques ouvertes, et des policiers surveillaient paisiblement la circulation. Mullah Hak Niaz, un combattant du Hezb, explique en buvant son thé, près de la célèbre mosquée Bleue : « Nous laissons nos armes hors de la ville, et nous les reprenons lorsque nous rentrons chez nous. » Il se déclare prêt à déposer définitivement son AK-47, « si les autres en font autant ».

Par ailleurs des camions, transportant des denrées alimentaires à destination de la capitale roulaient sur la route du Salang, qui relie le Nord à la capitale. Mais l'aéroport de la ville, contrôlé par le général Dostom, n'accueillait que des

avions de l'ONU. « Ils peuvent venir, lance M. Dostom, mais ils ne le font pas ».

Un représentant de l'ONU à Mazar-i-Sharif a indiqué avoir reçu une totale coopération de la part du Conseil du Nord. Il envoie plus de cent camions de nourriture par jour à Kaboul, en proie à une grave pénurie alimentaire. Selon lui, peu d'incidents ont eu lieu, et la ville semble fonctionner « à peu près comme d'habitude », avec de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre au lieu de l'alimentation capricieuse de jadis.

A la question de savoir si le plan de l'ONU était nécessaire, et si l'Afghanistan ne pouvait pas désormais retrouver la paix en suivant l'exemple du Nord, M. Dostom a répondu : « Nous avons besoin du plan de l'ONU. Il a tout notre appui. » Ce qu'il souhaite, c'est que toutes les nationalités soient reconnues et que le président afghan - dont il a longtemps été le principal soutien militaire - s'en aille. Sayed Mansour Nadeiri, chef de la milice islamite, l'une des principales forces au sein du Conseil militaire, pointe : « Nous avons les mêmes buts que les moudjahidins : que Najibullah s'en aille maintenant, et que soit créé un Etat islamique ».

KATE WEBB

DIPLOMATIE

La visite de M. Mulroney à Paris

Quand le premier ministre canadien dénonce le protectionnisme de Washington...

M. Brian Mulroney effectue du 8 au 11 avril une visite officielle en France qui est, en grande partie consacrée au souvenir des Canadiens tombés pendant la première et la seconde guerre mondiale. M. Mulroney se rend ainsi jeudi 9 avril à Vimy (Pas-de-Calais) qui fut la bataille la plus dure et la plus sanglante jamais menée par des soldats canadiens hors de leur pays. Les tranchées de Vimy figurent sa bonne place dans les manuels d'histoire canadiens. Certains estiment même que le Canada moderne est né dans ces circonstances tragiques. Pour la première fois en effet, lors du premier conflit mondial, des soldats venus de toutes les provinces combattirent au tant que Canadiens, et non plus seulement en tant que sujets de sa Gracieuse Majesté le roi George V.

M. Mulroney doit également aller vendredi à Dieppe, où les commandants canadiens effectuèrent le 19 août 1942 un raid éblouissant de bravoure, mais qui fut un désastre militaire. Le président de la République accompagne jeudi son hôte à Vimy et devait y prononcer une allocution. M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la Défense, sera vendredi à Dieppe.

La politique n'est cependant pas absente de cette visite. M. Mulroney a été reçu mercredi à l'Elysée par M. Mitterrand et a expliqué au président de la République la position de son pays à propos du GATT. On sait qu'un différend sérieux oppose la Communauté en général et la France en particulier aux Etats-Unis dans ces négociations tous azimuts qui visent à promouvoir le libre échange dans le commerce international. Il n'est donc pas indifférent que M. Mulroney, premier ministre conservateur d'un pays qui effectue l'essentiel de ses échanges avec les Etats-Unis, ait lui aussi quelques griefs à l'égard de ces derniers.

La polémique est réelle. Elle est d'ailleurs, et depuis longtemps sur la

place publique au Canada. Mais les responsables français, et M. Mitterrand au premier chef, ont écouté avec intérêt les doléances du premier ministre canadien à l'égard de Washington. Pour résumer, les Etats-Unis imposent des droits de douane qu'Ottawa juge excessifs sur les grumes de bois en provenance des provinces canadiennes, en particulier de Colombie britannique. Ce nombre de maisons, sur la côte Ouest, par exemple, en Californie, sont y a encore les voitures Honda fabriquées au Canada et auxquelles les Américains veulent appliquer les mêmes règles qu'à celles en provenance du Japon.

« La France trouve, avec raison d'ailleurs, que les Etats-Unis favorisent de plus en plus le libre échange pour tout, sans pour les importations chez eux. Le président Mitterrand commence à trouver le temps long (dans les négociations, au sein du GATT avec les Américains, NDLR) et moi aussi d'ailleurs », a déclaré mercredi à Paris M. Mulroney.

MM. Mitterrand et Mulroney ont également parlé de pêche. Un tribunal international d'arbitrage, siégeant à New-York, doit rendre à la fin du mois son verdict concernant la délimitation des zones de pêche dans le Saint-Laurent et autour de Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais les Canadiens sont surtout inquiets de la quasi disparition de la morue au large de Terre-Neuve. La Communauté européenne fait figure d'accusée. Elle a, selon Ottawa, décidé des quotas trop élevés pour la morue et les bancs s'appauvrissent dangereusement. Les pêcheurs canadiens sont cependant les Espagnols et les Portugais. Les Français sont innocents pour de tristes raisons. Ils n'ont plus d'armement pour la morue dans ces eaux qui furent jadis si riches.

DOMINIQUE DHOMBRES

AFRIQUE

MALAWI : un régime de plus en plus contesté

Les Etats-Unis demandent la « libération immédiate » d'un opposant

L'arrestation d'un dirigeant syndicaliste, au début de la semaine, a provoqué une vive réaction des Etats-Unis, qui ont réclamé sa « libération immédiate ». Cette affaire risque d'aggraver la situation d'un régime jusque-là soutenu par les Occidentaux.

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

Arrivant de Lusaka (Zambie), où il avait participé avec des militants exilés à la création d'un Front uni pour l'instauration du multipartisme et de la démocratie au Malawi (UFMD), M. Chakufwa Chihana, opposant notoire au régime du président à vie, M. Hastings Kamuzu Banda, a été arrêté par les forces de sécurité, lundi 6 avril, à l'aéroport de Lilongwe, alors qu'il s'appretait à lire un appel en faveur de la démocratie (le Monde du 8 avril).

Selon certaines sources diplomatiques à Lilongwe, M. Chihana, qui est secrétaire général du Comité de coordination syndicale pour l'Afrique australe (SATUCC), était toujours vivant, mardi soir, et détenu sous bonne garde. Une dizaine de ses collaborateurs, dirigeants du SATUCC, auraient également été interpellés. Dans la déclaration qu'il s'appretait à faire, au nom de l'opposition en exil, il devait souligner que « dans l'histoire des nations, il arrive un moment où il faut reconnaître que le temps des changements est non seulement attendu mais inéluctable ». « Ce moment est arrivé pour le Malawi. Ceux qui sont au pouvoir, constatait-il, ne semblent pas vouloir l'admettre ».

M. Chihana, cinquante-deux ans, a pris un risque important en choisissant de rentrer à Lilongwe. Il avait été informé, par des diplomates, du mandat d'arrêt lancé contre lui par les autorités malawites, après ses récentes déclarations contre le Parti du congrès du Malawi (MCP, parti unique, au pouvoir), implicitement accusé de faire régner « l'obscurantisme et la

mort ». Le président Banda aurait déclaré que, si jamais M. Chihana revenait au pays, il servirait de « nourriture aux crocodiles ».

Critiques des évêques

Dans les années 70, M. Chihana avait passé sept ans en prison, sans jamais être jugé, comme des milliers d'autres détenus politiques. Malgré le poids du système répressif, l'opposition avait été rassurée par la récente diffusion d'une lettre pastorale très critique, signée par sept évêques catholiques du Malawi. Ce texte, lu en chaire, le 8 mars, dénonçait le manque de liberté et la détérioration des conditions sociales. Il avait été distribué à quelque-vingt mille exemplaires et avait été immédiatement qualifié de « séditieux » par le régime qui aurait, en secret, condamné à mort les évêques.

Stôt connue l'arrestation de M. Chihana, l'ambassade des Etats-Unis à Lilongwe a déclaré qu'elle tenait les autorités pour responsables de la vie du syndicaliste, dont elle a exigé la libération immédiate. A Harare, au Zimbabwe, la Commission catholique pour la justice et la paix (CCJP) a demandé, mercredi, au gouvernement zimbabwéen de prendre « les mesures diplomatiques qui s'imposent pour sauvegarder la vie » des opposants malawites emprisonnés.

Enfin, à Lusaka, un des chefs de file de l'opposition malawite en exil, M. Ahmed Dassa, a appelé les bailleurs de fonds étrangers à suspendre leur aide, à l'exception de l'aide humanitaire, afin d'obtenir l'élargissement de M. Chihana et de contraindre le gouvernement à s'engager sur la voie des « changements démocratiques ». Traditionnellement soutenu par les pays occidentaux depuis son accession au pouvoir, en 1964, M. Banda risque fort de voir son image sérieusement ternie. Une réunion du Club de Paris est prévue, en mai, pour déterminer le montant de l'aide à accorder au Malawi.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

LIBÉRIA

L'aide humanitaire est interrompue dans la quasi-totalité du pays

Les populations installées dans les zones contrôlées par les militaires du Front national patriotique du Libéria (FNPL) sont désormais privées de tout secours alimentaire. Selon un communiqué de l'ONU, publié, mercredi 8 avril, à Monrovia, le chef du FNPL, M. Charles Taylor, a en effet décidé « l'interdiction effective de la distribution de vivres » dans ces zones - qui représentent près de 90 % du territoire libérien. Déjà, depuis le 30 mars, les organisations internationales étaient obligées de faire transiter l'aide humanitaire, destinée à l'intérieur du pays, par les ports que contrôlent les troupes du FNPL et non plus par le port franc de Monrovia.

L'activité des organismes humanitaires est devenue si difficile ces dernières semaines que plusieurs

A TRAVERS LE MONDE

agences de l'ONU ont annoncé, vendredi 3 avril, la suspension provisoire de leurs programmes dans certaines des zones contrôlées par le FNPL, pour dénoncer l'« insécurité » et les « sections de harcèlement » que subissent leurs personnels. Selon un responsable de l'ONU, les pertes causées aux organisations internationales par le FNPL s'élevaient, depuis fin 1990, à 0,5 million de dollars. - (AFP)

RUSSIE

M. Gorbatchev entendu dans l'enquête sur les finances de l'ex-Parti communiste

L'ancien président de l'ex-URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, a été entendu comme témoin, mercredi 8 avril, par le parquet général de Russie dans le cadre de l'enquête sur les activités financières de l'ancien Parti communiste. Celui-ci, dont M. Gorbatchev a été secré-

taire général, est accusé d'avoir détourné l'équivalent de 55 et 180 milliards de dollars selon les investis. « Je suis intéressé à faire toute la lumière sur cette affaire », a notamment déclaré M. Gorbatchev à l'issue de son audition. Un des responsables du bureau du juge d'instruction a déclaré que l'enquête ne restreignait pas la liberté de mouvement de l'ancien numéro un soviétique, qui partira comme prévu pour le Japon le 11 avril. - (AFP, AP)

TOGO

Amnesty International dénonce la « persistance » des violations des droits de l'homme

Amnesty International a appelé le gouvernement togolais à traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme, en estimant que « le phénomène de l'impunité, c'est-à-dire l'absence de sanctions, est l'une des principales raisons de la persistance de ces violations ».

Dans un rapport rendu public à Londres, mercredi 8 avril, soit un an après la découverte à Lomé de vingt-huit corps jetés dans une lagune par des militaires, l'organisation note qu'« aucune mesure n'a été prise jusqu'à ce jour pour traduire en justice les responsables de ces massacres ».

Pour Amnesty, dont le rapport détaille les crimes commis avant la tenue, l'an dernier, d'une conférence nationale, « il est à craindre que l'influence croissante du président Eyadéma et de l'armée sur le nouveau gouvernement n'empêche ce dernier d'enquêter sur les violations des droits de l'homme réelles, révélations que l'armée a qualifiées de mensonges ou de pures inventions ».

Le calendrier électoral a été précisé.

Le conseil des ministres, réuni, mercredi 8 avril, à Lomé, a rendu public le calendrier électoral des mois à venir. Le référendum constitutionnel et les élections locales auront lieu le 31 mai, suivis par les législatives, le 21 juin et le 5 juillet, et par le scrutin présidentiel, les 9 et 23 août. - (AFP)

□ ETHIOPIE : référendum sur l'indépendance de l'Erythrée dans un an. - Le radio érythréen a annoncé, mercredi 8 avril, que le référendum sur l'indépendance de l'Erythrée sera organisé en avril 1993. Le « gouvernement provisoire », mis en place, en juin 1991, dans ce qui n'est encore, théoriquement, qu'une province éthyopienne, a fait savoir que la question soumise au vote serait la suivante : « Soutenez-vous l'indépendance totale de l'Erythrée ? ». Le scrutin sera ouvert aux seuls Erythréens, a précisé la radio. - (AFP, Reuters)

□ RWANDA : protocole d'accord pour la formation d'un « gouvernement de transition ». - Les cinq principaux partis politiques ont signé, mardi 7 avril, un protocole d'entente pour la formation d'un « gouvernement de transition ». Sur un total de dix-neuf ministères, neuf ont été attribués au Mouvement républicain national pour le développement et la démocratie (MRND, ex-parti unique), nous a-t-on précisé, jeudi, de bonne source à Kigali. Ce gouvernement devrait être officiellement mis en place la semaine prochaine.

EN BREF

□ CHINE : selon le ministère de la justice, le dissident Wei Jingsheng refuse de se repentir. - Le plus ancien prisonnier politique chinois connu, M. Wei Jingsheng, avocat de la « cinquième modernisation, la démocratie », refuse toujours de se repentir, ont indiqué cette semaine des responsables du ministère de la justice. Ils ont affirmé à un homme d'affaires américain que M. Wei était en « bonne santé » et qu'il était détenu, à sa demande, dans une cellule individuelle d'une ferme de rééducation par le travail près de Tangshan. Ils ont démenti des informations selon lesquelles le dissident, qui entame sa quatorzième année de prison, avait perdu ses cheveux et ses dents et était atteint de graves troubles mentaux (le Monde du 7 mars). - (AFP)

□ INDE : dix morts dans l'explosion d'une fabrique de munitions. - Au moins dix personnes employées dans l'usine de munitions de Khadi (Maharashtra) ont été tuées, mercredi 8 avril. Selon les pompiers, plusieurs dizaines de quel-ques 200 employés de l'entreprise demeureraient prisonniers des décombres. - (AFP, Reuters, UPI)

□ INDE : des violences ont fait cinquante morts au Cachemire. - Les forces de l'ordre indiennes ont, début avril, une cinquantaine de personnes dans l'Etat de Jammu-et-Cachemire lors d'opérations lancées contre des militants musulmans dans des villages du district de Baramulla, ont assuré des témoins. Selon la police, vingt extrémistes ont été tués, et vingt-deux autres arrêtés. - (Reuters)

□ PHILIPPINES : le retour du corps de l'ex-président Marcos ajourné. - Le gouvernement philippin a annoncé, jeudi 9 avril, avoir interdit le retour du corps de l'ex-président Marcos avant les élections présidentielle et législatives du 11 mai prochain. La famille Marcos comptait rapatrier le corps ce week-end. Le secrétaire de la présidence Aquino a déclaré que ce retour risquait de provoquer des incidents avant le scrutin. « Nous ne pouvons prendre le risque de nouveaux troubles alors que les esprits sont échauffés par la campagne électorale », a indiqué le gouvernement dans un communiqué. - (Reuters)

□ PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : une quinzaine de

rebelles et deux militaires tués à Bougainville. - Au moins quinze membres de l'Armée révolutionnaire de Bougainville (BRA) ont été tués, dimanche 5 avril, dans des affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont eu deux morts et quatre blessés, ont annoncé les autorités militaires mercredi. Les affrontements se sont produits lorsque des soldats stationnés dans l'île voisine de Bouka ont fait mouvement vers Arava, fief des BRA, pour libérer des villages capturés lors d'une attaque rebelle. L'île, qui abrite une riche mine de cuivre, est en proie à un soulèvement sécessionniste qui a fait une centaine de morts depuis 1989. - (AFP)

□ AFRIQUE DU SUD : Prétoria souhaite son intégration dans l'OUA. - Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, a estimé, mercredi 8 avril, à Abuja, au Nigeria, que son pays est « sur la voie de devenir membre de l'Organisation de l'unité africaine » (OUA). Le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, était attendu, jeudi, au Nigeria, pour une visite que M. Botha juge être « la plus importante que nous ayons entreprise » en Afrique « depuis la fin de l'apartheid ».

POLITIQUE

La déclaration de politique générale du premier ministre au Parlement

Onze ans, onze mois

« Onze mois, c'est court », a convenu le premier ministre, mercredi 8 avril, dès le début de sa déclaration de politique générale. Fût-il « expérimenté, jeune et solide », le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy est un gouvernement daté, « programmé pour disparaître dans trois cent trente jours », comme le dira plus tard le président du groupe UDF, M. Charles Millon.

Le compte à rebours a commencé le 22 mars, avec « l'échec du Parti socialiste », mais M. Bérégovoy apparaît presque heureux d'avoir été choisi pour relever ce défi. Sa rondeur, son ton, son humour, ne lui permettent pas, précisément, d'écarter tous les coups ? L'ancien locataire du quai de Bercy est venu devant la représentation nationale avec plus de provisions, peut-être, qu'on ne pouvait l'imaginer. Sans doute, la rigueur n'est-elle pas « une parenthèse », « c'est une exigence de bonne gestion », mais, dès lundi 13 avril, le taux majoré de TVA de 22 % sera supprimé. Avant la fin de ce mois, le premier ministre recevra les partenaires sociaux. Avant le 15 octobre, neuf cent mille chômeurs de longue durée se verront proposer « soit un emploi, soit une formation adéquate, soit une activité d'intérêt général ». Dans un discours de plus d'une heure, le premier ministre a surtout apporté deux informations importantes : la suspension, pour cette année, des essais nucléaires dans le Pacifique, et la formation d'une commission chargée de proposer, avant le 15 octobre, une réforme du mode de scrutin qui, en tout état de cause, « ne sera pas appliquée pour les prochaines élections législatives ».

M. Bérégovoy a entendu le message des urnes. Il distingue deux fléaux, outre celui du chômage : l'insécurité urbaine et la corruption. A ce mot, l'opposition, qui a déjà interrompu le premier ministre à plusieurs reprises, se met à

lancer les noms de « Tapié ! Urbain ! Boubill ! Naouri ! ». « S'il est des dossiers qui traînent, croyez-moi sur tous les bancs de cette assemblée, ils ne traînent plus », répond le premier ministre, dans le brouhaha. Mais alors que plusieurs députés de la droite et du centre applaudissent, avec les socialistes, l'annonce d'un projet de loi sur le contrôle du patrimoine et du revenu des élus, le premier ministre s'abîme une feuille. « Comme je suis un premier ministre nouveau et un homme politique précautionneux, j'ai ici une liste de personnalités dont je pourrais éventuellement vous parler ! Je m'en garderai bien... » L'opposition claque les pupitres. De nombreux députés prennent le chemin de la sortie. Alors que le premier ministre tente de reprendre le fil de son discours, M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, présente un rappel au règlement, cinglant : « Je vous reconnais volontiers le profond désir d'essayer une situation qui a porté un préjudice direct à l'ensemble du Parlement. Mais dans la mesure où vous employez une méthode incomplète en faisant peser certains soupçons, méthode qui me rappelle le régime de Vichy, je vous somme de faire connaître les noms qui figurent sur cette liste ! »

M. Bérégovoy recule. Il assure qu'il n'y a aucun nom d'une personnalité éligible à l'Assemblée et qu'il ne peut évoquer des affaires déjà jugées ou en cours d'instruction. « Je n'en dirai pas plus, mais vous savez comme moi de quoi il s'agit », dit-il. A la fin de son propos, M. Millon obtient une suspension de séance : « Nous avons entendu le premier ministre porter

atteinte à la séparation des pouvoirs. Nous l'avons entendu entamer un procès en suspicion qui n'est pas sans rappeler les heures noires de notre histoire. » C'est la dernière fois que je me laisse entraîner sur ce terrain », regrette M. Bérégovoy.

Le premier ministre a perdu de sa pugnacité quand il énonces ses grands chantiers : l'éducation, la sécurité sociale, l'environnement, la modernisation du service public, l'intégration des immigrés, la paix et le désarmement. A la différence de son prédécesseur, auquel il rend hommage par deux fois, et qui, l'an dernier, dans le même exercice, avait utilisé un « je » solitaire, il prend soin de nommer ceux qui l'accompagnent dans l'équipe gouvernementale, MM. Delebarre, Tapié, M. Bradin, MM. Vauzelle, Lang, Teulade, M. Royal et Lienemann, M. Bianco, M. Neiertz, MM. Dumas et Joxe, et quelques-uns de ceux qui sont partis, MM. Jospin, Le Drian, Lalonde, sans oublier les anciens premiers ministres qui se sont succédé depuis onze ans sous la présidence de M. François Mitterrand.

Premier orateur inscrit dans le débat, M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) donne alors le ton de l'opposition : « Allez-vous préparer les élections ou allez-vous préparer la France ? » Pour M. Millon (UDF, Ain), le gouvernement a « un objectif essentiellement électoral ». « Je crains, dit-il, que pour limiter les dégâts, vous soyez prêt à renoncer à votre image d'homme de rigueur. » Le changement intervenu à l'Hôtel Matignon ne constitue, pour M. Jacques Toubon (RPR, Paris), qu'un simple

ravaudage, une tentative pour remettre à zéro les compteurs [du Parti socialiste]. Tous trois sont cependant contraints de faire l'impasse sur les arguments qu'ils avaient préparés dans leur discours écrit contre la réforme du mode de scrutin, tandis que M. André Lajoinie (PC, Allier) ne trouve dans les propos du premier ministre qu'un seul motif de satisfaction : la suspension des essais nucléaires dans le Pacifique. Sur le mode intimiste, M. Laurent Fabius fait part des vœux des socialistes : « Pas question de remettre en cause les efforts de redressement économique, mais exigence de faire nettement servir ces résultats au progrès social. » « Votre tâche, ajoute l'ancien président de l'Assemblée nationale, est de faire le maximum pour gagner. »

Dans sa réponse aux députés, M. Bérégovoy revient sur l'obsédante échéance de mars 1993 : « Vous m'avez donné onze mois, je vous en remercie. Pour décider, expliquer et convaincre, ça me suffit. » Se référant au bref ministère - de juin 1984 à février 1985 - de Pierre Mendès France, qui fut l'un de ses maîtres en politique, il se projette lui-même au terme de son bail : « Si je pouvais laisser la moitié du souvenir de Pierre Mendès France, je serais comblé. » Puis le premier ministre revient, une fois encore, sur sa bêtise de l'après-midi : « Si j'ai pu blesser qui que ce soit, je lui présente mes excuses. » Agacé par les interpellations de l'opposition, il s'est « cru obligé, un instant », de répliquer. L'homme que l'on dit bardé de certitudes se fait modeste. Il a commis « une erreur ». « Voilà, comme quoi je suis peut-être encore un jeune politique. »

GILLES PARIS
et JEAN-LOUIS SAUX

« Je chercherai, non par la démagogie mais par l'action à restaurer la confiance et renouer avec l'espérance »

L'ici, dans son intégralité, le texte de la déclaration de politique générale prononcée par le nouveau premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, mercredi après-midi 8 avril, devant l'Assemblée nationale. C'est le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, qui l'a lu devant le Sénat.

« Le président de la République m'a chargé de constituer un gouvernement d'action expérimenté, jeune et solidaire. Ce gouvernement, que j'ai l'honneur de présenter au Parlement, dispose de onze mois d'ici les prochaines élections législatives. C'est court, mais il est des gouvernements qui ont disposé, dans le passé, de moins de temps pour réussir. C'est court, mais c'est assez pour décider, expliquer et convaincre. »

« Les élections régionales et cantonales ont été un échec pour le Parti socialiste : son premier secrétaire l'a reconnu sans ambages. »

« Certes, il s'agissait seulement d'élections régionales et cantonales. Certes encore, si la gauche les a perdues, la droite ne les a pas gagnées. Et nous devons, les uns et les autres, en tenir compte. »

« Ce gouvernement est resserré, c'est vrai. Le dernier carré, si je puis dire, les fidèles du président de la République. Faudrait-il en rougir ? Nous sommes fidèles en effet à la personne et à l'action du chef de l'Etat et nous ne sommes pas les seuls : aux moments décisifs, en 1981 et en 1983, les Français, eux aussi, ont été fidèles à François Mitterrand. »

« Attendons donc calmement le verdict des urnes de 1993. Je ne gouvernerai pas avec l'obsession du prochain scrutin. Je chercherai, non par la démagogie, mais par l'action, à restaurer la confiance et à renouer avec l'espérance. Je gouvernerai pour la France et les Français. »

« C'est vrai, les Français sont inquiets »

« La leçon de ces élections est claire : les formations politiques traditionnelles sont affaiblies. L'extrême droite maintient ou développe son influence. Le phénomène, malheureusement, n'est pas propre à la France. Les formations dites « protestataires » - en particulier les écologistes de diverses nuances - se renforcent partout au détriment des partis de gouvernement. »

« Certains interprètent ces résultats d'une manière strictement politicienne. J'y vois d'abord le

signe que nos concitoyens sont inquiets. »

« Nous le savons tous, le monde a changé. L'ordre injuste mais stable de la guerre froide n'est plus. Des peuples, hier sous le joug, se déchirent aujourd'hui. De nouvelles puissances surgissent et avec elles, de nouvelles menaces. Qui n'en serait inquiet ? »

« Nos sociétés elles-mêmes sont en pleine mutation. L'urbanisation, les difficultés sociales, de nouvelles formes de délinquance, les épidémies, les risques écologiques, la peur de l'autre. Et, dans le même temps, les tensions économiques, les tensions démographiques. Tout cela aussi est source d'inquiétudes. Je pense surtout aux jeunes qui découvrent l'avenir et qui souvent le craignent. Or, nous ne les entendons pas toujours. Sous le vocable de l'actualité immédiate, nos sociétés sont devenues sourdes. »

« Les certitudes économiques elles-mêmes sont bouleversées. Les travailleurs craignent le chômage et le déclassement. Ce qui se passe journellement à Tokyo, à New-York ou à Moscou, ébranle la confiance des investisseurs ; les entrepreneurs hésitent encore. »

« Les mesures d'urgence »

« Alors, confusément, nos concitoyens nous demandent de baliser le chemin. Ils veulent que nous leur disions où nous allons et comment nous y allons. Voilà ce qu'ils ont exprimé dans les urnes. Ils nous ont dit : « Nos inquiétudes ne sont pas assez entendues, vous n'apportez pas toujours les réponses aux questions que nous posons. » Ce message, le gouvernement l'a compris. L'opposition, elle non plus, ne peut l'ignorer. »

« C'est comme cela que je ressens la mission qui m'est confiée. Je suis là pour répondre aux exigences immédiates des Français et pour préparer leur avenir. Les deux se tiennent. Nous avons onze mois d'action gouvernementale pour traduire en actes un projet de société. Onze mois pour montrer que la France marche, et qu'elle est forte. Onze mois pour redonner à la jeunesse confiance en son avenir. »

« Onze mois et un calendrier : les mesures d'urgence, les chemins du futur. »

« Devant ces inquiétudes, il n'y a pas de recettes miracles. Je vous le dis avec solennité et, à travers vous, c'est aux Français que je m'adresse : bien sûr, il ne faut pas confondre rigueur économique et rigueur sociale. C'est pour cette raison que la justice sociale est au

centre de nos préoccupations. Mais, la rigueur en économie n'est pas une parenthèse. C'est une exigence de bonne gestion. Ceux qui disent autre chose se trompent ou abusent les Français. »

« S'il n'y a pas de remèdes miracles, il y a la lucidité, le calme et la persévérance. »

« La France, qui est solide, souffre de trois maux comme tous les pays développés. Elle souffre d'avoir 900 000 chômeurs de longue durée qui s'enfoncent, eux et leurs familles, dans l'inactivité et le désespoir. Elle souffre des nouvelles formes de l'insécurité urbaine, dans les grands ensembles

tristes de se rallier. La ratification des accords de Maastricht en milieu d'année doit permettre de traduire cet engagement. Ce sera l'occasion de voir ceux qui sacrifient l'avenir au nom d'un nationalisme filieux, et ceux qui le préparent au nom d'un patriotisme audacieux. Si le Conseil constitutionnel le juge utile, la ratification sera évidemment subordonnée à une révision préalable de la Constitution qui ne doit pas être confondue avec les projets de réforme des institutions annoncés pour l'automne prochain par le président de la République. »

« Surmonter les faiblesses, c'est l'autre versant de la même ambi-



déshumanisée. Elle souffre enfin du règne de l'argent fou, comme si tout s'achetait, pourvu qu'on y mette le prix. Chômage, insécurité, corruption : voilà les trois fléaux qui démolissent la société française. »

« Mais la France a aussi un défi immédiat : l'Europe, priorité de toujours du président Mitterrand, facteur de paix et de progrès. »

« Notre ambition est simple : relever ce défi, résoudre ces faiblesses. »

« Relever le défi de la stabilité et de la prospérité par la construction européenne. Acte unique, Union économique et monétaire, union politique : la France a joué un rôle moteur dans la définition, sur le Vieux Continent, d'un pôle pacifique de liberté économique, de croissance et d'emploi. C'est là que s'arrimeront dans l'avenir les nouvelles démocraties de l'Est. »

« Faire l'Europe sans défaire la France, c'est à cette banquette que nous demanderons à nos compa-

tion. Le gouvernement arrêtera rapidement ses décisions sur le chômage, l'insécurité et la corruption. »

« Notre nouvelle frontière sociale »

« Chômage tout d'abord, chômage avant tout. L'endiguement puis le réduire : c'est notre nouvelle frontière sociale, car c'est la cause principale des inégalités. »

« Les actions sont simples même si certaines sont neuves : accélérer la croissance, partager le travail, combattre l'exclusion. Pour lutter contre le chômage, il faut d'abord une économie compétitive. La stabilité monétaire et l'encouragement à l'investissement, à la recherche, à la modernisation industrielle nous ont permis d'obtenir une croissance plus forte que celle de nos

partenaires, tout en gagnant des parts de marché. Cette politique, et elle seule, nous a permis de créer un million d'emplois depuis 1984. Il faut persévérer. »

« Qui dans cette Assemblée veut déprécier le franc ? Aux donneurs de leçons, je rappellerai qu'ils ont dévalué deux fois notre monnaie entre 1986 et 1988 et que je ne l'ai jamais fait. Consolider le franc, c'est défendre le pouvoir d'achat de la France et des Français et c'est défendre l'emploi. Ce n'est pas Poincaré qui me l'a appris mais Pierre Mendès France et ma mère, qui avait commencé à travailler à douze ans et qui savait la valeur de l'argent, courageusement et sagement gagné. »

« La politique budgétaire continuera d'être adaptée à la situation économique. En 1991, en accord avec Edith Cresson, j'ai fait ce qui me paraissait inévitable pour ne pas freiner la croissance. Nos finances publiques n'en sont pas moins maîtrisées. Elles le resteront. Des ressources nous permettront des cessions d'actifs. Elles seront utilisées pour l'emploi. Des économies sont possibles sur le fonctionnement de l'Etat ; elles seront faites. Aux ministres, je ne donnerai qu'une consigne : avant de dépenser plus, demandez-vous si vous ne pouvez dépenser mieux. »

« Nous ferons un sort d'accroître la reprise. C'est pourquoi j'ai décidé d'anticiper - sous réserve bien sûr de l'approbation du Parlement - la suppression du taux majoré de TVA de 22 %, déjà votée dans son principe, et qui devait intervenir au plus tard le 1^{er} janvier 1993. »

« Cette mesure est européenne. Elle est raisonnable. Elle est significative : c'est un supplément de pouvoir d'achat de l'ordre de 5 milliards de francs. Elle permet de favoriser la reprise, notamment dans le secteur important de l'automobile, et d'adresser aux investisseurs un signal immédiat de confiance. La baisse de la TVA entrera en vigueur lundi. Les règles pour 1992 sont fixées. Celles de 1993 seront débattues lors de l'examen du projet de loi de finances. »

« Pour lutter contre le chômage, il ne faut pas seulement plus de croissance, il faut une croissance plus riche en emplois. »

« Plus rare est l'emploi, plus précieuse est la solidarité. Nous ne réduisons pas le chômage si nous ne nous engageons pas résolument dans le partage du travail. Disant cela, je ne fais pas de théorie, je fais de la pratique. Et la pratique du partage, ce sont des décisions concrètes : »

- C'est l'encouragement au

temps partiel par un abatement forfaitaire et permanent des cotisations sociales à la charge des employeurs, pour des salariés à temps partiel qui auront toute leur place dans l'entreprise. »

- C'est l'encouragement aux formules de préretraites progressives avec tutorat des jeunes, sur le modèle de ce qui s'est fait chez Renault. »

- C'est l'exo-jeunes reconduite au-delà du 31 mai 1992 pour ceux qui prennent un poste à temps partiel. »

- Ce sont des propositions opérationnelles que me remettra dans les meilleurs délais le commissaire au Plan sur la manière de développer le temps partiel dans le secteur public. »

- Ce sont les partenaires sociaux que j'inviterai à discuter en même temps des salaires et des effectifs. Ainsi, la priorité donnée à l'emploi sera un sûr vouloir par l'ensemble des salariés, et les gains de productivité seront prioritairement affectés à la solidarité. »

« Pour lutter contre le chômage, il faut enfin combattre l'exclusion. On ne peut exiger, dans nos économies ouvertes, que l'Etat fournisse un emploi à tous. Mais les citoyens peuvent demander à la collectivité qu'elle lutte contre la marginalisation. »

« Si nous refusons que les citoyens désespèrent et que la société se délite, nous devons garantir à chacun sa place dans la nation. Nous avons une obligation morale : assurer à chacun sa dignité d'homme et de citoyen, par un emploi chaque fois que possible, par l'activité d'intérêt général à défaut. C'est une révolution des mentalités. Et c'est à cela que j'invite les Français. »

« Il faut tout particulièrement protéger les travailleurs les plus menacés. En cas de réduction d'effectifs, les entreprises seront incitées à assurer la reconversion, la formation ou le reclassement des salariés les plus fragiles et les plus âgés. Martine Aubry, dont vous connaissez la compétence et la détermination, veillera à ce que les aides du Fonds national pour l'emploi soient réorientées à cet effet. »

« Il faut réduire le chômage de longue durée. Le gouvernement ne peut pas accepter que ces hommes et ces femmes soient abandonnés à leur sort. Neuf cent mille chômeurs de longue durée se verront proposer avant la fin octobre soit un emploi, soit une formation adéquate, soit une activité d'intérêt général en faveur de l'environnement, des jeunes défavorisés, des malades, des personnes âgées, ou de la sécurité urbaine. »

Lire la suite page 8

POLITIQUE

La déclaration de politique générale

Les finances remplacent l'industrie à Matignon

Mais où est passée l'industrie ? Le cheval de bataille de M. Edith Cresson a complètement disparu, sinon des préoccupations, en tout cas du discours de M. Pierre Bérégovoy. Cette absence n'est pas le fruit du hasard. Elle traduit la nouvelle mort d'une certaine conception du développement économique centré sur l'industrie, ce que l'on a appelé l'« industrialisme » (le Monde du 17 mai 1991).

Cette forme de volontarisme étatique privilégiant les secteurs manufacturiers, clés de la souveraineté économique d'une nation, et voulant jouer des entreprises publiques pour mettre en œuvre certaines priorités n'aura finalement été qu'une parenthèse d'à peine un an. Au « super-ministre » de l'industrie qu'a été M. Cresson (et son conseiller spécial, M. Abel Faroux) succède à Matignon un « super-ministre » de l'économie qui croit en une politique de l'environnement de l'entreprise plutôt que dans des stratégies de grands projets, des politiques sectorielles ou de filières.

« Muscler notre appareil productif », « populariser l'importance et l'actualité des enjeux industriels », « promouvoir une politique industrielle européenne », « orienter les financements publics vers l'industrie », « mobiliser les moyens de nos grands organismes financiers dans la même direction », « doubler le nombre des ingénieurs et... encourager l'apprentissage » : la déclaration de politique générale de M. Cresson (le Monde du 22 mai 1991) marquait par de multiples expressions une incontestable priorité en faveur de l'industrie. Sans remettre en cause les grands équilibres et le franc fort, le premier ministre d'alors, chargé de redonner « un nouvel élan » à la France, ne jurait que par l'industrie et l'action en sa faveur.

Avec M. Bérégovoy, le changement de ton est aujourd'hui radi-

cal. La « modernisation industrielle » n'a été citée par le premier ministre qu'à une seule reprise, lorsqu'il évoquait la politique de ses prédécesseurs. Il compte, certes, « persévérer ». Mais l'industrie n'apparaît plus directement parmi les priorités du chef de gouvernement. Reprenant le jargon très « bâtiment et travaux publics » de M. Rocard, M. Bérégovoy a défini « six grands chantiers » pour les onze mois à venir : l'industrie n'en fait pas partie.

Plus conforme aux contraintes européennes

Parmi « les autres questions essentielles » sur lesquelles il ne s'est pas étendu, il n'a pas non plus retenu l'industrie, mais « la modernisation portuaire, le développement de l'épargne à long terme et l'agriculture ».

L'abandon de l'« industrialisme » ne signifie pas, pourtant, dans l'esprit du nouveau premier ministre, un désintérêt pour l'industrie. Mais il traduit plutôt la conviction acquise à Rivoli puis à Bercy qu'un Etat peut davantage influencer sur l'industrie par une politique de l'environnement de l'entreprise que par un interventionnisme direct dans la vie des entreprises. Plus « libérale », la conception de M. Bérégovoy en ce domaine est aussi sans doute plus conforme aux contraintes européennes. Pour l'ex-ministre des finances, l'Etat doit contribuer à créer les conditions les meilleures pour les entreprises. D'où sa détermination, confirmée à l'Assemblée nationale, de poursuivre la politique qu'a conduite à « une amélioration de la compétitivité » des produits français sur le marché mondial.

Alors qu'il n'a pas abordé, dans sa déclaration, le rôle qu'il attribue aux firmes industrielles nationales (Bull, Renault, Thomson...), notamment dans les secteurs de

pointe (nucléaire, électronique, télévision haute définition...), les annonces qu'il a faites en matière de politique budgétaire et sociale sont significatives d'un retour à l'orthodoxie. La défense de l'industrie automobile française ne passe pas, par exemple, pour le nouveau locataire de Matignon par un contrôle tatillon des faits et gestes des dirigeants de Renault, mais plutôt par une relance de la demande (conséquence de la baisse anticipée de la TVA) et par une réduction du coût du travail. La volonté d'améliorer la compétitivité globale de la nation en poursuivant la rénovation du secteur public (engagée par M. Rocard) et en suggérant de nouvelles économies sur le budget de fonctionnement de l'Etat s'inscrit dans la même perspective : créer un cadre favorable pour l'industrie nationale.

Finie donc le temps où un conseiller du premier ministre négocierait, à Palo-Alto ou à Armonk, aux Etats-Unis, les alliances d'un groupe industriel nationalisé ou cooptera de son bureau rue de Valenciennes un vaste plan de restructuration du high-tech public. L'« industrialisme » n'aura été en définitive que la vague relente d'un passé révolu. « La rigueur n'aura pas été une parenthèse », averti en revanche le nouveau premier ministre, tout en annonçant la réduction anticipée de la TVA sur l'automobile. En écartant le « super-ministre », qui lui avait été confié il y a à peine un an (le Monde du 9 avril), M. Bérégovoy va pouvoir consacrer à Matignon un pouvoir fort sur les finances du pays. Au risque peut-être de quelques entorses à la rigueur qu'il affiche.

ÉRIK IZRALEWICZ

Chômage : les limites de la « nouvelle frontière »

Depuis la mort de son inventeur, le président J.-F. Kennedy, l'expression « nouvelle frontière » a beaucoup servi dans la vie politique française. Mais, avec M. Pierre Bérégovoy, qui se livrait au même emprunt pour son discours d'investiture, c'est la première fois que le qualificatif « social » est accolé à la formule et qu'il lui est assigné un objectif primordial : « Chômage d'abord, chômage avant tout ».

Si ce clin d'œil à l'histoire mythique d'un changement des comportements n'a pas le mérite d'être nouveau, il n'a marqué pas moins une rupture. D'ordinaire, en de pareilles circonstances, nous avions droit à un paragraphe obligé et tout juste appuyé sur le chômage considéré comme « une priorité », puis, l'inflation verbale venant, comme « la priorité des priorités ». On se souvient aussi du « cancer », dénoncé un dimanche soir par le président de la République, sur un ton affligé. Par le temps qu'il a consacré au sujet et par l'insistance qu'il y a mise, le nouveau premier ministre a enfin changé de registre, apparemment.

Sa vraie nouveauté dissimule pourtant une certaine habileté. Brutalement, contestations statistiques obligent, il n'est plus question de la menace des trois millions de chômeurs, ni des 2,4 millions de « demandeurs d'emploi » que l'ancien ministre de l'économie et des finances se bornait à reconnaître, y a peu. Les seuils symboliques désormais écartés de son propos, toute l'attention est reportée sur les chômeurs de longue durée, au nombre de neuf cent mille, et considérés comme le noyau dur.

Plus de SMIC-jeunes

Sur ce point, M. Bérégovoy ne se trompe pas. De tous les maux, l'escalade de l'ancienneté de l'inscription à l'ANPE est sans aucun doute le phénomène le plus préoccupant. Le nombre des chômeurs de plus d'un an s'est accru de 16 % depuis douze mois. Outre les drames individuels ou familiaux que cela suppose, il est certain que cette situation contribue à alimenter l'exclusion. Partant, elle aggrave les tensions dans les banlieues. En réponse, le premier ministre annonce avec conviction, parfois plus que ses prédécesseurs, une politique de l'emploi proche des réalités, sans pour autant renier son credo de grand argentier. Il veut la personnalité, au nom de ses origines, et paraît vouloir la dieter, y compris face à M. Martine Aubry, son ministre du travail, dont il loue la pugnacité. Ce qui l'empêche parfois à prendre des risques, liés à l'échéance électorale

qu'il se fixe implicitement. Concession ? Toujours est-il que, depuis Matignon, M. Bérégovoy ne propose plus en faveur d'un SMIC-jeunes ou de l'abaissement du coût du travail. En revanche, il ouvre des brèches téméraires ou préoccupantes, au nom d'un traitement social qui ne veut pas dire son nom. Déjà ambitieux dans le programme de M. Edith Cresson du 8 janvier, l'objectif fixé pour les chômeurs de longue durée pourrait se révéler imprudent, s'il ne repose pas un recours massif aux stages : le nombre de ceux à qui une solution individuelle sera proposée passe de cinq cent mille personnes, d'ici à la fin de l'année, à neuf cent mille, d'ici à la fin octobre.

Temps partiel : à préciser

Cela suppose une forte mobilisation de l'ANPE, qui avait déjà protesté par une grève, la capacité des organismes de formation à absorber un tel flux, sans parler de possibilités d'embauche accrues. Évoqués pour l'environnement, les personnes âgées ou la sécurité urbaine, les activités d'intérêt général, aux contours encore flous, pourraient préfigurer un dispositif au-delà des actuels CES (contrats emploi-solidarité, eux-mêmes suc-

919 323

Depuis 1980, le nombre des chômeurs de longue durée, c'est-à-dire inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an, a recommencé à augmenter dangereusement. A la fin février, ils étaient 919 323, contre 377 000 pour qui l'ancienneté dépassait les deux ans. Il est en revanche impossible de savoir comment ils sont indemnisés : ils se partagent entre des prestations de fait, des allocations en fin de droits, des bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion) et des non-indemnisés.

Progressivement, on se rapproche du seuil du million de chômeurs de longue durée puisque, en un an, l'augmentation a été de 16 %. Désormais, ils représentent près du tiers des chômeurs (31,3 %), alors qu'ils ne comptaient que pour 12 % en 1974 et 26 % en 1982. Leur part s'accroît d'autant plus gravement que, même en période de reprise peu de mouvement de création d'emploi.

cesseurs des TUC), plus proches des ateliers nationaux.

Prévisible, compte tenu de l'attachement de M. Bérégovoy à ce thème, le volet travail à temps partiel demande lui aussi à être précisé. Depuis la publication du rapport de M. Jean Marimbert (le Monde du 20 mars), on sait que les chances de créer des emplois par ce biais sont faibles, les entreprises intéressées ayant déjà fait et l'équivalence en coût salarial, avec un travail à temps plein, étant acquises par des mesures précédentes. Un « abaissement forfaitaire et permanent des cotisations sociales » ne déboucherait qu'une tranche supplémentaire mais précaire pour ailleurs l'inconvénient de provoquer un effet d'attraction sur des inactifs.

Quant à l'idée avancée d'inviter les partenaires sociaux « à discuter en même temps des salaires et des effectifs », elle peut relever du vrai pieux, les syndicats n'étant pas plus tentés à priori que le patronat. Mais, pour inciter davantage, il est possible que le premier ministre songe à aménager l'obligation annuelle à négocier, de façon à rendre indissociable la négociation sur les salaires et la durée du travail. Seule une initiative de ce genre, difficile à mettre en œuvre, serait susceptible de créer les conditions d'un partage solide des gains de productivité en faveur de l'emploi.

Une fois de plus encouragés, les préretraites progressives ne risquent pas de décoller, à moins que l'innovation du tuteur ne séduise les employeurs. Ces trois dernières années, et malgré des aménagements, cette formule n'a cessé de plafonner aux alentours de douze mille bénéficiaires. De même, il ne faut pas attendre beaucoup de l'exonération des charges sociales pour les jeunes en difficulté, reconduite au-delà du 31 mai pour les seuls emplois à temps partiel lancée en octobre, cette disposition n'a produit, temps complet et temps partiel confondus, que trente-sept mille recrutements et, au ministère du travail, on tablait sur soixante-quinze mille, seulement, à la fin de l'expérience.

Évidemment, restent encore en fonctionnement toutes les formules d'intervention dont M. Bérégovoy n'a pas parlé, et qui sont proches des moyens, à condition d'y consacrer des sommes énormes, significatives cependant que, bilan électoral en ligne de mire, certaines limites sont franchies. Ce qui serait dommageable pour un discours de la « nouvelle frontière ».

ALAIN LEBEAUME

Corruption et soupçon

Un sans faute, puis un faux pas. La liste du soupçon a élargi l'aveu de la corruption. Avant l'incident provoqué par la maladroite et politicienne parade de M. Bérégovoy, soulignant les légitimes protestations de l'opposition, il y eut d'abord un événement : l'entrée soudaine du mot « corruption » dans le dictionnaire parlementaire par la bouche d'un premier ministre en exercice.

De ce point de vue, le discours du 8 avril marque un tournant. Sans fioritures ni précautions, M. Bérégovoy a enfin nommé l'évidence : « J'entends viser l'abus de la corruption... » Puis il s'est volontairement engagé sur le seul remède qui vaille : « Dans tous les cas, la justice doit passer. (...) Je souhaite que cet assainissement soit conduit par la justice avec célérité et sévérité (...) S'il est des dossiers qui traînent, croyez-moi, ils ne traîneront plus ».

Le propos est, en soi, une rupture radicale avec l'attitude passée des socialistes, toujours sur la défensive, empêtrés dans de douteuses solidarités. Jusqu'ici, un seul d'entre eux avait osé l'autocritique publique : Lionel Jospin qui, par une cruelle ironie, semble enfin entendu d'un gouvernement dont il est le premier exclu. « J'avais préconisé, comme premier secrétaire du Parti socialiste, écrit-il en 1991 dans une allusion transparente à l'affaire du Carrefour du développement et aux légèretés de M. Christian Nucci, beaucoup de sévérité et une certaine prise de distance à l'égard des défillements personnels. (...) Je n'ai pas été suivi, les arguments de solidarité ayant été, apparemment, les plus forts. Une telle attitude avait sans doute ses justifications. Mais je sensais à l'époque qu'elle nous coûterait très cher, et c'est ce qui s'est produit. (...) Notre formation a perdu aux yeux de l'opinion cette qualité qui la distinguait de beaucoup d'autres : la capacité d'être soumise aux tentations du pouvoir sans y céder » (1).

Depuis, il y eut, en novembre 1991, le rapport de M. Jean Le Garrec, député socialiste du Nord, au nom de la commission d'enquête sur le financement des partis et des campagnes électorales. Une réflexion

tardive qui, quoi qu'en pensent MM. Jack Lang et Georges Kiejman, prompts à désigner la presse en bouc émissaire, doit beaucoup au travail de transparence des médias. Un rapport, surtout, que l'on a trop burocraté parce qu'il se refusait aux révélations spectaculaires alors que l'on y trouve, en fait, un constat lucide et alarmant. N'y lisait-on pas, après un inventaire de « la tentation », une mise en garde franche sur la poursuite des « financements occultes » dont le rapporteur affirmait qu'ils n'avaient sans doute pas cessé malgré les lois de 1988 et 1990 sur les financements légaux, publics et privés, des partis ?

De fait, les engagements généraux pris par M. Bérégovoy — « mesures immédiates de moralisation des différentes opérations qui peuvent être sources de profits illicites », « publication et contrôle du patrimoine et du revenu des élus » — trouvent une traduction concrète et précise dans le rapport Le Garrec. Il suggère notamment une plus grande transparence dans la possession des marchés publics, s'inquiétant du retard pris par le décret d'application de la loi du 3 janvier 1991, ainsi que d'en finir avec la loi Royer sur l'implantation des grandes surfaces dont les dispositions dérogatoires au droit commun de l'urbanisme favorisent la corruption. Le rapport allait encore plus loin, soulignant « les pouvoirs limités » de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et « la timidité du régime des déclarations de patrimoine » dont il proposait l'extension aux « agents publics qui assument les plus grandes responsabilités dans les procédures d'achats publics ».

La bonne foi du premier ministre devra se juger aux actes. Les dérobades passées suscitent évidemment prudence et méfiance. Le PS, que l'on sache, n'a jamais condamné les comportements de MM. Nucci ou Jost-Michel Boucheron, l'ex-maire dispendieux d'Angoulême, et ne s'est guère effrayé du blocage imposé par la chancellerie aux informations judiciaires sur Urbis, à Marseille et à Narbonne, ou sur les comptes de

l'OM, le club de M. Bernard Tapie. Tout au plus est-il permis d'espérer que ce pusillanime M. Bérégovoy, la sévérité et à la célérité s'il veut garder quelque crédibilité après cette déclaration de guerre à la corruption.

Et cela d'autant plus que le nouveau premier ministre symbolise la réconciliation des socialistes avec la source du mal : l'argent et ses facilités. « La décennie 80 a été une décennie de développement spectaculaire de la corruption », déclarait récemment l'économiste Alain Cottu, qui désignait comme la cause première « l'apologie fervente » du capitalisme, cette « religion de l'argent » et cette « agitation réactionnaire » grâce auxquelles « un dogmatisme libéral a légitimé et justifié la corruption » (2). M. Bérégovoy, qui a voulu que l'homme d'affaires Tapie rejoigne le gouvernement, qui a eu le plaisir de voir deux de ses directeurs de cabinet succéder, MM. Alain Boubill et Jean-Charles Naouri, inculpés dans deux scandales boursiers — Fechiacy et la Société générale — devrait, pour ces raisons mêmes, être tenu de respecter ses engagements.

Il faut qu'enfin la justice passe apure les comptes, en toute indépendance. Car le problème n'est pas qu'il y ait eu des affaires, tant la fréquentation du pouvoir entraîne une sélection naturelle, mais que celles-ci aient été gérées politiquement, soumise à des pressions partitiques, aggravées par un mélange des genres entre justice et politique. C'est ici que l'on retrouve le faux pas, la mystérieuse liste, comme une détestable arrière-pensée qui aggrave mal de la suite. Comment promettre un pouvoir judiciaire impitoyable et indépendant si le pouvoir exécutif a déjà quelque idée des buts et des cibles à atteindre ?

EDWY PLENEL

(1) L'Invention du possible, Flammarion, 1991.

(2) Dans une interview à Libération datée 7-8 décembre 1991. Voir aussi son livre, La France en panne, Fayard, 1991.

Le contrôle du patrimoine des élus : une vieille promesse jamais tenue

Décret du 4 vendémiaire an IV : « Chaque représentant du peuple sera tenu (...) de déposer la déclaration de fortune qu'il avait au commencement de la Révolution et de celle qu'il possède actuellement. »

La suspension sur les élus du peuple est bien aussi vieille que la République. Mais la France a été beaucoup plus lente que bien d'autres démocraties occidentales à se doter d'une législation permettant le règne de la transparence. Elle n'est en train de le faire que progressivement, chaque progrès n'étant que la conséquence d'un rebondissement des affaires.

Tout a commencé le 16 novembre 1987, lorsque la cohabitation approchait de son terme. Intervenant au micro de RTL, M. François Mitterrand s'efforça de prendre la défense des socialistes, alors accusés d'avoir financièrement profité d'un trafic d'armes avec l'Ira. Il demanda la mise en chantier d'un texte sur le financement de la vie politique et déjà suggère un contrôle de « l'état du patrimoine et de la fortune des élus d'un certain rang ». M. Jacques Chirac obtint, mais la loi votée, quelques semaines avant l'élection présidentielle, a été, au moins sur ce point, fort prudent. C'est que les parlementaires de droite, et tout particulièrement les sénateurs, se sont vigoureusement élevés contre toute suspicion pesant sur leur honnêteté, et les socialistes, qui ont souhaité une publicité de leurs patrimoines, n'en ont pas fait un élément fort de leurs négociations avec le gouvernement, qui cherchait un consensus sur ce projet.

Résultat complexe, donc décevant. Candidats à la présidence de la République, ministres, parlementaires, présidents des conseils régionaux et généraux, maires des villes de plus de 30 000 habitants sont tenus d'établir l'état de leur fortune en début et en fin de mandat. Mais seul celui du chef de l'Etat est publié au Journal officiel, les variations de ceux des députés et des sénateurs ne sont vérifiées que par les bureaux de leur assemblée, les autres relèvent d'une commission composée du vice-président du Conseil d'Etat et des premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des

comptes. Celle-ci a pris son travail très au sérieux, exigeant de ses mandataires de rigoureux compléments d'information.

En revanche, le bureau de l'Assemblée nationale a attendu l'automne 1991 pour ouvrir les enveloppes où étaient enfermées les déclarations des députés, et publier un rapport soulignant les imperfections de la législation en vigueur. Le bureau du Sénat n'a regardé que celles des présidents d'exécutifs régionaux et départementaux qui viennent d'achever leur mandat et qui siègent au Palais de Luxembourg, mais n'a pas fait état publiquement de ses découvertes.

Une législation stricte appliquée sans rigueur

Cette législation doit être améliorée. Chacun en est bien conscient. Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement de la vie politique, publié le 21 novembre 1991, souhaite, notamment, que tous les élus relèvent de la commission de contrôle, et non plus des bureaux des assemblées parlementaires, mais n'envisage pas une publicité des patrimoines. En revanche, une proposition de loi du groupe socialiste, déposée le 20 novembre 1991, prévoit la publication d'un état récapitulatif de certains éléments du patrimoine des hommes politiques. C'est que, entre-temps, lors d'une conférence de presse tenue en pleine affaire Urbis, M. Mitterrand a souhaité cette publicité. Mais, contrairement à ce qu'avait annoncé le président de la République, cette proposition n'a pas été discutée au cours de la session d'automne du Parlement.

Le nouveau premier ministre a donc ouvert le dossier. Il l'a aussi élargi aux incompatibilités entre un mandat parlementaire et certaines activités professionnelles. La loi organique sur le fonctionnement du Parlement, en vigueur depuis 1958, est assez stricte. Elle interdit à un député ou à un sénateur d'exercer des fonctions de direction dans des entreprises aidées par l'Etat comme par d'autres collectivités publiques, ou ayant un « objet exclusivement financier » faisant appel publiquement à l'épargne, ou travaillant principalement pour

l'Etat, ou se livrant « à but lucratif » à la promotion immobilière.

La législation est stricte, son application est loin de l'être. C'est que, si elle est contrôlée par le Conseil constitutionnel, celui-ci, avant d'intervenir, doit être saisi soit par le garde des sceaux, soit par le bureau du Sénat ou de l'Assemblée. Le gouvernement ne veut pas être accusé de faire pression sur les élus, et n'a donc jamais utilisé cette possibilité. Les parlementaires sont fort conciliants les uns avec les autres. Le Sénat, depuis 1958, ne s'est ému que du cas de M. Daniel Benoit, sénateur socialiste de la Nièvre en 1966, mais le Conseil a estimé qu'il pouvait continuer son activité médicale dans un établissement communal. L'Assemblée nationale a été inquisitrice en 1977, à la demande des communistes, de la situation de Marcel Dassault, mais le Conseil a décidé que son titre d'ingénieur-conseil ne lui donnait pas un pouvoir de direction dans son entreprise. Toutefois, il a estimé, en 1988, que M. René Garrec, député PR, ne pouvait continuer à diriger une entreprise publique et que M. Jean Godel, député PS, ne pouvait diriger une filiale du CIC. Mais, saisi à la demande du RPR, il a jugé que M. Bernard Tapie pouvait continuer à diriger Tapie Finances lorsque celle-ci a été introduite en Bourse.

Les constituants de 1958 avaient compris que les parlementaires ne pouvaient être juges de leurs pairs. Ils avaient donc transféré au Conseil constitutionnel le contrôle de la validité de l'élection des députés et des sénateurs. Malheureusement, ils avaient laissé, en fait, à celui-ci la maîtrise de la vérification des incompatibilités. Pour que celles-ci soient pleinement respectées, la publicité des activités professionnelles des élus est certainement indispensable, comme l'est la possibilité pour le Conseil constitutionnel d'agir librement. Il faut donc que la volonté politique du législateur soit clairement affirmée. La discussion du projet annoncé par M. Pierre Bérégovoy devrait permettre de la démontrer.

THIERRY BRÉHIER

POLITIQUE

et le débat à l'Assemblée nationale

La France ne renoncera pas à la dissuasion nucléaire qui constitue la clé de voûte de sa politique de défense. Mais elle continuera à agir pour obtenir une réduction équilibrée des armes atomiques et pour empêcher leur dissémination.

Dans cette perspective, le président de la République a adressé, ce matin, aux chefs d'Etat des puissances nucléaires une lettre par laquelle il souhaite la conclusion rapide des négociations en cours sur le désarmement stratégique et propose l'interruption des essais nucléaires. Nos intentions sont claires : il faut donner un coup d'arrêt au surarmement et d'abord à l'accumulation sans fin des armes atomiques.

Le président de la République n'a donc donné instruction de sus-

mal. En dix ans, nous avons renforcé les grands équilibres géopolitiques avec le bond en avant européen. Nous avons restauré en France les grands équilibres économiques. L'inflation, le commerce extérieur, le franc, le pouvoir d'achat.

Nous nous sommes également préoccupés des grands équilibres écologiques : le plan national proposé par Brice Lalonde et voté en 1990 fait de l'environnement une priorité au même titre que l'emploi, la formation ou la sécurité. Notre pays est l'un de ceux qui respectent le mieux les engagements internationaux qu'il a souscrits en la matière.

Quatrième puissance économique mondiale, la France, avec ses cinquante-huit millions d'habitants, est considérée comme l'une des nations les plus solides. Et pourtant, ce sentiment, largement répandu à l'étranger, est beaucoup moins chez nous. Comme s'il y avait un déficit de confiance. Faire que les Français retrouvent confiance en eux-mêmes, c'est l'objectif.

Certains de nos concitoyens se tournent pour cela vers l'extrême droite. Le leur dis : vous vous trompez. La xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, c'est une lépre morale. C'est le Front de la négation nationale, comme l'a baptisé l'abbé Pierre. Il a fait le jeu de Saddam Hussein quand nos soldats de la division Daguet étaient sous le feu irakien. L'extrême droite est un poison. Je le sais pour l'avoir vécu adolescent dans la France occupée : c'est le parti de Munich et c'est le parti de Montoire, ce ne peut pas être le parti de la France.

D'autres - et je ne les confonds pas - se tournent vers les écologistes. C'est vrai, l'environnement est une préoccupation fondamentale. Ils nous l'ont fait comprendre. Nous sommes prêts à travailler avec eux. Mais peussent-ils renoncer aux équipements collectifs, aux infrastructures de transport, à la croissance ? Maltraiter la technique est une juste exigence, refuser tout progrès serait un renoncement.

Enfin, une partie de nos concitoyens se tournent vers la droite. Qu'il me soit permis de le dire avec courtoisie, les exemples donnés à l'étranger, au début des années 80, par les politiques ultra-libérales aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ne sont pas probants.

La gauche a eu des faiblesses, elle a commis des erreurs. Qui n'en commet pas ? L'essentiel, c'est qu'elle tienne le cap du redressement ; elle tienne le cap de la modernisation des relations économiques, sociales et civiques de notre pays ; elle tienne le cap de l'accomplissement historique du projet européen.

Alors, je dis aux Français : ne gaspillez pas cela. Améliorons plutôt, améliorons ensemble et préparons l'avenir. Travaillons tous-

jours mieux à une France forte et solidaire. Une France qui marche, et n'oublie aucun des siens sur le bord du chemin.

J'entends poursuivre, à ma façon, l'œuvre déjà accomplie par Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard et Edith Cresson à laquelle je tiens à rendre l'hommage que méritent son courage et ses initiatives. Je suis socialiste, je ne l'ai jamais caché. Mais je suis prêt aux majorités d'idées chaque fois que l'intérêt de la France l'exige.

Nos convictions et nos sensibilités nous séparent, c'est naturel. Le débat honore la démocratie, le sectarisme la pervertit. Je veillerai à éviter la dégradation du climat politique. L'exemple en sera la séance des questions orales du mercredi : à l'initiative, aux polémiques, le gouvernement opposera une tranquille fin de non-recevoir. Si vous voulez polémiquer les premiers, mesdames et messieurs de l'opposition, vous polémiquerez seuls.

Nous entendons aussi éviter les conflits passionnels. Un seul exemple : celui du mode de scrutin. Tout le monde connaît les éléments du débat : aucun système n'est parfait. La proportionnelle, c'est le souci de représenter la minorité. Le scrutin actuel, c'est le souci de dégager des majorités fortes, même si j'observe qu'il est, à nos frontières, de grands pays démocratiques dont les assemblées sont élues à la proportionnelle et qui sont bien gouvernés. Cette question nous divise ? Je demande : à une commission, présidée par un juriste éminent et composée de spécialistes du droit public et de représentants de toutes les forces politiques parlementaires, de consulter, de réfléchir sereinement et de me faire des propositions avant le 15 octobre. Et, dans le dessein d'apaiser les passions, la réforme qu'ils proposeront ne sera pas appliquée pour les prochaines élections législatives.

Le contexte politique actuel n'a pas permis à la majorité présidentielle de s'engager autant que je l'aurais souhaité. Si nous réexaminons, cela sera possible. Tout le monde le sait : je préfère rassembler plutôt que diviser.

Il m'a été demandé, sur quelques bancs, de poser la question de confiance. Je ne le fais pas. Je sais que le gouvernement ne dispose qu'une majorité relative. Je sais aussi qu'il n'existe pas ici de majorité de renouveau.

L'opposition peut déposer une motion de censure. Je ne la redoute pas. Aujourd'hui comme demain, je suis prêt à répondre de notre bilan et de nos projets devant le pays. Je l'ai dit à mes amis : une partie n'est jamais perdue d'avance. Il suffit d'avoir la volonté de convaincre et de gagner, et c'est bien cette volonté qui anime le gouvernement. Oui, je crois au retour de l'espérance. Oui, j'ai confiance.

M. Barrot (UDC) : « Mission impossible »

Premier orateur à s'exprimer à la suite du premier ministre, M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, estime que M. Bérégovoy est « chargé d'une mission que beaucoup jugent impossible ». Le député de Haute-Loire doute de la capacité de l'ancien ministre des finances à s'en tenir au programme qu'il vient de présenter. « La peur qui fait redouter au Parti socialiste une défitte sans précédent [aux prochaines élections législatives] risque de vous mener tout droit à la soumission, soumission à la politique spectacle, soumission à la logique du clan, soumission au Parti communiste dont les premiers gages apparaissent déjà avec l'entierement précoce de la politique courgeuse, entreprise pour moderniser nos ports », affirme-t-il.

M. Barrot ajoute : « Votre lucidité vous empêche sûrement de vous faire trop d'illusions : dans un an, les Français se prononceront. Au-delà de votre action, bien plus que l'année Bérégovoy, ils jugeront les onze ans de règne du président Mitterrand, les dix ans de majorité socialiste au Parlement. Et vous, comment pourriez-vous faire en dix mois ce qui n'a pas été fait en dix ans ? A propos de la ratification du traité de Maastricht, l'orateur déclare : « Il appartient à votre gouvernement de ne pas entraver la marche du pays vers ces rendez-vous. La France ne peut pas se permettre le luxe de refuser Maastricht. (...) Evitez de compliquer cette consultation sur l'Europe en tentant de la transformer en plébiscite présidentiel. Un tel dessein ne s'accommoderait pas de coups politiques. Ne recherchez pas à travers la ratification du traité de Maastricht un avantage politique, une manœuvre vous permettant d'en tirer un profit usuré ».

M. Fabius (PS) : « Une tâche très difficile »

M. Laurent Fabius, qui s'exprime au nom du groupe socialiste, constate d'abord que les priorités énoncées par M. Bérégovoy sont le signe que « le sérieux avertissement national » adressé au Parti socialiste à l'occasion des dernières élections régionales et cantonales « a été entendu ». « Vous avez devant vous une tâche très difficile, en quelques semaines, vous allez devoir montrer au pays que nous pouvons à la fois consolider, améliorer et anticiper, dit-il. Vous avez placé votre discours d'investiture sous le signe de la vérité, de la justice sociale et de la réforme, c'est pourquoi le groupe socialiste et des radicaux de gauche vous apportera clairement son soutien ».

Le député de Seine-Maritime revient ensuite sur le sort de M^{me} Edith Cresson. « Votre prédécesseur, à laquelle je veux rendre hommage (...) avait engagé beaucoup d'actions utiles. Les circonstances, les élections locales, ne lui ont pas permis de disposer du capital nécessaire pour poursuivre victorieusement », assure-t-il. M. Fabius affirme que M. Bérégovoy va gouverner « en conservant les orientations indispensables » du gouvernement précédent « mais avec certaines inflexions ». Si « les principes n'ont pas changé », selon M. Fabius, « les formes et les circonstances, elles, peuvent évoluer ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste évoque longuement « la demande sociale qui partait d'extrême ». C'est dans ce domaine surtout que notre groupe attend que vous favorisiez des avancées, dit-il. Votre formation, votre sensibilité, vos convictions vous y conduisent. M. Fabius conclut : « La situation est délicate pour la majorité parlementaire. Votre tâche est d'essayer de surmonter ces difficultés et de faire avec la France le maximum pour gagner. Certains me disent que ce n'est pas possible : nous verrons. Je suis, comme vous, bien placé pour savoir qu'une remontée importante peut être opérée en un temps limité, avec des idées claires, une équipe soudée, une volonté farouche et le désir d'expliquer ».

M. Millon (UDF) : « Une autre politique »

M. Charles Millon, président du groupe UDF, assure qu'à l'occasion des dernières élections locales « les

Français ont émis un message fort » qui n'a pas été pris en compte, selon lui, par le pouvoir. « Ils ne veulent ni un ravalement de façade gouvernementale ni un remaniement ministériel de circonstance, ils réclament une autre politique avec une autre majorité. (...) Une fois de plus, François Mitterrand a déçu les Français et vous, Monsieur le premier ministre, vous vous êtes fait complice de cette manœuvre. J'aurais même dit de cette imposture », affirme le député de l'Ain. « Votre gouvernement ne pourra pas mettre en œuvre une autre politique. (...) L'échec du gouvernement précédent ne vient pas de M^{me} Cresson, bouc émissaire bien commode. Il est le résultat de la politique menée par vous, des principes socialistes et des jeux politiques qui agitent le PS. Un gouvernement qui n'a ni assise politique, ni légitimité, ni durée, ni marge de manœuvre ne peut engager les réformes qui s'imposent ».

Le président du groupe UDF conclut que « le gouvernement n'est pas constitué pour répondre aux problèmes des Français, il n'a qu'un objectif essentiellement électoral, c'est pourquoi vous cherchez à sécuriser, (...) à ravalier la façade de la gauche, et à vous rapprocher du PC. (...) Votre gouvernement est nommé pour conserver, non pas pour gouverner, surtout pas pour innover, mais pour conserver le PS, pour ne pas désespérer le PS ».

M. Toubon (RPR) : « Retourner devant le peuple »

M. Jacques Toubon, porte-parole du groupe RPR, réagit au discours de M. Bérégovoy en lui indiquant que « le gouvernement constitué par le président de la République et la politique que vous venez de nous présenter sont un simple ravalement, une tentative pour remettre à zéro les compteurs d'un Parti socialiste (...) écrasé par le vote des électeurs ». « Vous donnez en fait le sentiment pénible d'être coincé », poursuit-il.

« L'Etat que les Français veulent, c'est un Etat impartial et non partisan ; fort et non omnipotent ; proche et non distant, affirme M. Toubon. Quand on interroge maintenant un adolescent sur ce qui le scandalise, ce qui le révolte, il répond : la contamination du sida par la transfusion sanguine et l'amnistie. Le grand changement, celui qui peut redonner aux jeunes confiance et espérance, ce sera donc l'abstention et la rigueur. Vous n'en êtes plus capables : on ne le vous demande d'ailleurs plus ».

« Vous ne ferez pas avancer les affaires de la France avec un gouvernement de replâtrage, de petites habiletés et de grandes promesses. Le bon sens, la morale, l'intérêt de la France vous commandent de retourner devant le peuple pour qu'il donne à ses gouvernants les moyens que ça change en France », conclut le député de Paris.

M. Lajoinie (PCF) : « Aucune illusion »

M. André Lajoinie, président du groupe communiste, répond au discours de M. Bérégovoy en assurant qu'il « ne permet pas d'entrevoir des solutions allant dans le bon sens ». M. Lajoinie revient sur les résultats des élections locales en estimant que les Français ont, à cette occasion, « condamné massivement la politique d'austérité et d'abandon national qui génère tant de difficultés pour notre peuple et qui enfonce notre pays dans le déclin ». « Ils ont demandé que l'on s'attaque à ces problèmes en changeant de politique. La démocratie exige que cette voix des urnes soit vraiment entendue », indique le député de l'Allier.

« Les députés communistes ne veulent nourrir aucune illusion dans le changement de gouvernement que les Français voient comme un simple replâtrage de l'équipe précédente qui a été si durement sanctionnée », assure M. Lajoinie, avant d'ironiser sur M. Bernard Tapie, qualifié de « ministre tape-à-l'œil ».

Le président du groupe communiste s'inquiète ensuite de la ratification et de la mise en œuvre des accords de Maastricht. « Les abandons de souveraineté nationale décidés à Maastricht sont graves, affirme-t-il. Nous refusons qu'ils soient soumis uniquement à la ratification du Parlement, comme vous avez semblé le suggérer, au nez et à la barbe de notre peuple ». « Ce traité engage tellement l'avenir des générations futures et de notre pays qu'il doit être soumis au débat et au vote des Français par référendum, afin qu'ils puissent repousser ces terribles menaces contre la France ».

M. Dubernard (non inscrit) : « Le recroquevillement »

Dernier député à s'exprimer, M. Jean-Michel Dubernard, élu non inscrit du Rhône, ironise sur la composition du nouveau gouvernement. « Bérégovoy, Tapie, Kouchner, une belle trinité en vérité, qu'on ne voudrait vendre au pays que pour mieux masquer le recroquevillement mitterrand-fabiusien que constitue le nouveau ministère. Hélas pour vous, les Français n'ont que faire de cette fausse redistribution de cartes », affirme l'ancien député RPR. « Les Français viennent de nous dire leur lassitude après trop d'années de promesses non tenues et leur défiance définitive à l'égard d'un président qui l'histoire a mis hors-jeu une fois pour toutes, conclut ce proche de M. Michel Noir. Les Français, de toute évidence, ont un profond désir de rénovation des hommes, des cités et des programmes. Ils aspirent à une nouvelle démocratie ».

Dans les couloirs du Palais-Bourbon

« On n'en demandait pas tant ! »

L'aubaine ! Les députés de l'opposition n'espèrent pas un tel cadeau. Le discours propre et lisse du nouveau premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avait jusqu'à présent fait craindre le chômage technique aux politiciens de service. Lorsque, fort à propos, est survenue la gaffe : une liste qui se voulait menaçante, maledroitement exhibée à la tribune de l'hémicycle. Enfin, l'opposition avait trouvé la faille. Enfin, la salle des Quatre-Colonnes du Palais-Bourbon pouvait gronder d'indignation. « Là, il y a fort, jubilaient M. Michel Meylan (UDF, Haute-Savoie). On n'en demandait pas tant ! »

« C'est KGBérégovoy ! » s'exclamait M. Gilles de Robian (UDF, Somme), estimant « indigne de la part d'un premier ministre de faire de la provocation et de jeter le soupçon sur 55 millions de Français ». M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) dénonçait, lui, les « procédés d'ayatollah » de M. Bérégovoy, tandis que M. Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie), plus hexagonal, évoquait « le souvenir de Vichy ». D'autres préféraient voir dans ce dérapage du premier ministre l'empressement du ministre du budget, familier de l'intimidation fiscale. « C'est du Charasse puissance 10 », commentait M. Richard Canova (RPR, Isère). En écho,

M. Jacques Blanc s'insurgeait contre ces « méthodes de maître-chanteur » que M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) jugeait particulièrement « déplacées de la part d'un membre du gouvernement dont les deux anciens directeurs de cabinet ont été inculpés » (NDLR : MM. Jean-Charles Naouri et Alain Boubill).

Mais plus encore que le « procédé », c'est l'attente portée à l'indépendance de la justice qui offusquait M. Devedjian. « Ce sont des allégations fantasmagoriques. S'il sait quelque chose, qu'il saisisse la justice ! », observait-il. « L'homme qui veut moraliser la vie politique française ignore la séparation des pouvoirs, soulignait de son côté le président du groupe UDF, M. Charles Millon (Ain), c'est grave pour un premier ministre ». Mi-amer, mi-ironique, M. Jean-François Mattei (UDF, Bouches-du-Rhône) feignait la bonne surprise à l'annonce par M. Bérégovoy de sa détermination à « pousser les feux de la justice » et à « vider l'abcès de la corruption ». « Enfin, la politique va permettre à la justice de jouer son rôle, lançait M. Mattei. Elle était donc asservie jusqu'à maintenant ! ». Dans les rangs de l'opposition, nombreux étaient les députés qui s'interrogeaient. Quel esprit malin avait donc pu

inspirer celui qu'ils considéraient volontiers des vertus de « l'honnête homme » ? « C'est bête et moche », déplorent, avec un brin de compassion M. Cazanave. Encore plus désolé, M. Bernard Stasi (UDC, Marne) opposait « une bourde énorme » à « un bon discours », auquel M. Ambroise Guillec (UDC, Finistère) avait même trouvé d'honorables « accents barbares ».

Les députés socialistes eux-mêmes trahissaient leur embarras face à cet impair qui mélangait quelque peu leurs bonnes résolutions de solidarité à l'égard du nouveau chef du gouvernement. M. Bernard Poinant (PS, Finistère) s'exprimait ainsi de voir « une petite histoire de liste polluer un très bon discours ». « La liste, c'était vraiment en trop », convenait M. Michel Crépeau (app. PS, Charente-Maritime). M. François Hollande (PS, Corréze), ne voulant pour sa part voir qu'un « mauvais effet de séance », mais loin d'eux, pour autant, la velléité d'adhérer à la nostalgie affectée par M. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine) qui ponctuait ce premier rendez-vous solennel d'un tonitruant : « Rendez-nous Edith ! »

FRÉDÉRIC BOBIN et PASCALE ROBERT-DIARD

Langfristig sei

La presse allemande

der Park kein

s'étonne de la coïncidence :

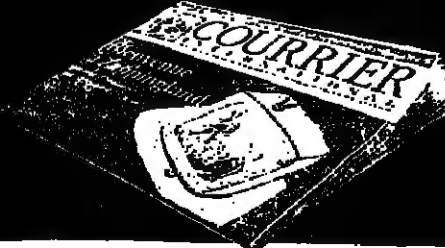
schlechter Geschäft

Billancourt ferme, Euro Disney ouvre

für Frankreich.

Cette semaine, en français, dans

Courrier International.



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne le lirez jamais.

POLITIQUE

La déclaration de politique générale du premier ministre

TVA

Le prix des automobiles devrait baisser de 2,8 %

Le gouvernement a décidé d'anticiper la baisse du taux majoré de TVA, qui devait passer de 22 % à 18,6 % au début de l'année prochaine selon les engagements européens pris par la France dans la loi du 28 juillet 1991.

Cette baisse, qui a pour effet de supprimer le taux majoré de la TVA, interviendra lundi prochain 13 avril. Seront concernées les ventes de voitures de tourisme et de motos de plus de 240 cm³, les locations et opérations de crédit-bail portant sur les voitures de tourisme, les matériels électroniques grand public, les appareils photographiques et les caméras, les supports du son et de l'image, la parfumerie, la bijouterie-joaillerie et les fourrures. Quelques produits resteront soumis un peu plus longtemps au taux de 22 % : le tabac, le Loto, la PMU et les articles et services à caractère pornographique. Pour eux, la baisse du taux de TVA est en effet compensée par des taxes supplémentaires, qui doivent être votées par le Parlement.

La mesure annoncée représente un coût pour le budget, qui va perdre des recettes fiscales. Ce coût est estimé à 8,5 milliards de francs en année pleine moins 1,5 milliard de francs de taxes compensatoires (Loto, PMU...), soit 7 milliards de francs. Le fait que la baisse intervienne à la mi-avril, conjugué avec le décalage d'un mois du versement de l'impôt à l'Etat, aboutit à réduire le coût de la facture budgétaire à 4,3 milliards de francs. Encore peut-on avancer que cette mesure serait de toute façon intervenue au plus tard début septembre pour éviter que les

Français ne suspendent leurs achats de voitures jusqu'au 1^{er} janvier 1993 afin de bénéficier de la baisse de prix. Vu sous cet angle, le coût budgétaire supplémentaire n'est plus que de 3 milliards de francs.

Ces pertes de recettes fiscales pour l'Etat sont aussi des allègements de factures pour les consommateurs, dont le pouvoir d'achat va s'améliorer. Les prix de vente TTC des automobiles devraient ainsi baisser de 2,79 %. Toutefois cette baisse, même si elle est intégralement répercutée, comme s'y sont engagés les constructeurs, risque d'être peu visible, dans la mesure où des hausses interviennent traditionnellement en juillet sur les nouveaux modèles.

La hausse de l'indice des prix devrait en être ralentie de 0,15 point, ce qui compenserait à peu près l'importante hausse des prix du tabac (+10 %) décidée pour le 21 avril dans le cadre de la campagne pour la santé.

Dans la mesure où la baisse du taux de TVA était inévitable, le coût budgétaire est réel mais n'est qu'une anticipation. En revanche, la mesure aura l'inconvénient de favoriser les importations d'automobiles étrangères, très sensibles à de telles dispositions. Les constructeurs français estiment quant à eux qu'il est difficile de prévoir exactement les effets de la décision gouvernementale qui, en tout état de cause, va stimuler les ventes, de vingt mille à trente mille, semble-t-il, soit 1,3 % des ventes annuelles.

A. V.

Sécurité sociale

Un engagement ambigu

M. Pierre Bérégovoy qui, lors de son passage au ministère des affaires sociales de 1982 à 1984, avait équilibré les comptes de la « Sécurité », a bien l'intention de faire de même en tant que chef du gouvernement. « Les comptes de la Sécurité sociale doivent être en équilibre », a affirmé le premier ministre devant l'Assemblée nationale, non sans rappeler que ce fut le cas en 1983, en 1984 et en 1985. Cet engagement solennel n'en est pas moins ambigu. S'agit-il d'apurer le déficit de trésorerie du régime général ou, plus modestement, d'équilibrer l'exercice 1992 ?

Dans le premier cas, il faudrait trouver au moins 25 milliards de francs pour absorber les déficits de 1990 (9,6 milliards) et 1991 (15 milliards). Une forte augmentation des cotisations ou de la contribution sociale généralisée (CSG) serait alors indispensable. La seconde hypothèse est moins douloureuse : les dépenses doivent désormais sur un trou de 5 à 6 milliards de francs en 1992 (alors qu'en janvier la commission des comptes de la Sécurité sociale prévoyait qu'il ne dépasserait pas les 2 milliards) que

quelques mesures marginales suffiraient à « digérer ». Pour l'instant, il semble que le nouveau gouvernement retienne plutôt cette dernière éventualité, quitte à « laisser en héritage une ardoise » de déficits cumulés, comme le redoute M. Jean-Yves Chenuard (RPR).

En revanche, M. Bérégovoy a confirmé la prochaine modification du financement des retraites distinguant les dépenses « de solidarité nationale, assumées par l'Etat » et « les fonctions d'assurance collective, assumées par la Sécurité sociale ». M. René Teulade, nouveau ministre des affaires sociales, devra prochainement remettre des propositions en ce sens. Quant à l'allongement de la durée de cotisation — que l'ancien ministre des affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco, jugeait nécessaire — elle reste en suspens. « Il n'y aura pas de remise en cause des cotisations », a déclaré le premier ministre. Une formule suffisamment ambiguë pour permettre à M. Bérégovoy de ne pas se lier les mains.

J.-M. N.

Dockers

La réforme sera poursuivie

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a coupé court aux rumeurs sur le sort réservé à la modification du statut des dockers : dans son discours, « la modernisation portuaire engagée par Jean-Yves Le Drian » figurait en tête des « réformes » [qui] seront poursuivies pour rendre nos structures économiques plus performantes.

Voilà qui effacera sans doute le sentiment de reculade né de la toute première intervention du secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, lors de la passation de pouvoirs : « Laissez-moi un peu de temps pour me faire une opinion personnelle,

prendre l'avis de MM. Bianco et Bérégovoy sur un sujet éminemment politique, et consulter dans les plus brefs délais les dockers », avait-il déclaré lundi 6 avril avant de préciser : « Ce dossier est urgent, mais ce n'est pas le seul, depuis l'approvisionnement en pétrole brut jusqu'à la régulation du marché de la coquille Saint-Jacques » (le Monde du 8 avril). Devant l'effet de ses propos, M. Josselin avait dû, le lendemain, préciser qu'il n'entendait pas renoncer à la réforme mais qu'elle supposait une « concertation préalable ».

Suite de la page 7

« Le temps du service national pourra être utilisé pour des missions d'intérêt général, dans le cadre d'un service civique.

« Il faut enfin, pour les personnes en situation de grande pauvreté, que le volet insertion du RMI soit renforcé.

« Dans toutes les régions de France, les élus généraux de l'emploi, avec les partenaires sociaux, seront l'occasion d'enrichir ces initiatives. Les préfets seront mobilisés sur l'évolution du taux de chômage de leur département dans le cadre du traitement local de l'emploi décidé par le précédent gouvernement.

« L'Etat ne peut pas tout faire ni tout décider d'en haut. La nouvelle frontière sociale, c'est aussi d'autres formes de participation des salariés à la vie de l'entreprise. Le mouvement syndical français est parfois considéré comme une facilité par ceux qui ne veulent rien changer. Oui, je souhaite un syndicalisme fort et responsable. Lorsque je recevrai les partenaires sociaux, d'ici la fin du mois, représentants des salariés et des entreprises, je dirai aux uns et aux autres que la négociation collective doit retrouver un nouveau souffle.

« Vous le comprenez bien, le combat contre le chômage et l'exclusion est la première des urgences. C'est celle à laquelle j'attache le plus grand prix.

« Combattre l'insécurité urbaine »

« Mais ce n'est pas la seule urgence. Il faut aussi lutter contre l'insécurité urbaine, dans le respect des droits de l'homme et du citoyen.

« Transformer la ville, donner une autre image de nos banlieues. Michel Delebarre a amorcé cette action courageusement et il n'y a pas eu, l'an passé, les troubles que l'on annonçait. J'ai demandé à Bernard Tapie de donner une nouvelle impulsion à cette action. A lui d'imaginer, avec Frédéric Bredin, les formes les mieux adaptées pour redonner le goût de la vie et du succès aux jeunes défavorisés. Je sais ce que c'est, je l'ai vécu. Il faut leur redonner l'espoir, l'envie de s'en sortir, l'accès à l'emploi. Je fais confiance au ministre de la ville et nous serons, l'un et l'autre, jugés à nos résultats.

« Nos sociétés complexes ne peuvent pas vivre si les règles du jeu ne sont pas respectées, si l'on peut dégrader les biens et attaquer les personnes. Bien sûr, il faut prévenir. Il faut traiter les causes sociales de la délinquance. Mais il faut aussi faire respecter le droit. L'insécurité, nous le savons, frappe d'abord les Français les plus défavorisés. La sécurité est l'un des tout premiers droits de l'homme. J'entends qu'il soit absolument garanti et qu'il soit garanti pour tous.

« Là non plus, il n'y a pas de recettes miracles : il y a la volonté d'agir et de bouger, il y a la loi, les habitudes.

« L'urgence, enfin, dans la lutte contre la corruption.

« Les décideurs en général, et les décideurs publics en particulier, n'ont pas failli.

« Dans leur écrasante majorité, je les sais honnêtes. Mais, dans nos sociétés d'argent, les tentations sont grandes. Et dans nos sociétés d'information, les exigences de transparence sont fortes. Si le pays veut retrouver confiance en lui-même, il faut d'abord qu'il retrouve confiance en ceux qui le représentent et en ceux qui le dirigent.

« Avec le garde des sceaux, Michel Vauzelle, je veux publiquement apporter mon soutien aux juges qui poursuivent la fraude, sans autre passion que celle du droit. On soupçonne certains hommes publics de s'être enrichis personnellement de manière illicite. S'ils sont innocents, ils doivent être disculpés ; s'ils sont coupables, ils doivent être châtiés ; dans tous les cas, la justice doit passer. Disons-le haut et fort : qui attaque la justice attaque la République.

« J'apporte également mon soutien aux policiers qui travaillent consciencieusement sous le contrôle des juges pour traquer les corrupteurs.

« Mais je voudrais être plus clair encore. J'entends vider l'abcès de la corruption. J'ai demandé au garde des sceaux de pousser les fers de la justice et du châtiment pour les coupables.

« Toutes les procédures seront conduites à leur terme, dès lors qu'elles révéleront des actes frauduleux commis à des fins d'enrichissement personnel. Je souhaite que cet assainissement soit conduit par la justice avec célérité et sévérité. Pour la part qui revient au parquet, le garde des sceaux y veillera. Toutes dispositions seront prises par la chancellerie afin de faciliter l'aboutissement rapide des procédures, dans le respect, bien entendu, des décisions des juges.

« Pouvoirs de la COB ou du conseil de la concurrence, répression du blanchiment de l'argent sale : les Français le savent, je n'ai jamais hésité. Il en ira de même pour toutes les formes de corruption. S'il est des dossiers qui traquent, croyez-moi, ils ne traqueront plus.

« Il faut guérir la corruption, il faut la prévenir aussi. Nous avons déjà fait beaucoup, il faut faire plus encore. Un groupe de personnalités irréprochables me fera des propositions sur des mesures immédiates de moralisation des différentes opérations qui peuvent être sources de profits illicites.

« Un texte de loi obligera à la publication et au contrôle du patrimoine et du revenu des élus, et modernisera le régime des incompatibilités car, faut-il le rappeler, jamais, depuis l'indépendance de l'intérieur privé. Enfin, s'il existe encore des élus qui, à quelque niveau que ce soit et à quelque parti qu'ils appartiennent, ne respectent pas les nouvelles règles de financement de l'activité politique, qu'ils le sachent : le gouvernement sera impitoyable.

« Voilà des mesures simples, des mesures concrètes, des mesures immédiates. C'est cela que nous proposons aux Français pour rele-

ver le défi de l'Europe et lutter contre le chômage, l'insécurité et la corruption. En dix ans, nous avons assuré le redressement économique de ce pays. Nous devons ensemble poursuivre son redressement moral. La France nous le demande, et nous devons l'entendre. Oui, la France marche. Si elle sait s'attacher aux maux qui la frappent comme ils frappent tous les pays occidentaux, alors elle peut marcher mieux encore. Elle marche vers son avenir. Il faut continuer de la préparer.

« Mes prédécesseurs ont contribué à défricher le futur. Nous poursuivrons l'œuvre accomplie, et nous l'amplifierons, sur six grands chantiers :

« Premièrement, l'éducation, et notamment le développement de la formation en alternance dont le gouvernement précédent a eu l'heureuse initiative. L'école prépare l'avenir de la France. Nous devons préparer l'avenir de l'école. On ne la bouleverse pas à la hussarde comme le voudrait l'opposition. Je souhaite que Jack Lang ouvre un débat avec les parties intéressées : parents, élèves, et professeurs, bien sûr, à qui il faut rendre hommage. L'objet ? Un projet de modernisation de l'éducation à la hauteur des exigences de l'an 2000, qui tienne compte de l'œuvre entreprise par Lionel Jospin. L'esprit de réforme ? Ni statu quo ni précipitation ; une modernisation négociée.

« Deuxième grand chantier, la sécurité sociale. Même objectif et même méthode. Les comptes doivent être en équilibre. Que l'on ne me dise pas que c'est impossible : en 1983, en 1984, en 1985, ils l'étaient. Tout sera fait en ce sens. Mais bien gérer ne suffit pas ; il faut aussi accroître l'efficacité avec l'adhésion de chacun. Je veux rassurer les Français : il n'y aura pas de médecine à deux vitesses, il n'y aura pas de remise en cause des retraites. Nous engagerons une réforme importante : la distinction claire entre les fonctions de solidarité nationale, assumées par l'Etat, et les fonctions d'assurance collective, assumées par la Sécurité sociale. Je demanderai à M. Teulade de me faire des propositions à cet effet.

« Troisième chantier, la protection du cadre de vie et de l'environnement. Beaucoup a été fait, et je rends hommage aux précurseurs. Nous continuerons. La recherche des équilibres écologiques doit infuser toute la politique gouvernementale. Chaque fois qu'un ministre prend une décision, il doit se demander : quel impact sur l'environnement ? J'attends en particulier de l'équipe jeune et créative qui m'accompagne en ce domaine — Sébastien Royat, Marie-Noëlle Lienemann, et Jean-Louis Bianco — des idées concrètes sur la manière de réformer les déclarations d'utilité publique et les procédures judiciaires en matière d'environnement. Bref, il faut une deuxième phase au plan national voté en 1990.

« Quatrième chantier, la modernisation du service public. Ni les exigences de la compétition économique, ni la construction européenne, ni la décentralisation n'impliquent l'effacement de l'Etat qui est porteur de solidarité et de

progrès. La France ne peut se permettre de vivre avec un Etat faible. Nous avons au contraire besoin d'un Etat fort, c'est-à-dire d'un Etat à la fois moderne, respectueux des droits et libertés et pleinement efficace. La rénovation engagée devra continuer. Et je demande que l'administration de la justice en soit la première bénéficiaire.

« Cinquième chantier, l'intégration des immigrés. Il faut le redire, l'immigration illégale est inacceptable. Et la maîtrise des flux migratoires est une nécessité qui s'impose à tous les pays européens. Comme ses prédécesseurs, le gouvernement sera inflexible sur ce point, de même que sur le droit à l'intégration des immigrés régulièrement installés sur notre sol. J'entends à l'extrême droite, et parfois même ailleurs, que les immigrés n'auraient aucun droit. Cela n'est pas vrai : ils ont les droits et les devoirs de toute personne résidant sur le sol national. Ils ont le droit de vivre dans le calme, la dignité et la sécurité. Ils ont le droit de pratiquer leur religion et de défendre leur identité. Mais ils ont aussi des devoirs. Et ils ont d'abord le devoir de respecter les usages de la France et les lois de la République. Je pense à la laïcité.

« Je pense aussi aux femmes qui doivent bénéficier de l'égalité que notre loi leur reconnaît. Ce n'est pas vrai seulement des femmes issues de l'immigration. J'attache la plus grande importance aux progrès de l'égalité des sexes et donc au travail de Véronique Niertz. Mais c'est vrai aussi des femmes d'origine étrangère. La polygamie, je la cite à titre d'illustration, ne peut être acceptée chez nous. Conformément aux recommandations du Haut Conseil à l'intégration, le gouvernement cherchera les voies et les moyens de mettre fin à l'avenir, au regroupement familial pour plusieurs épouses. Je souhaite qu'en matière d'intégration, en liaison avec le Haut Comité, notre politique soit clairement exposée aux Français avant la fin de l'année.

« Ultime grand chantier, la paix et le désarmement. Les Français, et ils ont raison, souhaitent un monde stable. Nous devons donc bâtir un nouvel ordre de paix, de désarmement, et de partage des richesses. Comment peut-on accepter, en cette fin de vingtième siècle, que tant d'argent soit consacré à fabriquer la mort et si peu à préserver la vie ? Le sous-développement et le surarmement sont un camouflet à la conscience humaine. La politique étrangère de François Mitterrand, depuis plus de dix ans, témoigne que nous ne tolérons pas ce spectacle humiliant. La France n'a pas ménagé ses efforts pour que des décennies de Yalta et des ruines malheureuses du sous-développement naissent un monde régi par le droit et non plus par la force. Cette tâche à laquelle travaille si efficacement Roland Dumas sera poursuivie.

« C'est à tout cela aussi que s'attache Pierre Joxe. Notre armée devra être adaptée aux temps nouveaux. Elle sera plus mobile, mieux formée aux techniques sophistiquées de détection des crises régionales et du terrorisme international.

Restait à y associer le PC. En soutenant « la modernisation portuaire » engagée par M. Le Drian, c'est-à-dire la remise en cause du statut des dockers, que l'on croyait en passe d'être abandonnée, M. Bérégovoy s'est gardé de donner des pages aux communistes. Mais, outre que sur ce dossier le dernier mot n'est pas dit, la priorité sociale affichée par le gouvernement pourrait fournir au PC un bon prétexte pour appliquer en 1993 la traditionnelle discipline républicaine. La rumeur (démentie) du prochain départ de M. Marchais de son poste de secrétaire général ne peut qu'encourager ceux des communistes qui souhaitent sortir le PC de son isolement.

L'opposition, pour sa part, voit dans l'abandon de la proportionnelle le signe que le chef de l'Etat a en tête de renouveler les « coups » de 1981 et 1988, c'est-à-dire des élections législatives organisées dans la foulée d'une élection présidentielle. Ils se disent convaincus que M. Mitterrand, après avoir divisé la droite sur l'Euro, profitera du raccourcissement de la durée du mandat présidentiel pour se débarrasser de ses fonctions et placer son orbite sur le successeur. Une telle perspective ne les rassure pas. C'est au moins la preuve que les discours de M. Bérégovoy ont atteint son but : reconforter la gauche et troubler l'opposition.

THOMAS FERENCZI

Message reçu

Suite de la première page

Puisqu'il a onze mois pour « décider, expliquer, conclure », le verdict tombera en mars 1993, aux élections législatives : si, à cette date, les chiffres du chômage ont baissé, si les banlieues n'ont pas été le théâtre d'incidents graves et si des condamnations ont été prononcées contre des hommes publics coupables d'actes frauduleux, alors la gauche pourra espérer, sinon la victoire, qui demeure improbable, au moins une nette remontée, qui permettrait au chef de l'Etat de préserver l'avenir.

Les priorités sont clairement définies, le calendrier — imposé par les échéances électorales — est fixé, les moyens sont donnés : en évitant l'effet de catalogue, auquel M^{me} Cresson n'avait pas su échapper il y a dix mois, et en choisissant un ton qui allie la fermeté à l'ouverture, équilibre de la démagogie et de l'incantation, M. Bérégovoy a tenu le langage que beaucoup, sans doute, attendaient.

De plus, en renonçant publiquement à modifier le mode de scrutin avant les législatives, il a calmé le jeu, privant l'opposition d'un de

ses arguments les plus efficaces. Il est vrai qu'il lui en a laissé d'autres, en cours de séance, dans une polémique sur les « affaires » qui a en partie gâché l'effet positif de son discours. Ses adversaires n'ont pas manqué l'occasion d'exploiter cette erreur, qui a permis à l'investiture de se donner libre cours, alors même que le premier ministre prétendait y mettre fin. Mais cette fausse manœuvre n'a pu effacer l'impression de solidité et de volonté laissée par le nouveau chef du gouvernement.

La coalition

« Vert-rose-rouge »

Toutefois, M. Bérégovoy ne s'est pas contenté d'exposer les thèmes d'une campagne électorale appelée à durer presque un an, il a aussi tracé les lignes d'une possible alliance politique avec ceux qui pourraient, le moment venu, aider les socialistes à remonter la pente. Les écologistes sont les premiers visés. Le premier ministre leur a certes refusé le changement de mode de scrutin qu'ils appelaient de leurs vœux et leur a dit, non

sans courage, qu'il n'était pas question de renoncer aux « infrastructures de transport », c'est-à-dire aux autoroutes, dont ils ont fait leur cheval de bataille. Mais il leur a offert en échange un double cadeau : la recherche du partage du travail, qui est un de leurs grands objectifs, et surtout la suspension des essais nucléaires en 1992.

Les premières réactions des Verts sont, il est vrai, plus réservées, puisqu'ils ne relèvent dans les propos de M. Bérégovoy qu'un « simple inflexionnement » de son discours habituel de ministre de l'économie et des finances. M. Brice Lalonde n'a pas été plus indulgent, accusant les socialistes de refuser aux écologistes « le droit à l'existence ». Toutefois, le chef de file de Génération Ecologie a aussitôt envisagé l'éventualité d'accords électoraux réservant à sa formation une trentaine de circonscriptions. On peut imaginer que les amis de M. Antoine Waechter ne resteraient pas insensibles à des propositions de cette nature, rendues nécessaires par le maintien du scrutin majoritaire.

M. Laurent Fabius, qui aura son rôle à jouer dans la préparation des élections en tant que premier secrétaire du PS, est allé plus loin encore en direction des écologistes en prononçant dans son intervention une « véritable restructuration écologique de la société ». La coalition « vert-rose-rouge » qui dirige le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais apparaît, à l'évidence, aux socialistes comme une vraie chance, voire comme un modèle.

POLITIQUE

du premier ministre au Parlement

Moratoire sur les essais nucléaires : la dissuasion n'a plus la même priorité

La suppression par la France de sa campagne 1992 d'expérimentations nucléaires en Polynésie s'inscrit dans une série d'initiatives unilatérales qui tendent, depuis l'été dernier, à accréditer la thèse selon laquelle la dissuasion - en dépit des affirmations répétées du gouvernement - n'a plus la priorité impérieuse qu'elle avait depuis le début de la V^e République. Certes, en lui-même, ce moratoire ne devrait pas entraîner de nouveaux retards dans la modernisation de l'actuelle panoplie nucléaire, puisque, déjà, du fait des incertitudes qui ont pesé sur l'exécution des dernières phases de ses projets de mise à jour de l'arsenal existant sont en sursis, ont été annulés ou accumulent les retards. Mais la suspension des essais prévus sur l'atoll de Mururoa intervient après d'autres décisions, qui ont le même effet sur l'agencement de la dissuasion.

Enfin, lors de la préparation du son budget pour cette année, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a pris acte d'annoncer que, pour la première fois depuis trente ans, la part des crédits militaires diminuait au sein du budget global.

Une nécessité moins impérieuse

Il s'agit donc d'un ensemble de décisions qui vont, en réalité, dans le même sens, à savoir que le maintien de la dissuasion - avec la fin de la tension Est-Ouest et la démantèlement du pacte de Varsovie - plaide en faveur d'une reconstruction des forces armées françaises privilégiant d'urgence l'effort au profit de l'espace et de la mise au pied d'unités classiques, certes nombreuses, mais plus professionnelles et mieux équipées. La moindre part attribuée au nucléaire peut être alors présentée par le gouvernement comme un geste de bonne volonté de la France de s'associer, de sa propre initiative, à un désarmement nucléaire Est-Ouest qui, à ce jour, n'est pas encore aussi spectaculaire dans les faits que Washington et Moscou voudraient le faire accroire.

Du même coup, la continuation des expériences militaires dans le Pacifique peut apparaître comme une nécessité moins impérieuse. Au-delà des calculs, les mises au point de simulations en laboratoire, le besoin d'expérimentations en vraie grandeur s'impose à un pays qui - à la différence d'autres États qui participent du mouvement général de la prolifération nucléaire dans le monde - cherche à limiter les armes les moins sûres possibles. Un pays dit proliférant se contente de fabriquer des bombes « sales », qu'il peut ne pas tester. En revanche, cela permet de garantir un contrôle de la mise à l'essai de toute sécurité, de la respecter selon des critères de coût-efficacité, de donner la priorité à certains de ses efforts sur le terrain plutôt qu'à d'autres, et de répartir différemment les ingrédients qui la composent ou de chercher à améliorer l'engin « furtif » pour éviter une détection précoce.

Depuis l'été 1960, année de la première explosion au Sahara, la France a procédé à quelque dix mille essais aériens ou souterrains, puis uniquement souterrains à partir de 1974. Les sites de Mur-

de Fangua sont devenus opérationnels en 1973. Au plus fort des campagnes, on a compté jusqu'à une douzaine de tirs, mais depuis 1979 les expériences d'une demi-douzaine par an se font à l'exception d'en ramener le nombre à quatre.

En 1969, le général de Gaulle, alors président de la République, avait annulé la campagne prévue - dégageant une économie de 200 millions de francs de l'époque - pour réduire les dépenses de l'État après les événements de mai 1968. Le moratoire de 1974 ne devrait pas permettre de dégager des économies importantes, puisque le fonctionnement quotidien et l'entretien des sites continuent et que les hommes et matériels restent immobilisés sur place.

Les industriels les plus touchés

À première vue, les conséquences de cette interruption d'un an sur les programmes d'armement limités, en raison des dépenses élevées imposées à leur apparition. Deux exemples peuvent notamment en témoigner.

Le nouveau sous-marin stratégique lance-missiles, la classe le Triomphant, a pris lui-même du retard : le premier bâtiment de la

classe ne sera pas en opérations avant la mi-1995 avec les missiles actuels M 45 et pas avant l'an 2005 avec le nouvel engin M 5. L'avion Rafale, de son côté, ne devrait pas être en service avant l'année de l'air en flottille embarquée à bord du Charles-de-Gaulle en 1998 avec ses missiles air-air AASM.

Quant au programme nucléaire en gestation, qu'il s'agisse d'un réacteur destiné au plateau d'Albi ou du missile ASLR (en coopération ou non avec le Royaume uni), il ne devrait pas voir le jour avant la fin de l'année prochaine. Le thème relatif à l'énergie atomique (CEA) et la Direction des opérations nucléaires (DIRCEN), qui sont associés à l'étude, la mise au point et la fabrication des têtes, ont subi quelque temps de retard.

Si la suspension des essais en 1992 ne devrait pas trop hypothéquer la préparation des nouvelles générations de charges nucléaires, ce sont, en revanche, les industriels de la défense - « avionneurs », « missiles », « électronique » - responsables du « porteur » d'armes, qui auront subi les plus lourds impacts. La prochaine loi de programmation militaire va, en

effet, entériner et, peut-être même, accélérer les retards des systèmes d'armes à venir : la réduction des commandes, au point qu'on s'attend à quelque 100 000 suppressions d'emplois (sur les 400 000 du secteur) d'ici au milieu des années 90.

JACQUES ISNARD

Satisfaction dans les pays du Pacifique sud

Les pays du Pacifique ont salué la décision de la France de suspendre ses essais nucléaires dans la région. Le secrétaire général du Forum du Pacifique sud, M. Ieremia Tabai, a demandé que les puissances nucléaires du monde suivent l'exemple de la France, ajoutant que la France doit être un partenaire sérieux du développement dans la région, son programme d'essais nucléaires doit d'abord être arrêté. A Wellington, le premier ministre néo-zélandais, Jim Bolger a félicité de cette décision, notant que « les Français ont également invité les autres nations à suivre leur exemple ». L'ancien chef du gouvernement travailliste David Lange a estimé qu'il y avait « un changement notable de la philosophie politique française ».

SYDNEY

Le correspondant

La décision française a été accueillie avec enthousiasme par l'Australie. Le ministre des affaires étrangères, le sénateur Gareth Evans, en visite à Tokyo, a qualifié, jeudi 9 avril, cette mesure de « responsable et digne d'un homme d'État ». M. Evans a déclaré qu'il ne s'applique qu'en 1992. J'aurais aimé que le gouvernement français s'engage de manière permanente à abandonner les essais. Le contexte international (de l'après-guerre froide) rend une telle décision difficile.

M. John Kerin, qui assure l'absence des affaires étrangères en l'absence de M. Evans, s'est félicité de « la tournure des événements ». « Avec les autres pays du Forum, l'Australie a travaillé pour réduire la dépendance des Français. Le moratoire, bien que d'une durée limitée, est un pas important pour la France dans la réduction de sa dépendance des armes nucléaires par les superpuissances (...). Nous espérons que M. Mitterrand, qui a promis qu'on avait un moratoire à la course aux armes nucléaires, le fera respecter ».

Pour sa part, le directeur de l'organisation Greenpeace en Australie, M. Paul Gilding, a félicité le gouvernement de la décision. « C'est la meilleure nouvelle que nous ayons eue depuis longtemps. Après des années de pression sur le gouvernement français, nous sommes satisfaits que vingt ans de campagne soient payés ».

SYLVIE LEPAGE



Villages Exposition Domexpo, venez essayer 120 maisons d'un seul coup.

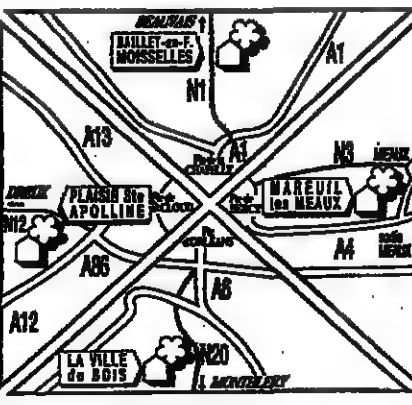
Un Domexpo, c'est un village où sont rassemblés, grandeur nature tous les types de maisons possibles et imaginables. De vraies maisons, en dur, toutes différentes. meublées et décorées, prêtes à subir votre essai, sous toutes les coutures. D'un seul coup, toute liberté, vous faites le tour du marché. Venez, il y a 4 Domexpo autour de Paris. Quand on rêve d'une maison, c'est la meilleure sortie pour rentrer un jour chez soi. (Informations complémentaires 36 15 Domexpo).

GRATUIT, 7 JOURS SUR 7. 365 JOURS PAR AN. DE 9 H À 19 H.

rentes, meublées et décorées, prêtes à subir votre essai, sous toutes les coutures. D'un seul coup, toute liberté, vous faites le tour du marché. Venez, il y a 4 Domexpo autour de Paris. Quand on rêve d'une maison, c'est la meilleure sortie pour rentrer un jour chez soi. (Informations complémentaires 36 15 Domexpo).

Venez prendre l'air en hélicoptère.

Dans les Domexpo, survoler la région où vous vivez peut-être un jour. Pour un prix réduit et éventuellement pour rien : 10 baptêmes de l'air à gagner chaque semaine par tirage au sort sur place. (Jeu sous obligation d'achat, règlement consultable sur l'urne. Informations complémentaires 36 15 Domexpo).



pour rien : 10 baptêmes de l'air à gagner chaque semaine par tirage au sort sur place. (Jeu sous obligation d'achat, règlement consultable sur l'urne. Informations complémentaires 36 15 Domexpo).

Découvrez les bons coins de l'an 2000.

Un terrain à 50 km de Paris, c'est moins cher qu'à 20. Pourtant, demain c'est lui qui sera peut-être le plus proche grâce aux nouvelles liaisons rapides. gratuitement la carte des futurs transports de la région parisienne en tapan

36 15 DOMEXPO

Domexpo
LES VILLAGES EXPOSITION

ALTERNATIVE

La déclaration de politique générale du premier ministre au Parlement

Le fantôme de la proportionnelle intégrale s'évanouit

La fixation de la proportionnelle départementale, modèle 1986, est

Ce dernier système est réclamé par les communistes, par les écologistes et par l'Europe unie, le mouvement dirigé par M. Jean-Pierre Soisson, mais aussi par le Front national, auquel il permettrait d'entrer, comme en 1986, au Palais-Bourbon. Cette mesure contrebalancerait le souci du PS de rechercher des alliances nouvelles et de réduire la marge de la droite.

PATRICK JARREAU

Immigration : rééquilibrage

En attendant ces nécessaires éclaircissements, le premier ministre a annoncé son intention de mettre fin (...) au regroupement familial (plurielles épouses). Le regroupement familial, qui permet à un travailleur immigré de faire venir avec lui sa famille du pays, à condition qu'il dispose d'un logement adéquat, n'est pas en conformité légale d'entrée en France. Les cas de regroupements polygamiques ne touchent que quelques centaines de trente-sept mille per-

PHILIPPE BERNARD

Méthode

BRUNO FRAPPAT

Les Verts : « Un simple infléchissement »

M. Le Pen (FN) : des « injures »
qui « disqualifient moralement » le
ventre ministre. — M. [nom]
Le Pen a estimé, mercredi 8 avril,

Le Front de libération de la Polysie : « Une grande nouvelle. » — C. O. Ternari, dirigeant du Front de libération de la Polysie (indépendantiste), a salué, le 10 avril, la suspension des combats. « C'est comme une grande nouvelle », a-t-il ajouté, et je pense que nous allons dans le bon sens même si les milliards qui ont été enfoncés dans le sol de Munroa sont irrécupérables.

Patronat et syndicats réservés

M. Lalonde (Génération Ecologie) : « Une déception, il y a ». ■ **Bernie Lalonde**, président de la Génération Ecologie, a fait part, mercredi 8 avril, de sa « déception » vis-à-vis de l'annonce du maintien au scrutin majoritaire pour les élections législatives de 1993. « Il y a eu un risque énorme de passer un certain nombre de militants à la révolte », a ajouté M. Lalonde. Il a cependant assuré que les écologistes ont fait « la preuve qu'ils sont capables de prendre des responsabilités ».

**A l'attention
des femmes**

CHRISTIANE CHOMBEAU

LE MONDE
diplomatique

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Le Monde
ÉDITIONS
Huitième des titres
NOUVELLES DE
LA GUERRE D'ALGÉRIE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

JUSTICE

Le procès de Fouad Salah devant la cour d'assises de Paris

Vertus et vertiges d'un dialogue

Injures et incidents ont émaillé la cinquième audience du procès de Fouad Salah, mercredi 8 avril, devant la cour d'assises de Paris. Mais le plus marquant fut la volonté, manifestée par plusieurs victimes, de dialoguer avec le principal accusé.

À la fin de l'audience, elle a été entendue dans une cour d'assises par un dialogue ébauché, brisé, repris, rompu, interrompu soudain. Fouad Salah, assis au mur, serrant son Coran, non sans l'ouvrir mais prisonnier d'une rhétorique érudite et asphyxiante.

À la barre, une jeune femme frêle. Une avocate stagiaire de vingt-huit ans, Brigitte Bérail, grièvement blessée à la jambe et au pied dans l'attentat du rue de Rennes. Une jeune fille blonde du commun, plus soucieuse de parler à Salah que de dire sa peine infinie : « J'ai vu son père jeter quelque chose dans la poubelle et je ne l'ai jamais revu ».

Dialogue ébauché. Dialogue-vertige quand Brigitte Bérail, d'une fine voix entraîne le cours à sa suite : « Je pense être assez intéressée pour savoir ce qui s'est passé dans votre tête. Je ne comprends pas l'Orient, mais je veux en savoir plus. Je ne comprends pas l'Orient, mais je veux en savoir plus. Je ne comprends pas l'Orient, mais je veux en savoir plus ».

« Vous avez dit que vous n'avez pas le courage de le faire vous-même. Vous avez dit que vous n'avez pas le courage de le faire vous-même. Vous avez dit que vous n'avez pas le courage de le faire vous-même ».

« Oui, je réfléchis. Je comprends les raisons qui vous ont poussés à le faire, mais pas les moyens. Vous lutter contre les injures, il

ne peut voir des injures injures injures.

« J'y étais ! J'étais à Salah. J'ai été en Algérie, en Libye, en Iran, je suis allé à la prison de la prison, j'ai dormi dans la prison ».

« Ne dites pas, ce que je ne comprends pas, c'est que vous voulez le mort de personnes innocentes ».

« C'est ma mort que vous voulez ? ».

« Je respecte vos souffrances ».

« C'est, mais qui les avez créées ».

« Je mène mon combat ».

« Vous pouviez le mener autrement ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Vous n'êtes pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

l'on peut voir des injures injures injures.

« J'y étais ! J'étais à Salah. J'ai été en Algérie, en Libye, en Iran, je suis allé à la prison de la prison, j'ai dormi dans la prison ».

« Ne dites pas, ce que je ne comprends pas, c'est que vous voulez le mort de personnes innocentes ».

« C'est ma mort que vous voulez ? ».

« Je respecte vos souffrances ».

« C'est, mais qui les avez créées ».

« Je mène mon combat ».

« Vous pouviez le mener autrement ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Vous n'êtes pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

l'on peut voir des injures injures injures.

« J'y étais ! J'étais à Salah. J'ai été en Algérie, en Libye, en Iran, je suis allé à la prison de la prison, j'ai dormi dans la prison ».

« Ne dites pas, ce que je ne comprends pas, c'est que vous voulez le mort de personnes innocentes ».

« C'est ma mort que vous voulez ? ».

« Je respecte vos souffrances ».

« C'est, mais qui les avez créées ».

« Je mène mon combat ».

« Vous pouviez le mener autrement ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Vous n'êtes pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

« Je ne suis pas un combattant ».

Au tribunal correctionnel de Nice

Une mère célibataire condamnée à un an de prison pour non-représentation d'enfants

À la fin des années 60, Danielle Rossi, en 1991, Danielle Rossi, une mère célibataire âgée de quarante-sept ans, n'avait pas remis ses deux dernières filles âgées de onze ans et dix ans, au foyer de la DDASS dans lequel elles étaient placées. En détention provisoire depuis le 27 septembre après avoir été inculpée de non-représentation d'enfants, elle a été condamnée le 7 avril à un an de prison par le tribunal correctionnel de Nice.

NICE

« Qu'est-ce que vous voulez dire dans le peuple, sur des images de l'été ? », lui demande Jean-Luc Laurent, victime lors de l'attentat commis à l'hôtel de ville.

« L'islam », le mot de la semaine. Les Exco français fournis à l'Irak ne frappent pas l'Irak Khomelny mais des écoles au Iran.

« Votre réponse m'aiderait à ajouter du caractère au terrorisme ».

« Non, il répondra par la violence », dit l'accusé. Irrité par les questions répétées de Salah au Coran, Amel Alsioune, 40 ans, 70 % de l'attentat aux Galeries Lafayette, la coupe : « Je suis musulman et je pratique, il n'y a qu'un Dieu, pas trente-six. »

« Tu es algérien, alors rappelle-toi ce qu'il s'est fait à tes parents ».

« Répondez d'abord ».

« Les Français vous ont assassinés, Le Pen et Mitterrand ».

« Répondez à ma question. Je veux que justice soit rendue ».

« Que Dieu le guide ! ».

« Tu m'as retourné le pabli ».

Prochaine audience, jeudi 8 avril.

LAURENT GREISAMER

retrouve seule ses six enfants à charge.

En 1981, elle lance son premier appel au secours. « Aidez-moi à vivre avec mes enfants », demande-t-elle. « Laissez-nous les enfants, nous nous en occuperons », répond la DDASS.

Dialogue de sourds. « Elle demandait une solution dans laquelle elle aurait inclus son non exclu comme ce fut le cas avec le placement de ses enfants. Elle n'a jamais voulu s'en séparer », explique son avocat, M. Olivier Arnaudet. Pour son défenseur, une guerre commence entre elle et les services sociaux.

En 1987, la justice lui reproche d'abandonner ses enfants sur un parvis d'hôpital alors qu'elle avait, depuis longtemps, les enfants au foyer où ils étaient placés. Son avocat explique qu'elle avait voulu leur confier l'établissement car elle ne savait pas les soigner. L'épisode lui valut une première condamnation à trois mois de prison. « C'est la première fois que j'ai voulu reprendre mes enfants. Ils ont un véritable sentiment maternel », argumente M. Arnaudet.

Les psychologues intervenant dans le dossier de Danielle Rossi se penchent sur le plan social. Pourtant aucun un cadre de conséquences de son attitude sur le devenir des enfants. Les benjamins parlent de leur mère « une tendresse », la mère « gentille », disent les rapports des experts. Les aînés, désormais majeurs, déclarent ne plus vouloir vivre « la guerre » avec leur mère.

Dans une requête, le substitut Jean Couton décrit une « femme normale » qu'il faut déchoir de son statut parental. Les conditions de vie de Danielle Rossi ne permettent pas aux enfants de suivre une scolarisation normale. Elle n'a pu assurer la punir ? « Mon premier enfant n'est pas le maître de la mère en prison », explique M. Couton. Il faut protéger une situation de l'intérêt des enfants. Ils doivent vivre de manière normale et pouvoir suivre une année leurs cours sans être assaillis par les visites de leur mère. Il faut donc leur imposer la règle de la solidarité fédérale, d'un adulte.

« Je ne suis pas une criminelle », dit Danielle Rossi, qui n'a jamais été condamnée pour des faits de droit commun. Mais que pour la justice c'était une récidive. A l'avocat qui demande une meilleure gestion des visites de sa mère, le tribunal a répondu que la mère n'a pas le droit de voir ses enfants, par une peine d'un an de prison.

« Je ne suis pas une criminelle », dit Danielle Rossi, qui n'a jamais été condamnée pour des faits de droit commun. Mais que pour la justice c'était une récidive. A l'avocat qui demande une meilleure gestion des visites de sa mère, le tribunal a répondu que la mère n'a pas le droit de voir ses enfants, par une peine d'un an de prison.

Dans sa réponse, M. Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, a délibérément placé le débat sur le terrain revendicatif et politique. Les moyens en postes, la crise de recrutement, la déconcentration des personnels sont, à ses yeux, autant de sujets sur lesquels le SNI et le SNES doivent avoir des positions communes. « Alors, qu'est-ce qui fait problème pour en faire une position fédérale, a-t-elle ajouté, et aller ensemble les revendiquer auprès du nouveau ministre ? »

Et elle a exprimé, une fois de plus, le souhait de voir la FEN « sauver à tout prix son immense potentiel ».

Peine perdue pour M. Guy Le Néouannic, qui, au terme des débats, ne déclarait dans les propos des syndicats minoritaires « aucune évolution positive sur le fond ». Le dénouement devrait normalement avoir lieu dans les prochaines semaines.

CHRISTINE GARIN

EN BREF

■ M. Bernard Tapie condamné pour ses propos sur l'Express. La première chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Alain Lacabaratz, a condamné, mercredi 8 avril, M. Bernard Tapie à verser un franc de dommages-intérêts à l'hebdomadaire l'Express pour les propos jugés « injurieux ». Le 12 novembre 1991, au numéro 2, M. Tapie avait déclaré : « C'est sérieux l'Express, 800 000 francs dans l'année de dommages-intérêts ». Le tribunal a déclaré qu'il n'y avait pas de diffamation puisque l'Express reconnaissait avoir été condamné à verser à M. Tapie 80 000 francs le 3 juillet 1991, mais qu'en citant un chiffre inexistant, M. Tapie avait commis une « faute ».

■ Le maire de Sainte-Geneviève-des-Bois inculpé de corruption. M. Pierre Champion, maire (div. r.) de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), a été inculpé, mercredi 8 avril, de corruption par M. Guy Joly, président de la troisième chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. M. Champion aurait bénéficié en 1989 d'un voyage aux États-Unis d'un montant de 73 000 F payé par l'entreprise de bâtiment TDRP, dirigée par Joseph Choukroun. Ce dossier par Joseph Choukroun, qui avait conduit en 1989 à l'inculpation du PDG de la COGEDIM, Michel Mauer, du PDG de la SUEMIL Ile-de-France, Jacques Perche, et de l'ancien comptable des frères Zémour, Joseph Choukroun.

■ M. Trager remis en liberté sous caution. La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers (Maine-et-Loire) a ordonné, mercredi 8 avril la remise en liberté de M. Trager, un industriel inculpé de des affaires de Guyer factures. Incarcéré depuis le 10 janvier,

HORS-SERIE

le nouvel
Observateur
L'ESPAGNE

PAR

Fernando Arrabal Dominique Lemaire
 José María José Cela Juan Goytisolo
 Michel del Castillo Paul Rabanne
 Guilhem Clément Jorge Semprun
 Michel Debussche Maurice Carême Montalban...

Du flamenco à l'humour, de la movida à la corrida, du Séville de l'Espagne à la Barcelone des JO, du Madrid, capitale culturelle de l'Europe, en traversant la péninsule d'Albacorque à l'Atlantique, des nuits d'Andalousie au bleu des Baléares, vingt-neuf articles nous découvrent l'Espagne, les Espagnols et tout ce qui est espagnol.

Vingt-neuf textes inédits pour faire le tour de la péninsule ibérique.

40 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**RENAUD
AU CASINO!**

**A PARTIR DU 11 MAI
AU CASINO DE PARIS**

LOCATION: 49 95 99 99

FRANÇOIS VINCENOT GASTORE/3615 THEA

RESA, 11-15, JEUX: 11/13/15/17/19/21/23/25/27/29/31/33/35/37/39/41/43/45/47/49/51/53/55/57/59/61/63/65/67/69/71/73/75/77/79/81/83/85/87/89/91/93/95/97/99

Sidonie

CULTURE

DANSE

Chorégraphies de printemps

En avril, les événements se multiplient.
Bluff des démarches sincères?

«Nouvelles», rencontre organisée à Strasbourg par le centre culturel Pôle sud, et Festival parallèle, à l'Opéra de Lille, sont deux événements phares, de ceux qui sont capables de drainer ponctuellement public et médias; ils ont lieu simultanément, du 2 au 5 avril, et ont montré une vocation et des programmations communes: présenter le travail qui se pratique en région, en France, en Europe (voire au Québec pour les Lillois).

Actuellement, ces manifestations affectionnent les formes courtes, cherchant en priorité les chorégraphes susceptibles de développer une œuvre dans les années à venir. Tout le monde cherche des succès, mais aux stades des années 80 qui ont contribué à l'essor de la danse. La Ferme du Buisson, à Paris, a reçu le mardi 7 avril, dans le cadre de l'été de la danse, une dizaine de chorégraphes, dont certains étaient à Strasbourg et à Lille: la Portugaise Vera Mantero, les Suisses Andréas Schmid et Nathalie Pernette, l'Espagnole Angèle Margarit, Anita Mathieu, responsable de la danse, s'explique: «Nous n'avons pas collaboré avec Lille et Strasbourg, mais il y a des sensibilités qui, en ce moment, se rejoignent, comme cette envie de regarder ce qui se passe en Europe du Sud. J'ai aussi les travaux qui sont orientés autour d'une recherche plastique, comme Schmid et Pernette qui utilisent la glisse. Le nouveau Centre d'art de la Ferme du Buisson, sous la direction de Chantal Cusin-Berche, sera inauguré en mai. Le coup d'envoi sera donné avec la présentation des dessins de l'œuvre — une commande publique — de Piotr Piotrowski intitulée l'axe de la Terre, et qui sera installée à Champs. Daniel Larrieu mettra fin aux trois ans de son travail d'artiste-associé, en collaboration avec le plasticien Jean-Michel Othoniel, qui vient d'être sélectionné pour la prochaine Déclaration. Il travaille avec des poudres de soufre.»

Le même jour, Pierre Doussinot donnait sa dernière création au Centre culturel d'Anbousson: les 41^{es} Rugissants, créés le 26 mars dernier, dans le cadre de la troisième Biennale des Yvelines aux Mureaux. Ce spectacle a fait le choix d'être sur le terrain pour y faire connaître la danse: 11 ans, dans le cadre de la Biennale des Musiciens, aux Mureaux, le chorégraphe mène une action culturelle. Droits de cité, qui dépassent de loin, les habituelles missions locales ou «quartiers dévalorisés». Il a amené à la danse centenaire toute une population de 15 à cinquante ans, d'origine algérienne et maghrébine. Avec elle, il a créé des spectacles qui tournent en France. Il s'apprête à réaliser un film relatant cette expérience. Il a le soutien du ministère de l'Éducation nationale, et, sur le terrain, un réseau d'animateurs, proches des Droits de cité. Celui qui fut l'élève du danseur Kazuo Ohno, à Tokyo, ne pense pas favoriser l'intégration, un mot qu'il n'aime pas, mais renforcer la personnalité. Que Pierre Doussinot ait aussi un travail de compagnie légitime son action. Les Mureaux le valent comme artiste ou chorégraphe. C'est justice.

INSTITUT

A l'Académie française

Trois candidats
au fauteuil
de Jacques Soustelle

L'Académie française va procéder, jeudi 11 avril, à une nouvelle élection pour désigner un successeur à Jacques Soustelle.

Le précédent vote, le 12 décembre 1991, avait été blanc. Trois noms de scrutin n'avaient pu dépasser le seuil.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il s'agit de trois candidats à la fois: MM. Henri Amouroux, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, journaliste et historien; Jean-François Deniau, diplomate et ancien ministre; Jean Favier, directeur général des archives de France, déjà membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

RÉCITAL

La mémoire d'Esther Lamandier

Vingt-six psaumes en hébreu
pour un chant en forme de méditation

ESTHER LAMANDIER
ou Thémis

Revenir aux sources: une nécessité selon Esther Lamandier, une respiration face au défilé des origines, propre aux sociétés modernes. Travail fond celui de la chanteuse, musicienne engagée dans la voie du passé-présent, «celui de la culture juive», dont nous sommes tous porteurs quel qu'on en dise. Nous, Occidentaux, vibrons à l'unisson des sémites, ne devrions-nous pas cultiver la mémoire d'une civilisation où la Bible joue, pour tous le monde, le rôle de pivot central?

Le parcours d'Esther Lamandier relève d'une stratégie en spirale, où, depuis quinze ans, elle trace, de la voix et de la harpe, des volutes autour de l'origine du sacré. On connaît. En 1977, Esther Lamandier commence par donner, seule, des ateliers de musique méditative. Elle chante et s'accompagne à la vielle ou au luth. L'effet surprend et étonne. Reconnaît du grand public après deux disques consacrés à de très belles romances, complaintes et berceuses séfarades — succès confirmé avec Chansons de la terre, recueil de mélodies datant du temps du Roman de la Rose et de la poésie — la musicienne amorce la méditation du sacré. Il y a quatre ans, après un ultime détour par les chansons andalouses et le tango.

Ses Chants chrétiens araméens, parus en 1989 (Alléluia/Harmonia Mundi) marquent, pour elle, l'aboutissement d'une trajectoire personnelle, un passage total à la vie spirituelle. C'était un cheminement jusqu'aux racines de la chrétienté. L'araméen a été le Verbe christique, la langue mère. De l'avoir oublié au profit du latin est gravissime. Le latin a forcément brouillé le message. Il a fait en sorte que la mentalité sémitique soit passée au filtre de la mentalité occidentale, grecque en particulier. Croulant son propos un peu plus loin encore, Esther Lamandier arrive aujourd'hui à la Bible hébraïque, en choisissant de chan-

ter en hébreu vingt-six des cinquante psaumes décriptés par la musicologue Suzanne Haik-Ventura depuis 1976.

Pour mener son travail — colossal — à bien, Suzanne Haik-Ventura s'est livrée sur de très anciens manuscrits du X^e siècle par les docteurs massorètes de l'école de Tibériade, où figuraient dix-neuf signes énigmatiques, des caractères musicaux (1). Une pratique du chant que la tradition fait remonter au V^e siècle avant J.-C., à Moïse, au XII^e siècle, précise la musicologue. Très importante pour la compréhension du texte, d'où toute ponctuation était absente, la mélodie servait de support aux vers bibliques. Lors des rituels, les indications musicales étaient, pense-t-on, esquissées à l'aide des mains et des doigts.

Pour essayer de donner une idée de ces textes bibliques qui furent chantés jusqu'à la chute du Temple de Jérusalem (en 70 de notre ère), Esther Lamandier a voulu «se fonder dans le masque, garder une voix belle, douce, vibrante, ni chèque, ni folklorisante. Il fallait s'inscrire sur le plan transcendantal, avec ce qu'il y a de rigoureux et de non musical sans tragique. Car cette musique ne permet pas la lamentation». Presque austère, avec sa voix et une petite harpe à vingt cordes, Esther Lamandier veut nous faire voir ce que la Bible propose de «sagesse, de loi et d'ordre». Dans sa relation au monde et au divin, plus que dans les supposées règles immuables. Dans des millénaires, fait remarquer la musicologue, aucune femme n'a chanté des psaumes en hébreu. N'est-il pas temps, interroge Esther Lamandier, qu'elle revienne chanter à la synagogue?

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) Méthode de la Bible hébraïque, par Suzanne Haik-Ventura, 9, rue d'Anjou, 75008 Paris.

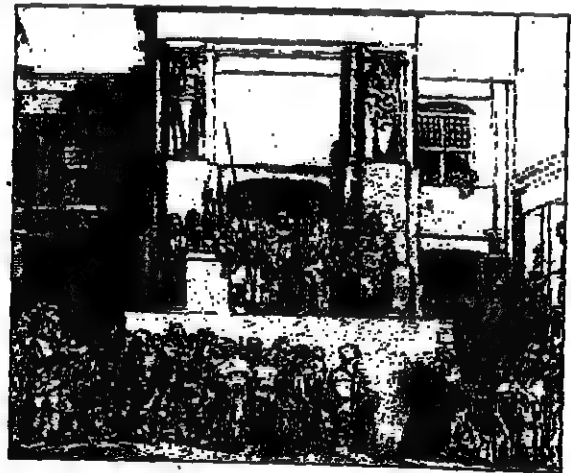
Les 10 et 11 avril à 18 heures. Tél.: 42-74-22-77. Album Alléluia distribué par Harmonia Mundi.

Visite de nos
spécialistes



CHRISTIE'S

La Première Maison de Vente aux Enchères en Europe



Rembrandt Harmensz. van Rijn, «Le Christ présenté à sa famille», pointe sèche, 1655, première état (de huit). Vendue FF 5.280.000 par Christie's à Londres le 11 décembre 1991.

Afin de préparer nos prochaines ventes, nos spécialistes se tiendront à votre disposition à Paris pour conseils et estimations gracieuses.

Tableaux du XIX^e Siècle
Mark Poltimore, 14 avril

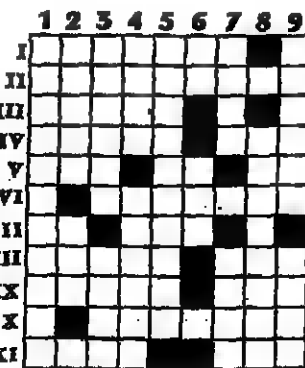
Gravures
David Llewellyn, 15 avril

Pour information et rendez-vous, veuillez contacter:

Christie's
6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris
Tél.: (1) 42 56 17 66 Fax: (1) 42 56 26 01
Aix-en-Provence: tél: 42 43 94 33 Bordeaux: tél: 56 56 56
Lyon: tél: 78 43 72 44 Monaco: tél: 93 25 19 33

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5755



HORIZONTALEMENT

I. Homme à femmes. — II. A l'habitude de beaucoup sauter. — III. Serrer comme des sardines. — IV. Passe à Hanovre. Est traité de pourri quand il est frais. — V. Pétard. Fragment de vase. N'a pas un grand lit. — VI. C'est parfois mettre fin à une vie de cochon. VII. Pronom. Qui devrait être remplacé. — VIII. Peuvent être jetés quand ils sont mauvais. Animal. — IX. Plante de Polynésie. Ce n'est pas un livre sérieux. — X. Qui ont une odeur de rat. — XI. Fils d'un dur travail. Travail qui demande du discernement.

VERTICALEMENT

1. Aliments qu'il y ait plus de boucheries. — 2. Plus sec quand il est bien trempé. Championne de poursuite. — 3. Dans un petit déjeuner anglais. Se donne beaucoup de mal. — 4. Partie la plus grossière du son. Mot qui peut désigner les étrangers. — 5. Bien attrapées quand elles sont mises en balance. — 6. Interjection. Le plus bas, c'est le premier. — 7. Coule en Afrique. Peut nous amener dans l'inconnu. — 8. Faire entrer quelque chose dans le crâne. — 9. Tient le rôle d'un père. Centre industriel étranger.

Solution du problème n° 5754

Horizontalement
I. Abysses. — II. Rue; étuis. — III. Abusés. — IV. Boxeur. — V. In. — VI. Citai; ris. — VII. Aquilon. — VIII. Dame. — IX. Féminiser. — X. Ciel; na. — XI. Leur; écus.

Verticalement
1. Arabica; fil. — 2. Bubonique. — 3. Vieux; tu; mou. — 4. Serrailleur. — 5. Seau; il; ni. — 6. Etré; Odie. — 7. Sue; ormes. — 8. Inini; menu. — 9. Ost; saleras.

GUY BROUTY

BILLET

Europe, recherche et développement

D'avantage dépenser, mieux dépenser... Après Maastricht, après le projet de programmation budgétaire (appelé « paquet Delors 2 ») présenté en février (le Monde du 11 février), qui mettait l'accent sur la nécessité d'agir au niveau communautaire pour renforcer la compétitivité des entreprises du Vieux Continent, on pouvait espérer découvrir un élan nouveau, lorsque apparaîtraient les premières réflexions sur la mise en œuvre d'une telle priorité.

La « communication » que la Commission européenne vient de soumettre aux Douze sur la nouvelle « stratégie » à envisager en matière de recherche-développement (R-D) découvre cette attente, tant ce qu'elle propose, mise à part la promesse de mettre davantage d'argent au pot, est rudimentaire et respire, à chaque ligne, le déjà vu et le déjà entendu. Il n'est pas de recette magique pour enrayer l'érosion qui atteint la compétitivité communautaire. Il convient sans doute, comme le fait ici jusqu'à un point la Commission, d'évaluer avec les efforts accomplis et proposer de nouvelles pistes. Mais il semble aussi nécessaire, si l'on veut mobiliser les énergies, d'affirmer un leadership. Comme on est loin du compte !

Après avoir observé que la compétitivité européenne « montrait des signes évidents de déclin », la Commission en impute la cause à l'insuffisance de l'effort de R-D, en particulier en matière de recherche appliquée, directement liée au processus de production. Il en résulte une situation « préoccupante » dans des secteurs tels que les semi-conducteurs, les matériaux d'emballage, les ordinateurs personnels.

Sans renier le passé, il convient donc de compléter la gamme des programmes actuels par des projets à priorités plus technologiques, dans des domaines jusqu'ici insuffisamment explorés (transports, calcul à haute performance, écrans plats, technologies de l'environnement). La Commission appelle à ses vœux, dans la mise en route de projets, davantage de coopération entre producteurs et utilisateurs.

Entre 1988 et 1992, les crédits affectés à la recherche ont passé de 2,6 % à 3,4 % du budget de la CEE. Il faut bien se rendre compte que la Commission propose qu'il s'élève à 2,4 milliards d'écus en 1992 à 4,2 milliards en 1997. Ce supplément d'argent — si ce n'est ce supplément d'âme — irait aux projets plus spécifiquement technologiques, proches du marché, ainsi qu'aux mégaprojets de « big science » (fusion thermonucléaire, génome humain, qui semblent avoir le vent en poupe).

Comme il ne faut jamais rien attendre du lendemain... La Commission suggère de réviser immédiatement les crédits affectés au troisième programme-cadre en cours d'exécution.

PHILIPPE LEMAITRE

A la suite d'une décision du conseil d'administration

Le numéro un de General Motors est mis sous surveillance

Le conseil d'administration de General Motors est impatent. Déçu des résultats obtenus par M. Robert Stempel, qui présidait aux destinées de l'entreprise américaine depuis août 1990, il vient de lui donner un redoutable avertissement. Si M. Stempel garde son poste de numéro un, il sera en revanche démis de celui de président du comité exécutif, à la faveur de M. John G. Smale, un ancien président de Procter and Gamble, aujourd'hui à la retraite, membre du conseil d'administration de General Motors depuis dix ans.

General Motors devient entreprise à deux avec M. Stempel comme président et M. Smale pour le serrer de près. Le comité exécutif a en son sein deux présidents. Composés de présidents du conseil d'administration (dont les derniers événements prouvent à quel point il est décidé à intervenir dans le fonctionnement du groupe), il agit en lieu et place de celui-ci. Il a deux pouvoirs, à l'exception de l'audit et des décisions financières.

les salaires et les augmentations de capital.

Le duo a peu de chance d'être harmonieux : M. Smale aurait en effet été l'un des principaux détracteurs de M. Stempel au conseil d'administration. Autre humiliation pour M. Stempel : son dauphin désigné, numéro deux du groupe, M. Lloyd Reuss, démis de ses fonctions à la faveur de M. John Smith, qui aura des responsabilités plus importantes que son prédécesseur : il dirigera les opérations de General Motors (GM) en Amérique du Nord, mais aussi dans les autres pays. Il vient d'ailleurs de remplacer M. Lloyd Reuss, précédemment PDG d'Opel, à la tête de GM Europe, en remplacement de M. Eaton, qui a quitté le groupe en mars pour succéder à un numéro un de Chrysler, M. Lee Iacocca.

Grand chambardement

Les pouvoirs de GM ont bien évidemment motivé ce grand chambardement. En 1991, les activités automobiles de General Motors en Amérique du Nord ont engendré une perte de 8 milliards de dollars (environ 4 milliards de francs). A l'opposé, les opérations

européennes sont restées déficitaires, dégageant un résultat après impôt de 1,76 milliard de dollars. En conséquence, M. Smith, qui fut président de GM Europe, recueille les fruits de son activité passée. Un tremplin également mis à profit par le dernier président de GM Europe, propulsé, lui, à la tête de Chrysler.

Reste à savoir si les recettes qui fient les opérations européennes de GM sont aussi efficaces qu'on le croit. Certes, les principes de réduction des coûts, imités du système japonais, mis en application dans les usines allemandes de l'IG, doivent pouvoir être transférés aux Etats-Unis. Mais ce qu'il est possible de réaliser dans un groupe de 128 000 personnes (cas de GM Europe) devient plus problématique avec des effectifs trois fois supérieurs aux Etats-Unis. Entre le vieux et le nouveau monde, la production est du simple au double : en 1991, GM a vendu 1,6 million de véhicules en Europe et 3,7 millions aux Etats-Unis. Les pesanteurs du monde plus nombreuses. En outre, de l'autre côté de l'océan, le marché, non protégé, a subi de plein fouet la concurrence japonaise, ce qui n'a pas été le cas en Europe. Si, en 1991, GM, grâce à sa forte implantation en Allemagne, a particulièrement résisté à la croissance du marché automobile dans ce pays due à la restructuration, il est relativement plus facile de négocier avec le syndicat allemand IG Metall qu'avec l'United Auto Workers américain, par exemple.

En décembre 1991, M. Stempel a pourtant annoncé la suppression de 74 000 emplois et la fermeture de 21 usines d'ici la fin 1992. Ce n'était sans doute encore assez pour le conseil d'administration de GM.

ANNIE KAHN

La Bourse de Tokyo ■ encore perdu 3,36 % jeudi

Les marchés financiers touchés par l'onde de choc venue du Japon

Longtemps ignoré, le krach au ralenti vécu depuis plusieurs semaines par la Bourse de Tokyo (le Monde du 9 avril) a fini mercredi 8 avril par se propager à l'ensemble des places financières. Apparus à Wall Street, la crainte de retraits de capitaux japonais a précipité la plume financière dans la baisse. Si la crise semblait contenue mercredi soir avec le recul modéré de 1 % de New-York, Tokyo reploquait jeudi de 3,36 %. En tout, la baisse de la place nipponne atteint 10 % depuis le début de la semaine et près de 23 % depuis le 1^{er} mars. Le plus inquiétant, c'est que rien ne semble pouvoir se mettre en travers de la chute des cours. Une reprise de 2 % jeudi en début de séance a fait long feu.

La fin de « l'effet Bérézgovoy »

Paradoxalement, les marchés les plus touchés mercredi ont été les bourses asiatiques d'un côté et Paris de l'autre. Pour des raisons évidentes de proximité, Hongkong a chuté de 2 %, Séoul, à son plus bas niveau de l'année, de 1,6 %. Kuala Lumpur de 2,2 % et Singapour de 1,5 %. L'Europe bouillonne à son tour, faisant généralement preuve d'une plus grande résistance. Francfort a perdu 1 %, Zurich 1,1 %, Amsterdam 1,3 % et Londres, préoccupé avant tout par les élections générales en Grande-Bretagne, seulement 0,5 %. Mais le recul le plus spectaculaire, 3,44 %, est venu de Paris où les investisseurs ont cédé dans les dernières minutes de cotation à la panique alors que le recul dans la journée s'établissait à moins de 2 %.

« Un véritable trou d'air », selon un opérateur. Cette plus forte baisse depuis le 19 août 1991 et le putsch de Moscou est le reflet de la traditionnelle fragilité de la place française. Elle est à la fois victime d'une liquidité insuffisante et de la forte présence des investisseurs étrangers. Ils représentent plus du tiers de la capitalisation des grandes valeurs et ont été obligés d'effectuer des dégagements importants. On parlait

même au plus fort de la baisse — jusqu'à 3,77 % — de ventes japonaises.

Mais c'est aussi le contrepoint de la fin de « l'effet Bérézgovoy ». La petite euphorie de la Bourse de Paris depuis la nomination de M. Pierre Bérézgovoy comme premier ministre a disparu subitement avec son discours de politique générale. « On s'attendait à l'annonce de plus spectaculaires pour favoriser l'investissement », explique le responsable du service d'analyse d'une société de courtage. « Une Bourse mal en point, sera-t-elle possible pour le gouvernement de privatiser et de financer ainsi la relance et les mesures pour l'emploi », ajoute-t-il. Si l'inquiétude est perceptible, personne ne veut vraiment à un krach sur le modèle d'octobre 1987. On semblait jeudi à moitié faire face à la résistance.

« Coup de bambou toujours possible, krach improbable », résume le responsable de la gestion d'une grande banque. Les places financières vivent aujourd'hui le réajustement de Tokyo sur les normes des autres Bourses. La place nipponne est revenue en quelques mois à ses niveaux de novembre 1986, effaçant une envolée ininterrompue de quatre ans. En 1990, le Kabuto-cho était devenu la première Bourse du monde avec des cours de deux à trois fois supérieurs à ceux des places occidentales. La situation des entreprises japonaises semblait idyllique : rentabilité importante, forte croissance par le biais, notamment, de gains de parts de marché et enfin la possibilité de s'endetter à des taux très faibles.

Tout cela a permis à la fameuse « bulle financière » de se construire. Elle vient de disparaître en même temps qu'elle s'effaçait les avantages uniques. Les taux d'intérêt sont plus élevés et l'argent est cher, les profits des entreprises ont fortement diminué et la croissance s'est ralentie. Le Japon rentre dans le rang et cela ne se fait pas sans craquements.

ÉRIC LESER

Un accord pour le ministre de l'économie de Buenos-Aires

L'accord de Saint-Domingue permet à l'Argentine de réduire sa dette extérieure de 10 milliards de dollars

SAINT-DOMINGUE

Notre correspondant

« En un sens, c'est le symbole de la fin de la crise de la dette en Amérique latine », commentait M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement (BID), après l'annonce d'un accord entre l'Argentine et les banques commerciales en marge de l'assemblée annuelle de la BID qui s'est terminée, mercredi 8 avril, à Saint-Domingue.

L'accord, annoncé conjointement par M. Domingo Cavallo, le ministre argentin de l'économie, et M. William Rhodes, le vice-président de la Citibank (chef de file du pool bancaire), porte sur les 23 milliards de dollars de la dette commerciale argentine à moyen et long terme et sur les quelque 8 milliards de dollars d'arriérés.

Il permet à l'Argentine de bénéficier du « plan Brady » de réajustement de la dette commerciale. Cet accord, la dette extérieure de l'Argentine sera réduite de 10 milliards de dollars, selon M. Cavallo. « Une fois l'accord en vigueur, l'Argentine devra honorer une dette de l'ordre de 21 milliards de dollars au taux normal du marché », a précisé le ministre, qui a été sacré « financier de l'année » par la revue spécialisée.

Selon plusieurs banquiers qui assistaient à la réunion de la BID, l'Argentine a obtenu des conditions favorables. Les banques ont finalement accepté l'Argentine à verser que 400 millions de dollars comme paiement initial, alors qu'au début de la négociation elles demandaient 1,2 milliard de dollars. De même, la délégation argentine a eu

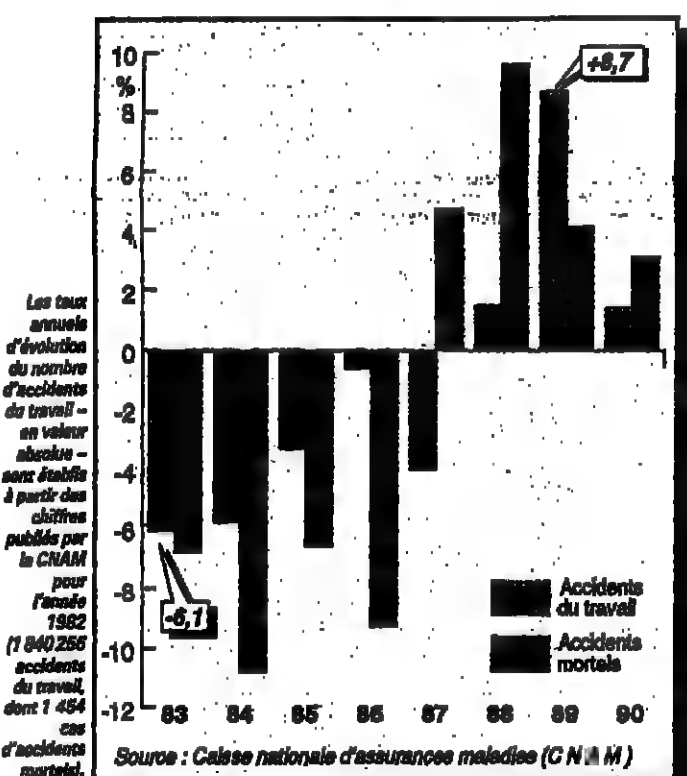
gain de cause sur le taux plafond des bons à treize ans qui seront octroyés contre une partie de la dette. Les banques, qui voulaient 6,25 %, ont transigé à 6 %. Un quart de point, qui selon M. Cavallo, représente une économie annuelle de 1,3 milliard de dollars.

Les Etats-Unis ont félicité le gouvernement argentin et les banques commerciales de cet accord, soulignant que l'Argentine allait bénéficier de « importantes ressources qui seront fournies par la BID » dans le cadre du plan Brady. L'accord de Saint-Domingue devrait favoriser le Brésil, qui aborde la ligne de négociations avec les banques commerciales portant sur quelque 46 milliards de dollars de dette. « Les Brésiliens s'en tireront sans doute mieux », commente un banquier anglais.

JEAN-MICHEL CAROIT

Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie

Le nombre et la gravité des accidents du travail ont augmenté en 1990



Pour la troisième année consécutive, les accidents du travail ont augmenté en 1990 après avoir régulièrement diminué depuis 1975. Selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) publiées mardi 7 avril, le nombre d'accidents du travail enregistrés en 1990 s'élève à 1 533 000, contre 1 539 000 en 1989 (une hausse de 0,4 %). Les effectifs de la Sécurité sociale ayant progressé de 2,8 % sur la même période — 14,4 millions d'inscrits en 1990 — la CNAM souligne la « légère » diminution de la fréquence des accidents.

En revanche, la part des accidents mortels est en forte progression : 1 213 accidents ont ainsi entraîné le décès de la victime en 1990, contre 1 177 au cours de l'année précédente, soit une augmentation de 3,1 %. Au total, les statistiques font apparaître 787 307 accidents du travail et maladies professionnelles (6 100) ayant entraîné des arrêts de travail, soit + 4 % en un an. Le nombre de 67 233, les seuls accidents graves — avec une incapacité permanente — soit une progression de 5 % alors qu'ils étaient en régression en 1988 et 1989.

Le secteur des industries du bois a connu la plus forte augmentation du nombre d'accidents : 12 000 en 1990, contre 12 500 en 1989 (+ 5,6 %). Viennent ensuite, dans l'ordre des progressions, la métallurgie (306 000 accidents), l'alimentation (142 000) et les transports (90 000). Les accidents mortels se sont principalement produits dans les travaux du bâtiment et les travaux publics — 308 décès sur un total de

165 000 (voir le Monde du 7 janvier). Les transports et la métallurgie (184 accidents mortels), la métallurgie (107) et les commerces agroalimentaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Conseil d'administration de VALREAL s'est réuni le 14 février 1992 et a arrêté les comptes du 10^{ème} exercice clos le 31 décembre 1991.

Il a constaté que l'actif net de la SICAV s'élevait à 6.216.479.391,99 francs, la valeur liquidative de l'action à 51.214,17 francs et que la performance réalisée ressortait à 9,16 %.

Monsieur André BATTISTINI ayant souhaité être déchargé de ses mandats de Président et d'administrateur de la SICAV, le Conseil d'administration a nommé Monsieur Paul MENTRE pour lui succéder.

Le Conseil d'administration a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV VALREAL en Assemblée Générale Ordinaire le 21 avril 1992 à 16 heures, au siège social de la SICAV afin d'approuver les comptes de ce 10^{ème} exercice.

Siège social et bureaux : 5, rue de l'Opéra, 75001 Paris. (1) 49.27.63.00

CHRISTIE'S

Pour lui éviter le dépôt de bilan

Un consortium de seize banques sous la conduite d'Unicredit, filiale de la Caisse nationale de crédit agricole, a consenti à l'Union latvienne normande (ULN) un crédit-réais de 500 millions de francs afin de lui éviter le dépôt de bilan (*le Monde* du 9 avril). Ce crédit permettra d'attendre la cession effective de la Générale ultrafrs (GUF), filiale de l'ULN qui a été mise en vente au début de la semaine sur appel d'offres par les soins de la Citibank, l'un des membres du consortium. En outre, l'ULN va obtenir une avance de 250 millions de francs, sous la forme d'un prêt de 250 millions de francs, sur cession ultrafrs de la Générale ultrafrs, de 25 à 25,5 % dans l'association avec le Savoyard Entremont pour la fabrication de fromages Emmentaler.

Les banques créancières - dont la caisse régionale de crédit agricole de la Manche, le CIC et la Midland - avaient engagé une partie de bras de fer avec les dirigeants de l'ULN, dont la situation financière s'est fortement dégradée ces derniers temps. Cette dégradation est due ■■■■■ment à une politique ambitieuse de développement externe en Belgique et surtout en Espagne. Résultat : une

Le quarante-deuxième congrès de la CFDT

Privilégier les conversations avec les autres membres du syndicat est une option de longue haleine pour la « reconstruction » syndicalisme », souligne, mercredi 8 avril, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFTD, devant le congrès du syndicat réuni à Paris. Répondant aux critiques formulées « il veille (le monde du 8 avril), M. Kaspar a souligné que « le boui de chemin accompli sans FO » mais « avec la CFE-CGC, la CFTC » et « FEN relève d'une stratégie intermédiaire qui doit

conduire, sans euphorie ni naïveté, à poser les jalons d'une démarche de long terme. Pour la CÉDT, a-t-il ajouté, l'alternative ■ simple : construire ■ un syndicalisme fort, uni et participatif ou devenir ■ PSU syndical.

A ceux qui lui reprochent d'encourager toute collaboration ■ la CGT, ■ Kaspar ■ concède que l'unité d'action ■ problèmes précis, ponctuels, peu ■ envisager. « Ce ■ c'est la stratégie ■ cette organisation », a-t-il affirmé.

Au congrès de la FNSEA

BOURG-EN-BRESSE
de notre envoyé spécial

En ouvrant mercredi 8 avril, Bourg-en-Bresse, le **III^e** congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), qu'il préside pour la deuxième fois, M. Raymond Lacombe, a fait qu'effleurer les questions professionnelles de la complexe famille agricole et les perspectives des diverses productions et régions.

■ n'a pas dit un mot de sa succession, qui devrait intervenir au début de juillet.

En revanche, M. Lacombe a prononcé une violente diatribe contre les Etats-Unis « qui font preuve d'un cynisme effrayant », « L'volonté acharnée de Washington de briser par tous les moyens les reines de la politique agricole communafin de s'arroger l'hégémonie du marché mondial, la soumission servile des institutions du GATT à l'impérialisme américain font que des monstres sont entrés dans chacune de nos cours de ferme », a-t-il

Le président de la FNSEA s'adresse au congrès du gouvernement et des députés parlementaires, au moment même où M. Bérégovoy prononce son discours de politique générale à l'Assemblée nationale : « Je suis convaincu que la malaise actuelle tient principalement à ce que nous, hommes politiques, de quelque bord qu'ils soient, ne savent plus écouter la voix du peuple. Enfermés dans des logiques d'appareil, et un parti-système réducteur, ils ne comprennent plus les aspirations simples : le bon sens des hommes et des femmes du pays. »

FRANÇOIS GROSSECHARD

Après 24 heures de grève

Après vingt-quatre heures de grève, du 7 au 8 avril, qui ont abouti à la non-parution du *Figaro* mercredi 8, la rédaction a repris le travail. Toutefois, les discussions entre les journalistes et la direction du titre, concernant le problème de l'intégration au secrétariat de rédaction d'ouvriers du Livre CGT (le *Monde* du 8 avril), sont toujours dans l'impasse.

A l'issue d'une réunion tenue le 8 avril, les journalistes ont repoussé le programme de la direction concernant sur le rôle et la formation des secrétaires de rédaction (qui sont les journalistes chargés de mettre en page les articles) : 2/3 des journalistes votants — 184 sur 300 inscrits — se sont exprimés ~~contre~~ ces propositions, jugées insuffisantes. Les demandes formulées par les syndicats (formation, embauches, prime mensuelle, séparation claire des rédactions de *France-Soir* et du *Figaro* lors de l'installation cet été du premier dans les immeubles du second, etc.) ont pour leur part été refusées par la direction du *Figaro*.

Les conseils d'administration d'Antenne 2 et de FR3, réunis mercredi 8 avril, ont discuté le rapport du président commun M. Hervé Bourges sur l'organisation des directions de l'antenne de chaque chaîne. M. Bourges va donc pouvoir installer aux postes de directeur général adjoint chargé de l'antenne dans chaque chaîne M. Pascal Joseph, son ancien bras droit à TF1, et l'ex-directeur des programmes de La Cinq (le Monde du 7 avril).

M. Joseph ne sera pas directeur «commun», la loi ne le permettant pas. Il restera hiérarchiquement soumis aux deux directeurs généraux des chaînes, M^{me} Dominique Alduy pour FR 3 et M. Eric Guilly, pour Antenne 2. Il aura en revanche autorité sur les directeurs des programmes de chaque chaîne. Après la concentration de pouvoirs opérée dans les secteurs de l'information (autour de M. Alain Denvers, un autre ancien collaborateur de M. Bougues à TF1), des sports ou de la jeunesse, une arrivée manque nette-

ment le volonté ■ M. Bourges de poursuivre le rapprochement entre les deux chaînes qu'il préside (le Monde du 16 janvier).

L'actuel directeur général — l'on-
de FR 3, M. Jacques Chancel,
pourrait rejoindre la présidence com-
mune. A Antenne 2, les représentants
du personnel au conseil d'adminis-
tration — et M. André Fosse, conseiller,
représentant le Sniat — ont voté contre
la création du poste de
M. Joseph. Quant au comité d'en-
treprise, consulté pour avis, il n'a pas
adopté le rapport de M. Bourgea, qui
a recueilli trois voix pour, une contre,
trois élus s'étant abstenus. Les
syndicats participent au vote. Cer-
tains syndicats mettent en garde
M. Bourgea contre « toute tentative de
fusion larvée ». Ils dénoncent « la
» « *parallèles* »
« *croisettes* » l'aspect choquant
« *à l'aveugle* » l'absence d'écuyer
juste après un plan social qui
conduit à « *licenciements mas-* »

M. G. L.

« Drôle de crise »
l'immobilier

« Le trait principal de la situation actuelle est le rétrécissement spéculatoire du marché, c'est-à-dire la baisse du nombre de transactions. Comparé à ce qui se sont passées, la brutalité des cycles anglo-saxons, on a une drôle de crise » France : ceux qui mis sur la vélocité des chiffres, l'évolution de l'immobilier parisien (une chute de transactions sans vrai recul des prix) en seront pour leurs frais : les experts du Crédit foncier de France (CFF) arrivent aux mêmes conclusions et constatent que la crise fait tache d'huile en province.

Avec 26 000 ventes à Paris intra-muros (- 27 %), l'ancien est tombé à un plancher historique, avec un recul plus marqué dans le centre (I^{er} et II^e arrondissements) ou dans les beaux quartiers (V, VI, VII^e et VIII^e). Les prix moyens sont restés *relativement stables*, avec une fermeté, *« voire une légère hausse »*, des studios et deux-pièces mais des prix *« en baisse parfois sensible »* sur les grands logements. En banlieue, ils constatent des reculs significatifs des valeurs *« pouvant aller jusqu'à -20-25 % »* dans les secteurs résidentiels ou dans les grands ensembles de deuxième et troisième couronnes.

Dans le neuf, le volume des transactions connaît aussi un creux historique : 12 000 ventes en Ile-de-France. D'où un énorme stock (20 700 en 1991, en hausse de 130 % en deux ans). « En 1991, on a constaté une forte réticence des promoteurs à faire jouer les grilles de prix, mais depuis la fin de l'année 1990, on constate des réductions en baisse sur des programmes déjà en cours de commercialisation, avec une incertitude sur le rythme de commercialisation ». Et le Crédit foncier constate l'apparition de « veils de prix » multilatéraux qu'il est difficile - « voire impossible » - de vendre.

F. V.

**L'essentiel sur
ECONOMIE DE
L'ENTREPRISE**

François MOREAU
et Jean-Louis ROMEYER
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité
25, ■ Frédéric-Santon, 9 F. d'Or. Park. prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

AGENTS IMMOBILIERS

pour passer votre annonce

Tél. : 46-62-73-43 ■ 46-62-75-13

ÉCONOMIE

RÉGIONS

Appelant la société à une « stricte maîtrise » de dépenses d'exploitation

La chambre régionale des comptes critique Gaz de Strasbourg

STRASBOURG
de notre correspondant

La chambre régionale des comptes de Strasbourg a pris connaissance, il y a quelques jours, du rapport critique de la chambre régionale des comptes d'Alsace sur la politique de cette société d'économie mixte (415 millions de chiffre d'affaires en 1990) dont la ville est actionnaire majoritaire. Le rapport, qui porte sur les années 1984 à 1989, note que Gaz de Strasbourg a enregistré « une très forte hausse (+4,3 %) de sa marge commerciale (...) qui s'explique par la possibilité offerte aux distributeurs de gaz de ne pas répercuter intégralement dans le prix de vente aux particuliers (...) la chute sensible des prix mondiaux du gaz constatée en 1984 et 1985 ».

Grâce à un prix de vente du gaz qui compte parmi les plus élevés de France, souligne la chambre, Gaz de Strasbourg a pu mener à bien « cours de la même période un important programme d'investissements sans avoir à emprunter. La contrepartie en est une dégradation du fonds de roulement de l'entreprise, devenu négatif en 1989. « Il paraît indispensable qu'à l'avenir Gaz de Strasbourg infléchisse sa politique « la maîtrise », souligne le rapport.

Dans leur réponse, les dirigeants de la société lui donnent raison : « Il est évident que la société doit maintenir un équilibre permanent entre ses ressources et ses emplois en renouant avec des compléments de financement par emprunts ».

La chambre régionale des comptes appelle Gaz de Strasbourg à une « stricte maîtrise »

dépenses d'exploitation. Elle demande, par exemple, l'abandon des traitements de faveur consentis aux nouveaux dirigeants, l'interdiction de la cotisation de la société, ainsi que l'organisation des services « perfectionnés » ; enfin, s'étonne du triplement en quatre ans du taux de représentation - qui ont été imputés, par exemple, la prise en charge de l'entretien du cent cinquante pour cent au mariage de la fille du directeur général.

en juillet 1987 des déplacements de son épouse à Tokyo et à La Nouvelle-Orléans.

Sur ce dernier point, tout en reconnaissant qu'il convient de surveiller ce poste de dépenses, la direction de Gaz de Strasbourg plaide qu'il n'est pas choquant que certaines charges induites par les activités de représentation et d'influence des dirigeants ne soient supportées par l'entreprise elle-même.

JACQUES FORTIER

Après les réductions d'effectifs à Peugeot-Sochaux

Le district de Montbéliard « ne veut pas mourir »

BESANCON

de notre correspondant

Depuis une vingtaine d'années, les réductions d'effectifs décidées par Peugeot au centre de production de Sochaux ont entraîné un tissu économique du pays de Montbéliard, où le taux de chômage atteint aujourd'hui 12,5 % en dépit de l'existence d'une partie de la population. Les mesures annoncées récemment, portant sur 1 427 suppressions de postes, ajoutant aux 944 décidées en juin 1991, ont déterminé le district du pays de Montbéliard (DUPM) à se mobiliser.

Un document comportant une carte-réponse a été diffusé aux 50 000 foyers. La campagne de pétitions a recueilli plus de 7 000 signatures. Le 8 avril, les maires ont été réunis au préfet de Montbéliard par une délégation d'élus locaux, au lendemain

de manifestations très suivies, destinées à montrer que le pays de Montbéliard, avec son nouveau pôle universitaire et sa pépinière d'entreprises, est « vivant et ne veut pas mourir ».

Cet appel au soutien de la population de l'ensemble du district doit permettre d'appuyer des revendications comme la création d'un comité de bassin d'emploi, associant l'Etat, les élus locaux, les chefs d'entreprise et les représentants des salariés. Le DUPM a aussi pris contact avec les maires des villes françaises dont l'économie dépend de l'industrie automobile. Une première réunion est prévue le 29 avril au Sénat. Le but est de faire entendre la voix des collectivités locales sur l'adaptation de l'automobile aux impératifs du marché international.

CLAUDE FABERT

Dans le sillage de Disney

Le belge Walibi cherche à acheter des parcs de loisirs en France

Walibi, le spécialiste belge des parcs de loisirs, n'a pas peur de Mickey. Bien au contraire. « Les parcs qui font des investissements profitant de l'installation d'Euro Disneyland, affirme le président du groupe, M. Eddy Méens, les autres disparaîtront. » En 1991, les sept parcs belges et français de Walibi, symbolisés par un kangourou, ont enregistré 3,3 millions de visiteurs (contre 2,9 millions en 1990). Cette année, le groupe compte sur 400 000 visiteurs supplémentaires, principalement en France.

Le chiffre d'affaires de la société belge, qui a atteint 382 millions de francs en 1991, a progressé de près de 50 % comparé à l'année précédente. Les bénéfices nets liés à l'exploitation des parcs ont doublé par rapport à 1990 pour s'élever à environ 40 millions, selon les résultats provisoires. Depuis le lancement de son premier parc à Wavre en 1975, Walibi a grandi en grande partie grâce à la reprise de parcs en difficulté, comme celui de Bellemeuse en Belgique ou celui des Schtroumpfs en Lorraine, acquis après son dépôt de bilan, pour 55 millions de francs, soit « le prix de deux attractions », note M. Eddy Méens. Dès 1991, Walibi a fixé le seuil de rentabilité qu'il s'était fixé pour cette acquisition, soit environ 400 000 visiteurs. Résultat, il vient d'acheter le parc de Fievrotop, aux Pays-Bas, pour un montant avoisinant 20 millions de francs.

Dans les semaines qui viennent, il ouvrira un nouveau parc près d'Agde, en Aquitaine. L'opération, de 110 millions de francs, aura bénéficié de 50 millions d'aides publiques (conseil général de Lot-et-Garonne, conseil régional, CEE). Pour préparer ses parcs à affronter la concurrence d'Euro Disneyland, Walibi a investi 90 millions de francs dans leur modernisation, dont le tiers dans ses deux parcs français de Rhône-Alpes et de Lorraine. Après que Zigofolis à Nice et Mirapolis à Cergy-Fontaine aient échappé, le président de Walibi souhaite procéder à de nouvelles acquisitions en France. « Nous aimerions entourer Disney pour profiter des retombées », explique M. Eddy Méens. Il y a comme une ville de la Normandie à Bordeaux. L'objectif du groupe est d'atteindre, dans les dix prochaines années, 10 % du marché européen avec 11 millions de visiteurs.

MARTINE LARONCHE

une offre exclusive
NEUBAUER



* Cette valable pour toute commande au tarif PEUGEOT du 31 déc. 1991 pour une durée de 3 ans ou 50 000 km. à l'exception de carburant et des pneus. Les autres conditions sont indiquées sur le prospectus NEUBAUER.

Du jamais vu dans l'automobile !
Commandez votre PEUGEOT
avant le 30 avril 1992

TOUT VOTRE ENTRETIEN
(révisions, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre)
est GRATUIT pendant 3 ans !

NEUBAUER

• 4, rue de Châteaubourg 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34 • 28, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52
• 8, rue de la République 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 101, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 49.33.60.00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNE DE PROPULSION

Dividende maintenu

Filiale de SNECMA, la Société Européenne de Propulsion (SEP) a vu s'accroître normalement les efforts nécessaires à la poursuite de ses objectifs. Le conseil d'administration de la SEP a décidé, en juillet, le décalage ou l'étalement d'autres programmes de développement et le recul de la mise en service de certains programmes. Le conseil a également décidé de maintenir le plan de réduction d'effectifs de 10 % prévu pour l'année 1991. C'est dans le cadre général de cette stratégie et de cette conjonction que le conseil d'administration de la SEP s'est réuni, sous la présidence de Jean SOLIER, pour examiner les comptes de l'exercice 1991 qui seront soumis, le 11 juin prochain, à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Le chiffre d'affaires social a été de 4 536 MFRF, en légère augmentation par rapport à 4 477 MFRF de 1990. Le résultat courant est de 114,8 MFRF, contre 91,1 MFRF de l'exercice précédent, conduit, compte tenu des charges liées à l'adaptation de la société, à un résultat net de l'exercice 1991 de 87,2 MFRF contre 103 MFRF, hors plus-values exceptionnelles, en 1990.

Le chiffre d'affaires social a été de 4 536 MFRF, en légère augmentation par rapport à 4 477 MFRF de 1990. Le résultat part du groupe est de 91,1 MFRF, contre 114,8 MFRF, hors plus-values exceptionnelles, en 1990. Ce résultat correspond à une rentabilité nette des capitaux propres de 10 % et, au dernier cours coté de 1991, un ratio cours sur bénéfice par action de 7,6. Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires le maintien du dividende à son niveau de 10 FRF de l'exercice 1990, soit avec l'avoir fiscal de 5 FRF, un revenu global par action de 15 FRF (7,5 % du dernier cours coté de 1991).

sep

GROUPE DE LA CITÉ

BÉNÉFICE 1991 : 241 MILLIONS DE FRANCS

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Monsieur Christian Bréguet le 1^{er} avril 1992, a examiné et arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1991.

L'activité du groupe a subi les effets de la mauvaise conjonction générale. La croissance a donc marqué une pause.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à F. 6 281 millions contre F. 6 246 millions en 1990 correspondant à un périmètre d'activité sans changement significatif. Cette faible progression a été réalisée malgré un net ralentissement du marché dû à la baisse de la consommation et au déstockage particulièrement important pratiqué par les réseaux de distribution.

Le résultat net consolidé, part du groupe, hors amortissement des écarts d'acquisition et après constitution d'une provision exceptionnelle de F. 30 millions, s'élève à F. 241 millions (F. 350 millions en 1990).

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin prochain de maintenir le dividende net par action à F. 16,50.

BORDAS

DALLOZ

DUNOD

LAFFONT

LAROUSSE

NATHAN

PRESSES DE LA CITÉ

FRANCE-LOISIRS (50 %)

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. DROUOT 542 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 10 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur C.S.P., 64, rue Le Sueur, 75005 PARIS. 45 53 12 55.

SAMEDI 11 AVRIL
S. 8 et 9 - 15 h. Tableaux anciens. - M^{re} ADER, TAJAN, MM. Turquin, Lestrade, Lestrade et Ryaux, experts. Veuillez contacter : M^{re} ADER, TAJAN, MM. Turquin, Lestrade, Lestrade et Ryaux, experts. Catalogue : 468 ou fax (1) 42-60-79-09.
S. 11 - 15 h. Moscou. - M^{re} MILLON, ROBERT.

LUNDI 13 AVRIL
S. 1 - Tab. bib. mod. ARCOLE (M^{re} EDDY, DUMONT).
S. 3 - Bijoux, Objets d'Art, Vitrines, Armoires, Meubles et modernes. - M^{re} AUDAP, GODEAU, MILANET.
S. 4 - Tableaux modernes et contemporains. Sculptures. - M^{re} LOUDMER.
S. 5 et 6 - 14 h 15 Art islamique. Tableaux orientalistes. - M^{re} ADER, TAJAN, Lucien Arache, experts. Catalogue : étude poste 469 ou fax (1) 42-60-79-09.
S. 10 - XI^e vente de tableaux de l'école de Leningrad. ARCOLE (M^{re} RABOURDIN, DUMONT DE JUVY).
S. 14 - Tableaux, Objets d'Art, Vitrines, Armoires, Meubles et modernes. - M^{re} BINGOCHÉ, GODEAU.
S. 16 - 15 h. Tableaux anciens. - M^{re} ADER, TAJAN, MM. Turquin, Lestrade, Lestrade et Ryaux, experts.

MARDI 14 AVRIL
S. 8 - Archéologie. Art de l'Islam. - M^{re} DAUSSY, RICQUES, MM. de Serres, et M^{re} David, experts.
S. 12 - Luminaires PERZEL. - M^{re} GODEAU, MILANET.

MERCREDI 15 AVRIL
S. 5 - Tab. bib. mod. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 10 - 11 h. Matériel photographique. 14 h 30 : Les arts dentaires. Livres, Meubles et Objets. - M^{re} DELORME.
S. 16 - Bijoux, Meubles. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 16 AVRIL
S. 6 - Art de l'Islam. - M^{re} GODEAU, MILANET.
S. 8 - Tableaux, Objets d'Art, Vitrines, Armoires, Meubles et modernes. - M^{re} AGNÈS, ARCOLE (M^{re} RENAUD).
S. 12 - Montres-bracelets. Bijoux. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 17 AVRIL
S. 2 - Art du Maghreb. Tabatières chinoises. - M^{re} JUTHEAU, M. Loviconi, expert.
S. 3 - 14 h. Bijoux, argentier. - M^{re} DELORME.
S. 10 - Tab. bib. Malachites. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).
S. 11 - Tableaux, objets modernes, meubles. - M^{re} DAUSSY-RICQUES.

ADER, TAJAN, 12, rue de la Vierge (75009), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINGOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-52-57.
DAUSSY, RICQUES, 46, rue de la Vierge (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 14, avenue de Messine (75009), 45-62-31-19.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RUFFINS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
LOUNIER, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
MILLON, ROBERT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANYRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-14-91.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 avr ↓

Reprise à mi-séance

En 1991, à l'exportation (+ 9,8), le chiffre d'affaires de Philips électronique grand public a été tassé de 2 %, à 8,7 milliards de francs, tandis que le résultat net - «plombé», il est vrai en 1990 par 500 millions de francs de provision - s'est spectaculairement redressé, dépassant les 200 millions de francs contre 412 de pertes pour l'exercice précédent.

Philips électronique grand public parie cette année sur la sortie du CDI (Compact Disc Interactif) dont le lancement en France est prévu en septembre. Les ventes en France

Le 1^{er} septembre, il espère renforcer ses gains en parant le marché du téléviseur grâce au modèle « 16/9 » lancé ce mois-ci au prix de 13 999 francs.

P.-A. G.

| | | |
|-----------------------------|--------|-------|
| Alcatraz Cables | 4105 | 4120 |
| Aluminum Associates | 275 | 270 |
| S.A.C. | 68 | 64 80 |
| Bayo Verones | 765 | |
| Boston B.R. | 432 | 438 |
| Braziers (Lyons) | 223 | 12 |
| C.A.S.-de-F. (C.C.N.) | 858 | 850 |
| Calabazon | 335 | |
| Carroll | 840 | |
| C.E.G.E.P. | 176 | 178 |
| C.F.P.1 | 263 | 262 |
| C.N.I.M. | 1082 | 1088 |
| Codestour | 271 | 270 |
| Confédération | 1180 | |
| Confront | 218 | 218 |
| Craquel | 305 | 300 |
| Dalmat | 1000 | 1003 |
| Demachy Worms Ch. | 327 | 340 |
| Dessanay | 889 | 890 |
| Dewille | 215 20 | 215 |

| | |
|----------------------|------------|
| Interob. Hôpital | 1180 |
| Interst. Comput. | 148 |
| I.P.B.M. | 66 90 |
| Locam | 74 71 |
| Matera Comm. | 170 166 50 |
| Molier | 170 10 |
| Pied Pispiche | 360 361 |
| Phone-A-Play (A.) | 219 |
| Select Invest. (A.) | 90 |
| TF1 | 320 320 |
| Sogre | 336 336 80 |
| Thermador H. (A.) | 418 410 40 |
| Uniling | 381 30 |
| Val et Cie | 280 249 |
| Y. St-Laurent Groupe | 112 112 |
| | 861 |

| | | |
|----------------------|-----|--------|
| Dolores | 171 | 172 |
| Editions Belfond | 187 | |
| Europ. [redacted] | 193 | 189 |
| Finisar | 110 | |
| G.F.F. (group, bel.) | 114 | 112 20 |
| G.L.M. | 366 | 366 |
| Graphograph | 183 | 183 |
| Guinot | 880 | 881 |
| I.C.C. | 197 | 197 |
| Idemova | 84 | 88 |

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 **TAPEZ**
LE MONDE

NEW-YORK, 8 avr ↓

qui s'établit à 6,2 milliards de francs après provision de 2,7 milliards de francs pour frais de restructuration. A 100 milliards en 1988, 144 milliards en 1990, la CAPEX d'Alstom enregistre une hausse de 11 %. Selon M. Pierre Suard, président d'Alcatel-Alsthom, la simplification de la structure financière du groupe (Alcatel-Alsthom contrôle désormais la totalité de ses filiales

à 100 % a permis de réaliser d'importants gains de productivité. Alcatel Alsthom, qui a mené une politique d'acquisitions en 1991, a conforté ses positions dans l'ensemble de ses métiers, notamment dans les transmissions et systèmes de télécommunications où, avec les reprises successives de Telettra en Italie et Rockwell aux Etats-Unis, il s'est désormais figure le numéro un mondial. L'endet-

NEW-YORK, 8 avril ↓
Poursuite du recul
Wall Street a continué à marquer 8 avril, mais à un rythme un peu plus modéré. En baisse de plus de 50 points dans la matinée, l'indice Dow Jones a réduit progressivement ses pertes pour clôturer à 3 181,35 en baisse de 32,20 points, soit un repli de 1 %. Comme la veille, des cour-circuits se sont déclenchés dès que l'indice a perdu plus de 50 points.

| | |
|-----------------|------------|
| Options sur | |
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D' |
| | juin 92 |
| 108 | 0,53 |

CAC 40 A (MAR)

Volume : 17 121

| | |
|----------|-----|
| CHIFFRES | Ann |
|----------|-----|

| CHAT | OPTIONS DE VENTE | |
|--------|------------------|----------|
| pt. 92 | Juin 92 | Sept. 92 |
| 1.13 | 0.60 | 1.02 |

TERME

(IF)

| | |
|-----|------|
| Mar | Juin |
|-----|------|

ROUSSEI LI CLAE

1

Le Conseil de Surveillance a approuvé la proposition d'un dividende de 1 F par action ordinaire (contre 23 F au titre de 1994) assurant un revenu global - avoir inclus - de 37,50 F. Le dividende des actions à 100 F


prioritaire sans droit de vote étant porté de 28 à 30 F, soit un revenu global - avoir fiscal compris - de 45-F.

au lieu le lundi 15 juin 1992 à 14 h 30 au Siège social, où les actionnaires pourront prendre connaissance des documents d'information dans les conditions et délai prévus par les textes.

| (en millions de francs) | 1990 | 1991 | Evolution % |
|--------------------------------|--------|--------|-------------|
| Chiffre d'affaires | 13 051 | 14 349 | + 9,9 |
| Bénéfice net consolidé | 597 | 598 | + 0,2 |
| Bénéfice net comparable | 616 | 659 | + 7,0 |
| Marge brute d'auto-financement | 1 038 | 1 154 | + 11,2 |

cet acte précéderait une réévaluation extra-
 ordinaire en vue de la modification de la
 disposition statutaire relative à la servitude
 de dividende prioritaire 1. Enfin, les
 actions à dividende prioritaire 1 seraient
 sur ce droit de vote, cette modification
 laisserait le montant de celui-ci inchangé
 et de la division de chacune des actions
 composant le capital de la Société, pour
 favoriser une plus grande animation du
 marché des actions.

Contact : M. Pierre Desbats, tél. : 40-43-42-32



Etre au cœur
de la Santé

De nombreux analystes attribuent le décrochage de plus de 80 points enregistré en deux jours par le principal indicateur de la place tant à la dégringolade de Tokyo qu'à une correction technique après les gains importants enregistrés depuis la fin de l'année 1991 grâce aux espoirs de relance économique. Des ventes sur programme informatique, déclenchées lorsque le Dow Jones est passé sous le seuil de 3 200 points, ont alimenté l'estiment de la baisse.

| Country | Value |
|-----------|-------|
| Dollar | 1 920 |
| Precédent | 1 900 |

CHANGES

Dollar : 5,54 F ↑

Lundi 9 avril, le dollar a

| 1983 | 1983 |
|----------|----------|
| 1 951,50 | 1 944 |
| 2 003 | 1 999,50 |

BOURSES

(INSEE, base 100 : 31-12-81)

| | | |
|-----------------------|---------|---------|
| | 7 avril | 8 avril |
| Valeurs françaises .. | 114 | |
| Valeurs étrangères .. | 102,90 | |

EXERCICE 1991

CRISES

Arrêt de parution de l'hebdomadaire satirique britannique «Punch». — Punch a sorti, mercredi 8 avril, son dernier numéro, d'un journal montrant une couverture portant pour inscription «M. Punch, 1841-1992, pas aussi vivant qu'il paraît costume de...»

Coats Vixela (textile) supprime 560 emplois en Ulster. Le groupe textile britannique Coats Vixela, qui emploie 1 200 personnes en Irlande, a annoncé la suppression de 560 emplois dans deux de ses usines près de Londonderry, en raison de l'augmentation des importations, la réduction de la demande et la baisse des cotations des matières premières. La firme, qui fabrique des chemises de la marque Peter England, a annoncé la fermeture de son usine de Magherafelt (à 10 km de Londonderry) avec 516 emplois supprimés. Cinquante autres emplois ont été supprimés à Maydown, dans le comté de Derry.

Légère baisse
 Les valeurs ont terminé dans le rouge à la veille des élections. Le Nikkei a perdu 11 points à 2 393,2. Les échanges ont totalisé 470,8 milliards de yen.

| COURS COMPTES | |
|-----------------------|--------|
| Demande | |
| E-U | 5.5410 |
| (en 100) | 4.1812 |
| Ecu | 6.9200 |
| Deutschemark | 3.3860 |
| Franc suisse | 3.6838 |
| lire italienne (1000) | 4.4885 |
| livre sterling | 9.6574 |
| peseta (100) | 5.2140 |

| COURS TERME TROIS MOIS | | |
|------------------------|---------|--------|
| | Demandé | Offert |
| 5430 | 5.6195 | 5.6245 |
| 1844 | 4.2358 | 4.2420 |
| 9220 | 6.9148 | 6.9217 |
| 3865 | 3.3886 | 3.3916 |
| 6897 | 3.6997 | 3.7064 |
| 4915 | 4.4664 | 4.4715 |
| 5637 | 9.6443 | 9.6570 |

TOKYO, 9 avril ↓
Quatre chutes.
La Bourse de Tokyo a enregistré en séance, jeudi 9 avril, pour la quatrième séance consécutive. Pour la première fois depuis le 7 novembre 1988, l'indice Nikkei a fini en baisse le 77,38 points, cédant 77,38 points, soit 0,1 %, à 8 898,15 points. Le montant des échanges avoisinait en fin de séance 50 millions de titres.

| TAUX D'INTÉRÊT DE | | |
|---------------------|----------|---------|
| | UN MOIS | |
| | Demandé | Offert |
| E-U | 4 | 4 1/8 |
| en (100) | 4 5/8 | 4 3/4 |
| en | 9 13/16 | 9 15/16 |
| Deutschmark | 9 9/16 | 9 11/16 |
| Franc suisse | 8 5/16 | 8 7/16 |
| en Italienne (1000) | 11 15/16 | 12 3/16 |
| livre sterling | 10 7/16 | 10 9/16 |
| Franc (100) | 12 1/8 | 12 3/8 |
| FRANC FRANÇAIS | 9 13/16 | 9 15/16 |

| EUROMONNAIES | | | |
|--------------|----------|----------|----------|
| TROIS MOIS | | SIX MOIS | |
| Demandé | Offert | Demandé | Offert |
| 4 1/16 | 4 3/16 | 4 3/16 | 4 5/16 |
| 4 9/16 | 4 11/16 | 4 1/2 | 4 5/8 |
| 9 15/16 | 10 1/16 | 10 | 10 1/8 |
| 9 9/16 | 9 11/16 | 9 9/16 | 9 11/16 |
| 8 5/16 | 8 7/16 | 8 3/16 | 8 5/16 |
| 11 15/16 | 12 3/16 | 12 | 12 1/4 |
| 10 9/16 | 10 11/16 | 10 11/16 | 10 13/16 |
| 12 1/4 | 12 1/2 | 12 1/8 | 12 3/8 |
| 4 7/8 | 10 | | |

mi-séance à gagner quelques 2 % sur son niveau à la veille grâce à des rachats de positions à découvert en prévision d'une reprise technique. Mais celle-ci est révélée par la suite peu solide et de courte durée. Au cours de l'après-midi, les acheteurs ont quitté le marché. Des ventes en petits lots ainsi que des ventes programmées ont alors pesé sur les cours.

Le Monde
ENTREPRENEUR

le-RTL
RISES

| VALEURS | Cours du 8 août | Cours du 9 août |
|-----------------|-----------------|-----------------|
| Alcatel | 448 | MC |
| Andromeda | 1 103 | 1 080 |
| Amson | 280 | 280 |
| Argi Bank | 1 60 | 140 |
| Avista Motors | 1 530 | 1 490 |
| Daewoo Electric | 1 220 | 1 250 |
| Daewoo Heavy | 510 | 511 |
| Daewoo Corp. | 4 010 | 3 850 |
| Daewoo Motors | 1 330 | 1 340 |

Jeudi 9 avril :
Paul Defourny,
directeur de Cetelem.

Vendredi 10 avril :
Thérèse Cornil,
directrice générale
de la Semapa.

 BANQUE WORMS

| | | |
|------|-------|-------|
| 1980 | 1 280 | 1 280 |
| 1981 | 1 160 | 1 140 |
| 1982 | 1 630 | 1 490 |
| 1983 | 1 270 | 1 250 |
| 1984 | 510 | 510 |

Paul Defourmy,
directeur de Cetelem.

Theresa Comit,
directrice générale
de la Semapa.

| | | |
|------------|-------|-------|
| ... Corp. | 4 010 | 3 960 |
| ... Motors | 1 330 | 1 340 |

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 AVRIL

Cours relevés à 13 h 30[illegible]

COMPTANT

(selection)

SICAV

(selection)

8/4

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Emission Préc. Inv. | Rachet net | VALEURS | Emission Préc. Inv. | Rachet net | VALEURS | Emission Préc. Inv. | Rachet net | VALEURS | Emission Préc. Inv. | Rachet net |
|--------------------|--------------|----------------|------------------|----------------|------------------|---------------|----------------|------------------|-------------|----------------|------------------|---------------|----------------|------------------|----------------|------------------------|---------------|---------|------------------------|---------------|---------|------------------------|---------------|---------|------------------------|---------------|
| Obligations | | | | | | Etrangers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emp. Etat 5,25/77 | 123 90 | 7 40 | C.I.M. | 1478 | 1478 | Pedemont | 185 | ... | Action | 200 22 | 197 78 | France | 481 17 | 467 18 | P&A Assurances | 28043 65 | 28043 65 | | | | | | | | | |
| Emp. Etat 5,25/78 | 90 90 | 7 28 | C.I.T.A.M. (R) | 2088 | 2252 | Paris France | 225 20 | 220 | Aggrégation | 200 22 | 197 78 | France | 481 17 | 467 18 | Procton | 899 22 | 899 22 | | | | | | | | | |
| 10,00% 7/82/84 | 101 30 | 6 40 | Cogit | 330 | 340 | Paris Orléans | 218 50 | 214 | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Charr | 130 44 | 130 44 | | | | | | | | | |
| Emp. Etat 12,25/80 | 100 75 | 4 02 | Compagnie | 854 | ... | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Mahler | 799 70 | 799 70 | | | | | | | | | |
| Emp. Etat 12,25/84 | 100 68 | 5 13 | Cof Lyonn. Alim. | 6810 | 6850 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Rentier | 161 37 | 161 37 | | | | | | | | | |
| 10,25% ann. 10/8 | 100 68 | 0 78 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 8229 39 | 8229 39 | | | | | | | | | |
| OAT 9,5% 5/2003 | 100 40 | 0 88 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| OAT 9,5% 12/1987 | 107 80 | 1 34 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| OAT 9,5% 1/1988 | 107 80 | 1 87 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| PTT 11,25/85 | 106 30 | 1 02 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | 100 38 | Revenu Financ. | 1143 81 | 1143 81 | | | | | | | | | |
| CFP 10,25/85 | 100 20 | 0 70 | Cof Lyonn. Alim. | 361 | 370 | Paris Indus. | 280 | ... | Amér. gen. | 7301 75 | 7301 75 | France-Région | 100 38 | | | | | | | | | | | | | |

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

11-11-68

JOAN HERNANDEZ FLOJAN.
Buenos Xipias, 11 rue Vierge-du-Temple
(40-27-05-55). Jusqu'au 11

ETATISTES DE MAURICE LEVASTRE
GABRIEL 1906-1907, 9, rue de la
Grosbois 45-22-04. Jusqu'à 30 envt.
THOMAS DE CROIX, Galerie Massine
Thomès Le Guilhou, 1, av. de
45-22-04. Jusqu'à 30 envt.
RANULF RAINER, Galerie Thodouze
Ludwig, rue 42-72-98-00.
LUDDITH REIL (de France),
2, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jus-
qu'à 30 envt.
EBORAH REMINGTON, 20 galerie
Spreyer, 6, rue Jacques-Callot
Jusqu'à 20 envt.
JEAN REVOL, Arse, rue
(42-72-88-56). Jusqu'à 7 mil.
RONATA RIZZI, JYVKO, Galerie Danièle
Garcia, Jeanne Dubry, 9, rue de l'Eperon
13-29-31-80). Jusqu'à 30 envt.
G. C. S. (de France), Saint-
(42-74-33-21). Jusqu'à 1 mil.
MARIE SALLANTIN, Galerie Nicole

85, rue de

ALBERT JACOB, Garage Miché
6, rue du Faubourg-Saint-Antoine
(42-72-71). Jusqu'au 30 mai.

EYER-ICHENHART,
rue L... (42-77-18-37).

SHANK, YVES
38, avenue Montaigne
7-23-32-33). Jusqu'au 16 mai.

SILVAIN,
rue ... (42-77-37-92).

DIMAS, DI MASI, II, rue ...
(43-54-10-88). Jusqu'au 10 mai.

ANTON BARRAUD, Garage Thierry
Salvador, 8, avenue Marignou
Du 9 au 30 mai.

CHRISTIAN SORG, Galerie
n° 8, rue Pecqueur (40-27-84-14). Jus-

30 11 7
ပတ်ဝန်းကျင်

28-32-24). Jusqu'au Tournelles
 evrl.
 ANA SZEKELY. Lescoq.
 43, rue (48-87-81-71). Jus-
 qu'au 30 avril.
 AN THIEIMER. Galerie Di Mec, 5, rue
 des Beaux-Arts (43-54-10-88). Jusqu'au
 mai.
 LIEVIER THIESAULT. Galerie de Poche,
 rue Bonaparte (43-29-76-23). Jusqu'au
 mai.
 AN RYCKE. Galerie d'art Ror Volmar,
 rue Miquelmin (42-68-68-60). Jus-
 qu'au 15 mai.
 LI WOU-KI. Galerie Marcwan Hoss,
 rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au
 mai.
 ERARD. 6, rue du Jour
 d'An.

Bonaparte

ZUGMAYER, L. Larmignère
Int-Garnier, 43, rue de Saintonge
9-04-59-44, Juequ'au mal.

PÉRIPHÉRIE

ÉTIGNY-SUR-ORGE. Henk
pece ■■■■■ Vernes, rue C ■■■■■
-84-40-72). T.J. saif dim. lun. ■■■■■
h ■■■■■ 18 h. Du 11 avril au 27 mai.

■■■■■ & Fernandez.
mre cultural Jean-Arp, 22, av. Pen-
mille-Courner (48-45-11-87). Ver-
m., dim. ■■■■■ 14 h ■■■■■ 18 h. Juequ'au
mal.

507.

RH-SON, 89-37-38, T.J., dim. 2 h 40 min.
du 1^{er} au 6^e juil. Du 11 avr. au 31 mai.

HÔTEL Christine Jean. Maison des
de Crétel, place Saint-Jacques, 10,
80-50-50). T.J., sf lun. de 12 h à
h, dim. de 14 h à 18 h, les jours de
réception. Du 11 avr. au 11 juin.

F.R. Photographes de mode italiens
(svy. Théâtre de l'Agora, 10, Grand-
couré (84-97-30-31). T.J., sf dim. et
lun. 10 h à 18 h 30, sam. de 14 h à 18 h.
squ ar 9 mal.

NONNEVILLE'S. Hella Böhm, Galerie
Municipale Edward-Mariet, 3, place Jac-
quand (47-94-10-58). T.J., sf dim. et
dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 mal.

IY-RUR-SÈINE, Dominique Doucin,
Christine Guffyffier, Françoi-

and Birt-
1977/78

57-58-54). T.I.j. an dehors des
dehors de nuit. Jusqu'à 15 avr. Ivan
av. Georges. Jusqu'à 19 avr.
af. un. et jours d'erte de 13 h à 19 h.
de 12 h à 17 h. Jusqu'à 31 mai.
B3. Jusqu'à 19 avr. et contemp.
80-25-06). T.I.j. af. un. de 13 h à
de 12 h. de 11 h à 17 h. Jusqu'à

JUY-EN-JOSAS. Danse et musique
en-ten. L'après-midi.
de Juy, ch. de l'après-midi.
Charles-de-Gaulle (39-56-48-64). T.I.j.
un. de 14 h à 18 h, je. de 10 h à
mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à
18 h. Jusqu'à 19 avr. et contemp.
Du 9 avr. au 9 juillet.
ch. d'architecture.
3, rue de la Manufacture
89-46-48). T.I.j. af. un. de 12 h à
h. Enrêr. 26 J. Jusqu'à 21 avr.

JUY-SUR-ORGE. Philosophie de Lyuk.
af. un. et jours d'erte. Contemp.
18. Jusqu'à 19 avr. et contemp.
af. un. de 12 h à 19 h.
11 avr à 27 mai.

IGNY-LES-HAMEAUX. Les Bénéd.
mes. Musée national des Granges de
Royal, Saint-Quentin-on-Yvelines
39-06). T.I.j. af. mar. de 10 h à
18 h. Jusqu'à 16 avr. et 12 J (br)
du musée. Jusqu'à 16 jan.

ILLY-LE-MOIR. Maderie du Barry, de
scellés à Louveciennes. Musée. Proche
de Marly-le-Roi, grille royale du
de 14 h 39-06-28). T.I.j. af. mar.
mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'à 28 jan.

campoix (4

AV. Georges-Gosnat (49-60-26-08).
h, lun. et jours fériés de 13 h à 19 h.
de 11 h à 17 h. J., Jeudi 31 mai.
n, 93 ■ Georges-Gosnat, contemporain
-60-25-02). T.J., et mar. de 13 h à
h, dim. de 11 h à 17 h. J., Jeudi

JUY.-EN-JOAS. Danse et musique
de l'école imprimée. Musée de la
de Jours, chaudière de l'été - 59
Charles-de-Gaulle (39-56-48-48). T.J.,
n, 14 h à 18 h, jeu. de 10 h à
h, mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à
h. Entrée: 60 F. Du 9 avril au 9 juillet.
-60-46-46). T.J., et mar. de 13 h à
-60-46-46). T.J., et mar. de 13 h à
h. Entrée: 26 F. J., Jeudi 21 avril

ISY-SUR-ORGE. Philippe de Lyvak-
d'art et contemporain Camille Lantier
18, avenue Gounod (69-21-32-89).
s, dim. lun. et mar. de 14 h à 18 h.
11 avril au 27 mai.

LYON.-LES-HAUTEAUX. Les Béné-
dictins nationaux des Granges de
-Royal, de Quentin-en-Yvelines
-43-73-08). T.J., et mar. de 12 h à
et de 14 h à 16 h. Entrée: 12 F. Prix
entré du musée, J., Jeudi 16 juin.

LY.-LE-ROI. Madame du Barry, de
saillies à Louvenciennes. Musée pro-
posé de Mary-le-Roi, grille royale du
de Mary (69-88-05-28). T.J., s, dim.
mar. de 14 h à 18 h. J., Jeudi 28 juin.

هكذا من الأضليل

Pour la deuxième journée
de grèveDeux vols sur trois
assurés à Air Inter

L'appel à la reprise du travail du SNPNAC, l'un des trois syndicats de pilotes ayant lancé à Air Inter un mot d'ordre de grève le mercredi 8 et le jeudi 9 avril, a eu pour effet d'augmenter le nombre des vols assurés par la compagnie intérieure. Mercredi, celle-ci a effectué la moitié de son programme habituel. Jeudi, elle assurait que 65 % des vols seraient maintenus.

Il est à noter que la proposition de démission du directeur de l'exploitation aérienne et du personnel navigant technique, M. Jacques Rantet, ait contribué à cette détente. Les syndicats ont affirmé aujourd'hui que la grève aérienne du mont Sainte-Odile n'est pour rien dans leur arrêt de travail, alors qu'ils le motivent par l'absence de réaction de la direction à cet accident, qui a fait quatre-vingt-huit morts le 31 janvier.

A Papete

L'Assemblée occupée...
PAPEETE

de notre correspondant

Ils ont mis en berne le drapeau tricolore accroché au mit d'essai à l'entrée des locaux de l'Assemblée territoriale où ils vivent retranchés, au centre de Papete, depuis la fin de la semaine dernière. M. Vernaudeau, député non inscrit, maître de Mahina, chef de file du Aie A. A. I., et le certain de militants qui l'entourent, n'acceptent pas l'élection du maire de Papete, M. Jean Juvénat, à la présidence de l'Assemblée territoriale, intervenue le 8 avril au cours d'une réunion à laquelle ne participaient, dans le conseil d'administration, que les conseillers de la majorité.

M. Vernaudeau, élu l'an dernier à la présidence de l'Assemblée territoriale, se considère comme le seul président légal de cette Assemblée. Il estime que son mandat n'expirait que le 30 avril. Il reconnaît pas la légitimité de M. Juvénat, pourtant entré en fonction le 8 avril, par la République, M. Michel Jau.

MICHEL YIENGKOW

Les états-majors du RPR et de l'UDF face à M. Mitterrand

L'opposition cherche à s'organiser
en cas d'élection présidentielle anticipée

Ratification des accords du traité de Maastricht avant l'été par la voie parlementaire, réélection de M. Mitterrand, désir de « sortir par le haut », s'appliquera à lui-même, et l'élection présidentielle en début d'année prochaine. Tel est le scénario que les dirigeants de l'opposition vont désormais privilégier.

Si M. Mitterrand cherche à brouiller les pistes, c'est réussi. L'opposition s'attendait à une confirmation aussi rapide du maintien du scrutin majoritaire pour les prochaines élections législatives. Quand ils ont entendu M. Bérégovoy l'annoncer à la tribune, les parlementaires n'ont pu réprimer un réel soulagement. Soulagement qui, dans les états-majors de leurs partis, a été cependant de ce soit RPR, l'UDF, chez les centristes, une idée révoltée se propageait. Une idée, l'air de dire, depuis quelques semaines, soudainement s'imposait : en faisant le pari du scrutin majoritaire, le chef de l'Etat préparait non pas une nouvelle cohabitation, mais une campagne pour une élection présidentielle anticipée.

Cette conviction des dirigeants de l'opposition devrait avoir une première conséquence : relancer le débat sur les élections, laissé délibérément de côté depuis le début de l'année. Si M. Mitterrand tient ses engagements, RPR et UDF devraient rapidement se concerter pour mettre définitivement au point un système. M. Chirac l'a réclamé maintes fois, souhaitant que tout soit prêt pour l'automne. Prévoyant déjà que les échéances pouvaient se précipiter, M. Balladur avait demandé également en février dernier, qu'en cas de possible, moins lourd que celui initialement prévu, soit tenu.

L'UDF, et particulièrement M. Giscard d'Estaing, a été très longtemps à se faire les pieds. Ce ne semble plus être le cas. Au « Grand Jury RTL-Le Monde », le 5 avril, M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, affirmait : « Nous aurons, promettrait-il, un accord sur la procédure à suivre pour qu'il n'y ait qu'un candidat à l'élection présidentielle, qu'elle soit à son terme ou qu'elle soit anticipée. » M. Giscard d'Estaing, depuis

longtemps, parie sur un départ anticipé de M. Mitterrand de l'Élysée. La bonne tenue de l'UDF aux élections régionales et cantonales, ajoutée à la détermination qu'il peut mieux que M. Chirac puiser dans le vivier élargi des élus divers droite, l'a convaincu qu'à condition qu'elles se jouent « sans magouilles », il peut sortir gagnant de ces primaires.

Le menace
de Maastricht

Nel doute en ce cas que l'opposition, qui prétendait, la semaine dernière encore, faire preuve de sang-froid, se dirige vers une relance de la guerre des chefs. Que va faire M. Léotard, qui, lui, a besoin de temps ? M. Balladur consentirait-il à ne demeurer qu'un premier ministre « virtuel » ? M. Bayrou, qui a toujours dit « qu'il était là et qu'il continuait », qui, hier encore, réclamait une élection présidentielle anticipée, mais qui n'a jamais admis le carcan des primaires, est-il mort ?

Dans l'immédiat, une autre menace plane au-dessus de sa tête : la ratification des accords de Maastricht. Les dirigeants de l'opposition se doutent bien que M. Mit-

terrand va disposer là, avant l'été d'une bonne occasion de tester la résistance de leur union. Sauront-ils pour autant éviter le piège ? Personne n'est juriste. Désireux d'affirmer la prédominance de l'UDF, M. Giscard d'Estaing semble tenté de rester ferme face au RPR, en se montrant plus européen que jamais. « Pas question de ne pas voter Maastricht, pas une voix », l'UDF ne doit pas lâcher, a-t-il répété, la semaine dernière, devant les dirigeants de l'UDF.

En réalité, il y a péril dans les deux maisons. Au RPR, M. Philippe Séguin compte bien agréger autour de lui tous ses compagnons, jugant qu'avec les accords de Maastricht la France « joue à cassé-cou ». A l'UDF, M. Philippe de Villiers, est également résolu à empêcher l'UDF de faire « une dérive à gauche ». Le député de Vendée compte même se saisir de ce combat pour jeter, le 18 mai prochain à Paris, les fondations d'un nouveau parti. Sans cesse promis, les états généraux de l'opposition sur l'Europe n'ont toujours pas été programmés. La droite, plus que jamais, va avoir besoin de tous ses nerfs !

DANIEL CARTON

Au Parti socialiste

M. Fabius propose un congrès
pour « dépasser les courants »

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 8 avril, a surtout retenu du discours de M. Pierre Bérégovoy à l'Assemblée nationale la mention du mode de scrutin actuel pour les élections législatives de l'automne prochain, décision qu'il a saluée comme positive. M. Laurent Fabius a proposé aux dirigeants socialistes un « dépassement des courants », lequel pourrait s'effectuer à l'occasion d'un congrès qui adopterait, à l'automne prochain, le programme du parti.

Le « point final » mis par M. Bérégovoy au débat sur le mode de scrutin, qui avait agité les socialistes à la fin de l'an dernier et qui avait été l'origine de l'accord entre MM. Laurent Fabius et Michel Rocard sur la succession de M. Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire, a été accueilli avec soulagement, mercredi, par les membres du bureau exécutif. « L'absence du mode de scrutin a été une erreur », a déclaré le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, après la réunion. Au cours de celle-ci, M. Mauroy a souligné lui-même les avantages de la position prise par le premier ministre, qui a fait sourire certains participants. L'ancien premier ministre avait posé la question à la rentrée 1991, mais il est vrai qu'il avait souligné, au mois de juillet précédent, qu'un scrutin à majorité absolue ne correspondait pas à l'esprit des institutions de la V^e République.

M. Fabius a confirmé aux membres du bureau exécutif ce qu'il avait déjà prévu dès le lendemain des élections régionales et cantonales, c'est-à-dire qu'il fera des propositions au congrès directeur, les 11 et 12 avril, pour le « dépassement des courants ». Le premier secrétaire a son entourage réfractaire depuis plusieurs semaines à l'idée d'un congrès.

Trois membres du PS ont gardé le vif en Dordogne. Trois membres du Parti socialiste, MM. Jean Burg, conseiller général, Marcel Restoin, responsable du comité d'expansion du département, et Alain Petit, membre de la permanence de l'ancien président du conseil général, M. Bernard Bioulès, ont été placés pendant quelques heures en garde à vue, mercredi 8 avril, pour les besoins de l'enquête après le dépôt auprès du procureur de la République d'une plainte contre X. Cette plainte est motivée sur un conseiller général RPR dont le vote avait permis à un socialiste de l'emporter lors de l'élection du président du conseil général.

L'hypothèse d'un congrès de la « réconciliation », qui pourrait être convoqué à l'automne prochain, alors que les assises du PS seraient déjà en cours, a été écartée. M. Fabius a déclaré qu'il ne pouvait pas envisager de réunir les socialistes à l'approche des élections législatives, de faire l'adoption de leur programme la conclusion d'un accord avec les militants et de conforter la présence de M. Fabius à la tête du PS. Le premier secrétaire est, en effet, dans une situation incommode en raison des conditions de sa désignation, en janvier dernier, par le comité directeur, sur la base d'un accord d'appareil.

L'organisation d'un congrès de l'automne se heurte à une difficulté de calendrier, mais elle bénéficie d'un préjugé favorable du côté des rattachés. Ceux-ci plaident depuis longtemps pour une réforme des statuts du PS et une évolution du parti qui leur permette de dépasser les années 70. Un congrès dépassant une majorité d'entre eux serait partenaire à part entière permettrait à l'ancien premier ministre et à ses amis de s'exprimer publiquement sur la situation politique et sur les changements de gouvernement des prochains jours, à adopter une attitude résolue sur la proposition d'un congrès.

Si certains de ses amis ont un rapprochement avec MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen, les positions prises par le premier sur l'Europe et sur l'Union européenne ont été saluées par le premier ministre. M. Bérégovoy a déclaré qu'il était favorable à la ratification de Maastricht.

En attendant, la réunion du bureau exécutif a été l'occasion, pour les rattachés et les socialistes, de faire un bilan de la situation en Dordogne après le débouchage d'un conseiller général d'opposition. Le conseiller général d'opposition, M. Bernard Bioulès, a été élu conseiller général de la commune de Saint-Genès-de-Mais, qui a été élu conseiller général.

M. Bernard Bioulès, conseiller général RPR de Saint-Genès-de-Mais, a été élu conseiller général de la commune de Saint-Genès-de-Mais, qui a été élu conseiller général de la commune de Saint-Genès-de-Mais.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Champions

PLUS on plus je suis frappé par le contraste entre les jeux du stade et les jeux du cirque, entre les sportifs et les politiciens. Tout le rapproche pourtant. Il s'agit, et là, il y a l'adversaire, de marquer des points, de lutter, de gagner pour gravir les marches du podium ou celles du pouvoir, de rivaliser sur le terrain et de compliquer dans les vestiaires.

On les dit vendus, on les croit achetés. C'est là-bas brandissant le drapeau de la victoire, l'ex-patron du club du Bordeaux gardé à l'écart pour une affaire, une une, un dessous-de-table, d'acrobatie et d'usage de faux. Il y a aussi l'insatiable curiosité de ceux qui le représentent, un parti, une ville, un pays.

Rocard balançant, crâne, entier, la nouvelle de son échec. C'est Arthur Ashe boulevé, au bord des larmes, réduisant la presse pour confirmer la rumour de sa dépression. Et quand Noah, quand Lafont, quand ou déprimés, se retirent à leur poste, rendent leur tablier, leur geste suscite des commentaires identiques.

Où, tout le rapproche et tout le distingue. Chacun a son esprit. L'esprit de compétition qui pousse les sportifs à eux-mêmes, qui incite les politiques à rebaisser les autres et qui amène les uns à confondre les autres, à confondre la Coupe de l'Amérique, à gagner la force de l'emporter la prochaine fois. Il s'est incliné, quel mot magnifique, devant le Moro-di-Venezia et il a relevé le front haut.

Le jour où on s'en approche à en juger par les réactions des uns pendant la nuit des régionales — où nos représentants adopteront la même langue et la même mentalité, ils seront définitivement réconciliés avec la nation. Une nation, des nations, qui se reconstruit à faire la guerre à un autre, à faire la guerre à un autre, à faire la guerre à un autre. Et à la loyale. Pour rien, pour la gloire, pour la gloire !

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, mercredi 8 avril, la nomination de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, et de la sécurité publique, de M. Jean-François Lelièvre, ministre de la culture, et de M. Jacques Lambert, nommé préfet hors cadre.

MIDI-PYRÉNÉES :

M. Alain Bidou, préfet hors cadre, est nommé préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne, en remplacement de M. Yvon Olivier, placé en position hors cadre, qui devrait être nommé directeur du cabinet de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique.

Né le 17 juillet 1941 à Saint-Germain (Val-d'Oise), M. Alain Bidou est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Affecté en 1968, au ministère des DOM-TOM, il devient chef de subdivision administrative de Nouméa (Nouvelle-Calédonie) en 1969, puis sous-préfet de Langres en 1973. Directeur du cabinet de M. Jean-François Lelièvre, ministre de la République dans le territoire français des Antilles et des Indes en 1974, puis sous-préfet de Calais en 1976, il est nommé secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne en 1979. Secrétaire général de la ville de Marseille en 1981, M. Bidou est nommé commissaire de la République du Jura en 1984, puis, en 1985, directeur de l'administration plus tard, directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur. Préfet de l'Allier en 1986, préfet de l'Oise en 1988, il devient en 1990, préfet de la région Île-de-France, préfet de la Seine-Saint-Denis. Depuis le 31 janvier 1992, il est le directeur du cabinet de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur.

EN BREF

M. Daniel Heffelf, nouveau responsable de la coordination de la majorité sénatoriale. — M. Daniel Heffelf, président du groupe centriste du Sénat, est le nouveau responsable de la coordination de la majorité sénatoriale qui rassemble les groupes du RPR, de l'Union centriste, des Républicains et Indépendants, ainsi qu'une partie du Rassemblement démocratique et européen. M. Heffelf, qui exercera cette responsabilité pendant les six prochains mois, c'est-à-dire jusqu'au renouvellement sénatorial de septembre, prend la succession de M. Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et Indépendants.

M. Flanchois devient porte-parole du groupe socialiste. — M. Jean-Paul Flanchois (Seine-et-Marne) a été désigné, mercredi 8 avril, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

M. Bernard Tessonnel secrétaire général par intérim du groupe RPR au Sénat. — M. Bernard Tessonnel, conseiller général (RPR) de l'Eure, a été nommé chef de cabinet de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat. M. Tessonnel assure l'intérim au secrétaire général du groupe en remplacement de M. Jean-François Ernot, qui avait démissionné le 13 février. Membre du cabinet de M. Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, de 1986 à 1988, M. Tessonnel a été élu conseiller général de l'Eure, de 1988 à 1992.

SAVOIE :

M. Francis Beck, administrateur civil hors classe, est nommé préfet de la Savoie, en remplacement de M. Jacques Lambert, nommé préfet hors cadre.

Né le 11 mai 1924 à Baden-Baden, M. Francis Beck est nommé administrateur civil au ministère des affaires culturelles en 1971. Conseiller technique au ministère de la culture en 1981, puis directeur de l'administration générale du ministère de la culture, en 1985, il est, en 1986, chargé de mission au ministère de la culture, avant d'être nommé, en 1988, directeur du cabinet de M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication.

VAR :

M. François Leblond, préfet d'Indre-et-Loire, est nommé préfet du Var, en remplacement de M. Henri Fingues, nommé le 19 février directeur général des collectivités locales.

Né le 6 mai 1939 à Paris, M. François Leblond, ancien élève de l'ENA, est nommé, en 1966, administrateur civil au ministère de l'Intérieur, puis, en 1969, chargé de mission au cabinet de M. Raymond Marcellin avec lequel il collaborera à nouveau de 1974 à 1975 au ministère de l'Agriculture. Il entre en 1976 au cabinet de M. Jean-François Fourcade, ministre de l'Economie et des finances et la suit au ministère de l'Équipement, de 1976 à 1977. Sous-préfet de Meaux en 1978, il devient directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris en juin 1982, puis, en avril 1986, préfet délégué à la police pour les deux départements de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-Saint-Denis. Il est nommé préfet du Lot en janvier 1987, puis du Var en 1989. Il est préfet d'Indre-et-Loire depuis le 3 janvier 1991.

Le 29 mars conseil général (RPR) des Andelys (Eure). Il est le fils de René Tomasi, ancien secrétaire général de l'UDF, qui fut secrétaire d'Etat dans le gouvernement Chirac en 1976.

Mort du Prix Nobel de médecine, Daniele Bovet. — Le Prix Nobel de médecine 1957, Daniele Bovet, est mort, mercredi 8 avril, à Rome. Italien né à Neuchâtel en Suisse, il a été quatre-vingt-cinq ans. Le prix Nobel de physiologie et de médecine lui avait été décerné pour « découvertes relatives aux effets de substances synthétiques sur le système nerveux et sur les muscles striés ».

ÉCHECS : mort du grand-maître américain Samuel Reshevsky. — Enfant prodige des échecs, arrivé aux États-Unis de sa Pologne natale en 1920, à l'âge de huit ans, Samuel Reshevsky est mort samedi 4 avril à New-York. Il était âgé de quatre-vingt ans. Il fut sept fois champion des États-Unis, gagna contre Capablanca et Botvinnik, mais autres grands-maîtres. Son « règne » sur les échecs américains prit fin en 1955 avec l'interruption d'un autre prodige de quatorze ans qui allait, lui, dominer les échecs mondiaux : Bobby Fischer.

SOMMAIRE

DÉBATS

Télévision : « Les Français repartent-ils ? », par M. Jean-François Lelièvre. Religion : « L'Église et son organe de la République », par Mgr Jacques Julien. 2

ÉTRANGER

L'état d'urgence général est instauré en Bosnie-Herzégovine. 3
L'imbricolage russo-ukrainien. 3
La Hongrie désemparée. 4
Après l'attentat à la bombe à son retour en Libye. M. Youssef Sraïra. 5
Pour éviter les sanctions de l'ONU, Tripoli proposerait de remettre des ses agents à la Tunisie. 5
Afghanistan : M. Najibullah pourrait quitter le pouvoir avant le 28 avril. 11

POLITIQUE

Le réajustement de politique générale de M. Pierre Bérégovoy devant le Parlement. 7 à 11

SOCIÉTÉ

Le procès de Fouad Selah devant la cour d'assises de Paris. 13
La crise du syndicalisme enseignant : le SNES est menacé d'être exclu de la FEN. 13
Voie : Ville-de-Paris est éliminé de la Coupe de l'Amérique. 14

CULTURE

Le Prisonnier, de Luigi Dallapiccola, au Châtelet : le chant des espérances mortes. 15
Ouverture du Salon Muscra. 15
Danse : chorégraphies de printemps. 16

LIVRES • IDÉES

Macedonio Fernandez, le maître de Borges. M. Michel Braudieu et le somnolent de Gennep. M. le feuilleton : « Cousins d'Amérique » et « Hie-

toires littéraires, par François Bott : « Les vacances de Monsieur Taine ». D'autres mondes, par Nicole Zand : « Connaître les idées qui propagent le mal ». Edward Gibbon, le fou de Rome. Philosophie, par Roger-Pol Droit : « Hegel actuel ». Lettres portugaises. 25 à 32

ÉCONOMIE

Le numéro un de General Motors mis sous surveillance. 17
Les marchés financiers touchés par l'onde de choc venue du Japon 17
Au congrès de la FNSEA M. Lacombe dénonce le « système effrayant » des États-Unis. 18
La chambre régionale des comptes d'Alsace critique Gaz de Strasbourg. 19

COMMUNICATION

M. Pascal Joseph, directeur général adjoint de A 2 et de FR 3 et le rapprochement des chaînes publiques. 18
Après vingt-quatre heures de grève, les discussions au Figaro sont dans l'impasse. 18

Services

Abonnements. 2
Annonces classées. 18
Carnet. 14
Loto. 14
Marchés financiers. 20-21
Météorologie. 23
Mots croisés. 23
Spectacles. 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folio 25 à 32
Le numéro de « Monde » daté 9 avril 1992 a été tiré à 498 442 exemplaires.

هنا من الأخبار

Le Monde

DES LIVRES

Le maître de Borges

Macedonio Fernandez passa sa vie à se méfier des vérités acquises à imaginer l'envers du monde tel que le langage l'a forgé

PAPIERS DE NOUVEAUVEU ET CONTINUATION DU RIEN
de Macedonio Fernandez.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Michel Baron Superville,
Paul Corti, coll. « Ibbériques »,
381 p., 105 F.

Qui est-il, au vrai, Macedonio Fernandez, un Argentin disparu il y a une quarantaine d'années, et que Borges, sans quelque raison, appelait « maître, le désignant comme l'homme le plus extraordinaire qu'il ait connu » ?

Pour faire une idée, il faudrait d'emblée citer le début de son « Autobiographie », laquelle fait partie du présent ouvrage : « L'univers ou la réalité et moi naquimes le 1^{er} juin 1874, et il est facile d'ajouter que les naissances se produisent près d'ici et dans une ville de Buenos-Aires. Il y a un monde pour chaque nature, et le pas n'est rien de personnel, mais signifie simplement que le monde n'est pas. Naitre sans le trouver n'est pas possible : on n'a jamais vu un être se retrouver sans monde à la naissance, et qui n'aurait-il senti que c'est nous-mêmes qui opposons la réalité qui s'y oppose et qu'il n'est resté rien si effectivement nous sommes, comme certains croient ».

Des faits plus concrets ? Macedonio est des études de droit et, son diplôme obtenu, il n'exerce pas sa profession de juriste que pendant quelques années. Il s'est marié très jeune, se fiance à nouveau quatre enfants : devenu veuf, en 1920, il les confia à sa famille. Ne disposant que de quelques centaines d'anglais, il entretint cependant une correspondance assez nourrie avec William Faulkner, l'une de ses marottes étant, à l'époque, la possibilité de dévoiler, dans les labyrinthes de la matière, le substrat atomique du Moi. Enfin, il vécut presque toute sa vie dans des modestes pensions, soit dans la capitale, soit en province, en la seule compagnie de sa guitare et de quelques méditations, il s'empresait d'abandonner derrière lui lorsqu'il changeait de domicile, puisqu'il soutenait — Borges le lui entendit dire — que supposer que l'on peut perdre quelque chose, c'est l'orgueil, l'esprit humain étant si pauvre qu'il est condamné à trouver, perdre et redécouvrir toujours les mêmes perplexités et les mêmes réalités.



Macedonio Fernandez : « L'univers ou la réalité et moi naquimes le 1^{er} juin 1874. »

A leur sujet, il convient tout de suite d'observer que pas un des livres qui lui composent ne pourrait donner en lui-même une idée du génie de Macedonio — peut-être parce que lui avait donné à lui-même du génie, négligeant de lui accorder du talent et l'ambition de faire une œuvre.

Ainsi, si bien que depuis les longtemp des universitaires européens et américains se penchent sur ses « cas », l'étonnant Argentin n'était traduit que de façon très fragmentaire — en fran-

çais, en anglais, en allemand, en italien, en polonais... — avant que Silvia Baron Superville ne propose, hier, les poèmes d'Elena Bellemort et autres textes (José Corti, 1990), et aujourd'hui, ces Papiers de Macedonio. Et, soit dit par parenthèse, on ne saurait assez vanter le talent intrépide de la traductrice, si l'on songe à la véritable guerre que, par moments, lui livrent le français et la langue de Macedonio, lequel passa sa vie à se méfier des vérités acquises : à imaginer l'envers du monde tel que le langage l'a forgé.

Cela le poussait à abonder en paradoxes — ce rire de la pensée, cette écumine au sommet de la vague de la philosophie. De sorte que si l'on essaye d'isoler, dans ses textes, des affirmations, celles-ci paraissent se réduire à de simples

plaisanteries. Et pourtant, on n'est pas loin des jeux de mots — les « paradoxes » chargés de sens — d'un Lewis Carroll quand, par exemple, il proposait à ses auditeurs de conférences d'arrêter par la parole, Macedonio insistait que s'il y avait eu encore un absent, il n'aurait pas trouvé de place. Ou, dans le cas contraire, que l'absence était si grande que même les non-présents s'y trouvaient.

Aussi, lorsque, en parlant d'un ami de haute taille, il le décrit « si grand que sa tête pourrait servir de chapeau », ajoutant qu'il « marchait sur les pieds », et que c'est là que commençait leur amitié et la possibilité de se comprendre.

Il détestait les monuments publics parce qu'ils représentaient presque toujours « des hommes portant un pardessus gris sur une ample robe de mar-

bre », tout en soutenant que chaque ville se doit de posséder une statue en l'honneur de l'inventeur du « monde » du « monde gauche », « distinction à laquelle seuls les hommes se débrouillent ». N'oublions pas qu'il conseillait de ne rien entreprendre aujourd'hui, « car l'avenir est plein de choses prêtes, tellement préférables, et d'un d'ores et déjà de l'avenir très proche, après tant de passé ».

Mais, sur un monde plus grave, Macedonio observe que l'homme est un être « pour insignifiant en soi, en soi-même, qu'elle soit, représente la totalité de l'interrogation de la métaphysique ». Ce qui n'est pas sans rappeler Wilde, selon lequel, à chaque instant de sa vie, chaque homme est tout ce qu'il a été et tout ce qu'il sera.

Enfin, au sujet d'une personne inconnue dont il feignait de rédiger l'impossible biographie, Macedonio disait que, de savoir qu'il n'est possible d'ignorer rien d'elle, il ne consentirait pas à ce qu'on le dépasse dans l'ignorance qu'il avait patiemment accumulée à son sujet, ni dans la promptitude à la diffuser.

C'est ce sentiment d'ignorance, mais, l'occurrence, involontaire et sans allégresse, que le chroniqueur partage, ici, avec qu'il aurait tant souhaité donner un aperçu de l'œuvre de Macedonio Fernandez, susceptible d'entraîner le lecteur à la découverte d'un univers entre tant rare, entre tant solitaire : d'un Grec arrivé trop tard en ce monde — les autres ayant parfois de ces distractions, — qui aurait manqué d'interlocuteurs pour empêcher la dispersion de ses soliloques.

D'un homme qui, avec lui-même, et tout en répugnant de se sentir quelqu'un, un monsieur muni de papiers d'identité, se tenait qu'à lui « soi ». Et qui, comme Marceline Troie — mais légèrement plus réel que ce personnage fait de papier, et avec une sorte de bonheur négligent, — s'obstinait, en jouant de la guitare, dans les longues tenues sur les cordes, à répéter, à marteler les quelques questions qui auront toujours hanté l'esprit des poètes, des philosophes : la réalité, l'être et le non-être, le langage, l'origine des sentiments, le sens de la souffrance dans l'économie du monde... Sans jamais la récompense d'une réponse : pour le plaisir socratique de penser.

Hector Biancotti

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Cousins d'Amérique

Il y a beaucoup d'Amériques. Dans son voyage en solitaire, Yves Berger est paysagiste, peintre des ciels, des lacs, des séquoias. Tony Cartano s'est lancé dans une entreprise différente. Il parcourt le continent d'est en ouest en visitant les maisons de Faulkner, de Poe, d'Elvis. C'est ainsi qu'il découvre l'Amérique.

Page 26

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Les vacances de Monsieur Taine

Maître à Paris d'une fin de siècle maussade, il fit une carrière de critique, d'historien, de philosophe, de psychologue et de moraliste. Il rêvait d'appliquer les méthodes scientifiques à l'étude de la littérature. On rêvait, pour la première fois depuis 1910, d'Henri Mayran, le seul roman d'Hippolyte Taine.

Page 26

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Connaître les idées qui propagent la haine

Depuis 1945, il y a eu, en France, quatre réimpressions clandestines des Protocoles des sages de Sion, qui a été publié aussi dans les pays de l'Est et le monde musulman. Pierre-André Taguieff commente aujourd'hui une édition récente et profonde — textuelle à l'appel — un célèbre faux antisémite. Il faut connaître cette littérature malfaisante pour ne pas oublier et même le conseil d'Adam Michnik : « Lisez Hitler, lisez Staline, lisez les Protocoles des sages de Sion. »

Page 32

Le sommeil de Ganymède

Sur la route de l'Ouest, Michel Braudeau emmène un cameraman en dérapage professionnel et un adolescent sans tabou

Le feuilletoniste du « Monde des livres », Michel Braudeau, vient de publier son septième roman. Dominique Fernandez, prix Goncourt 1982, l'a aimé, pour son style, pour son charme. Il en propose ici sa lecture.

LE LIVRE DE JOHN
de Michel Braudeau.
Seuil, 310 p., 110 F.

Le Livre de John apporte un fier renfort à l'édifice, périllement malgré son expansion apparente, de la culture homosexuelle. A peine cette phrase écrite, j'ai envie de la rétracter, et pour trois raisons au moins : parce qu'une telle épithète, fruit d'un barbarisme à l'odeur de médicament, est elle-même rebutante ; parce que,

aujourd'hui moins que jamais, on ne sait quelle touche marchandise se glisse sous l'étiquette de « culture homosexuelle » ; parce que, surtout, je voudrais pas qu'une appellation semblable écarte le public d'un roman qui a été le piège de l'exhibitionnisme que les contemporains de Michel Braudeau intéressés par le sujet tombent dans une monotonie.

Mais enfin, il faut être clair : le Livre de John, malgré son titre biblique, n'a rien à voir avec les Écritures — il moins que John, parmi tous les symboles associés à cet « homme » de quinze ans, renvoie à Jean, le favori de Jésus, et pour qui pas, également, à Jonathan, l'ami très cher de David.

Paul, le narrateur, file sur une route de Californie, dans une

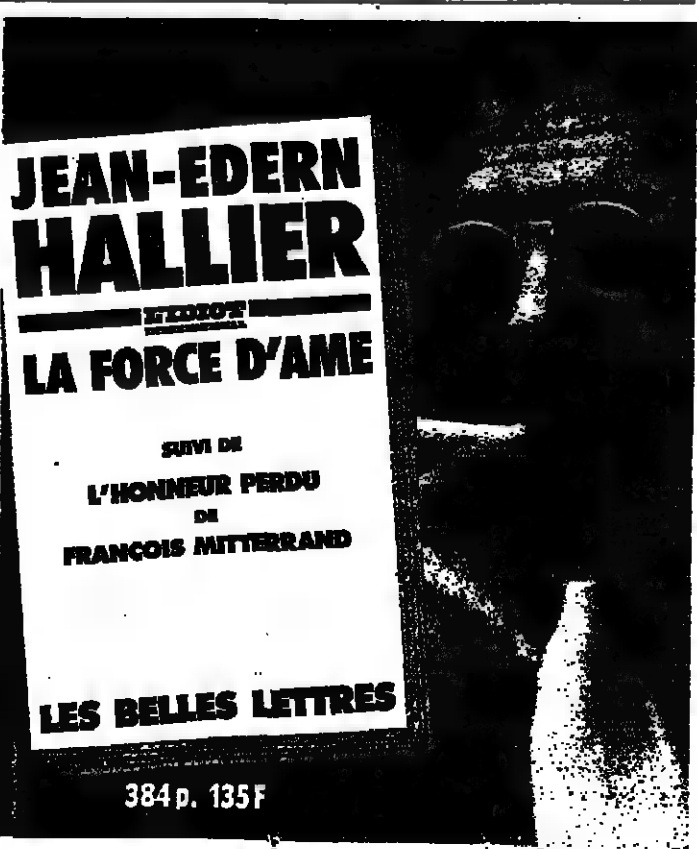
grosse camionnette. A l'arrière, John, le jeune homme à la banquette, regarde d'un air plaid. Les parents de John, une actrice de cinéma polonaise et le Persan Ismail, lui ont confié le garçon, élève indiscipliné et paresseux, dans l'espoir qu'un voyage en Amérique contribue plus utilement à l'éducation. Paul, un ancien cameraman, recyclé dans le raïstologie des scénarios, dégoûté de l'univers des images, est incertain de sa vocation. En dérapage professionnel, en quelque sorte, avant d'être entraîné par John dans une dérive bien plus troublante.

Quand, à la première page du livre, on les découvre en ce grand équipage, l'adulte au volant, l'enfant couché à l'arrière, dans le désordre de ses boucles brunes, rien ne devrait mettre en alerte le lecteur, auquel ce tableau du Som-

meil d'Endymion paraît on ne peut plus innocent.

Sinon que, tel un compositeur d'opéra, l'ouverture de son opéra, Michel Braudeau glisse quelques notes d'humour : la voiture porte le nom de Caprice (version industrielle de l'aveugle Désir, ignorant des conventions sociales), Paul nous apprend (comment le sait-il ?) que John a des taches de rousseur sur le ventre, et enfin, lorsque, arrivé devant le motel, il emporte l'enfant endormi dans ses bras, il le dépose dans une chambre équipée de deux lits d'une personne et demie, « que l'on désigne du nom étrange de « queen ». Pas besoin d'être dans l'argot gay pour saisir l'indice.

Dominique Fernandez
Lire la suite page 27



L'ATTRAPEUR D'OMBRES

d'Yves Berger. Grasset, 198 p., 25 F.

AMERICAN BOULEVARD

de Tony Cartano. Julliard, 198 p., 28 F.

L'AMÉRIQUE est un continent, soit. Pour certains, c'est un sentiment. Déjà Tocqueville et Chateaubriand se l'approprièrent, par petits bouts, puis qu'on se mit à l'ingérer toute, en l'assimilant de façons diverses, en rêvant, en réinventant, chacun à sa manière. Avec la liberté qu'on peut prendre d'un pays lointain qui nous ressemble. Parce que c'est un pays que nous avons découvert, que nous avons soumis, un pays ami qui nous a ensuite dominé de son amitié puissante. D'ailleurs, c'est tout juste si l'on ne précise, quand nous disons d'Amérique, qu'il s'agit des États-Unis, du Nord, et non de la grande sœur du Sud, sympathique mais un peu brouillonne, avec ses dictateurs et son folklore, et ses misères. Immense, et plus belle, sans doute, mais ce n'est pas le problème, ce n'est pas elle qui remplit cette case très particulière de notre imaginaire que désigne le nom d'Amérique.

Il y a beaucoup d'Amériques, mille, presque autant que les visiteurs, et pourtant on aime vite penser la contraire, tellement l'Amérique a été photographiée, filmée, dessinée, banalisée à outrance, comme une autre version par l'image et irradiée d'images. En fin de compte, il ne nous reste qu'une dizaine d'Amériques possibles dans la tête plus ou moins claire des clichés. Et peut-être moins encore si l'on considère que la plupart du temps un voyage en Amérique se passe (on peut évidemment aller autant au bien d'autres pays) à vérifier le cliché, à assurer que les autoroutes sont en effet interminables, et les voitures magnifiques, et l'espace enfin libre, etc. Et pour cela on n'est jamais déçu, le territoire est conforme, sinon aux cartes (il en est peu de bonnes), à la photo, à la carte postale. Et la surprise vient de tout ce qu'on y apporte.

YVES BERGER, écrivain et éditeur, n'en est pas à son premier voyage aux États-Unis. Il avait déjà choisi le cadre de son premier roman, *Le Feu* (prix Femina 1962), et depuis est revenu sur place et de part en part avec *Le Feu d'Amérique*, les *Matins du Nouveau Monde*, et, tout récemment la *Pierre* et le *Séguaro*, un journal de voyage, un carnet d'impressions consacré plus particulièrement au désert de l'Ouest, de l'Arizona au Nevada. *L'Attrapeur d'ombres* lui fait suite, comme un deuxième volet, toujours dans l'Ouest, de Los Angeles à Salt Lake City en passant par l'Oregon et l'Idaho. L'éditeur chateaubrien est plein de faconde que l'on connaît à Paris se transforme, dès qu'il monte dans l'avion pour son Ouest adoré, en poète subtil et lyrique, en amoureux exigeant, frondeur et toujours disponible à la beauté. « Le voyageur en Ouest, où l'espace et le ciel vont au bout d'eux-mêmes, le plus loin possible jusqu'au bout, en tirant jusqu'à la déchirure sur le tissu aérien et subtil qui les constitue, se sent habité de l'extérieur par une incomparable bonheur de se sentir habité de cela même qu'il entre en lui moins par effraction que par contagion et qu'il le pousse entre jubilation et extase dans un espace sans fin, sous un ciel démesuré... » Berger est avant tout un remarquable

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Yves Berger : « En Ouest, où l'espace et le ciel vont au bout d'eux-mêmes. »

Cousins d'Amérique

payagiste dans son voyage. Il ne peint pas des batailles ni des cours, mais des ciels, des lacs, des séquoias. Cet arbre géant, qui vit quatre mille ans et peut mesurer jusqu'à 120 mètres, est le Portos de la forêt américaine, fragile des racines comme l'arbre des génois... Le livre par sa majesté, son invulnérabilité, sa lenteur. Si nous pouvions comme lui vivre à petite vitesse, non pas quatre-vingt ans, qui passent comme un soupir, ni l'éternité, qui l'on sait impossible, mais une moyenne de quatre cents ans... Un lac au repos enveloppé de sapins noirs comme une scène de théâtre par les silhouettes des sapins, un lac qui réinvente la couleur bleue. La magie des noms indiens ou français, souvenir du temps des trappeurs, la musicalité du nom d'Oregon (« Dites : Oregon, à mi-voix ou, mieux encore, à voix haute, et vous voyez l'or, vous voyez le

gong »), la grandeur ravagée du Yellowstone après l'incendie, c'est là selon Berger que se trouvent sans doute les portes du Paradis. Et même si la légende a déraillé au cours de l'Histoire, Berger note patiemment qui demeure inhérent à nous, le besoin de Paradis.

Car la légende déraillait parfois, en effet. Au lecteur qui pourrait s'étonner de ne pas rencontrer l'âme qui vive, sinon l'âme, l'ombre des Indiens, comme dans la superbe histoire de l'Indien Ishi, Berger répond qu'il ne vient pas ici pour rencontrer des Américains : « Trop nombreux et partout dans le monde, pour un peu aussi nombreux ailleurs que chez eux. » Et trop loin par-dessus le marché. En trois pages assassines, il règle leur compte aux Américains obèses, à leur alimentation aberrante, à leur impudeur de monstres qui ne se voient pas, parce qu'ils ne se voient jamais avec le regard de l'autre. Et s'il communique avec quelqu'un sur place, avoue-t-il sur le ton du récit, c'est avec un vieil Indien qui vit dans une réserve, un Indien nommé Shadow Catcher, l'attrapeur d'ombres. Berger, le fou d'Amérique, préfère voyager, un Indien accompagné, dans les grands parcs nationaux, les fragments du Paradis tombés sur la Terre, qui lui ont en lui un sentiment d'admiration religieuse. Et grâce à nous la faire partager à nos limites, avec générosité, dans une prose de haut vol.

TONY CARTANO, romancier habitué aux grands voyages de la fiction (*Le Conquistador*, *Opéra*, *Bocanegra*, *Le Souffle de Satan*), s'est lancé dans une entreprise différente de celle de Berger. Il est parti de Washington sur la côte Atlantique pour arriver à Los Angeles, sur la Pacifique, en passant par la Louisiane, l'Oklahoma plutôt que la Louisiane, sans doute par préférence musicale. Il voyage en écrivain, certes, mais il donne un guide pratique, quelques adresses, sans prétendre remplacer les grands guides classiques existants, et surtout en rencontrant les gens. Les Européens aux États-Unis ont souvent un complexe de supériorité bizarre, celui d'être nés dans de vieux pays chargés d'Histoire (comme si nous l'avions méritée, à défaut de l'avoir pas volée), et les Américains sans Histoire ou si peu qu'ils sont obligés de mettre partout, pour compenser, des panneaux rappelant tel événement, bataille, homme illustre, etc., « la moindre chose d'historique », dit Cartano, sans pour autant en faire un clou de l'époque.

On peut se demander en fait si nombre de ceux qui ont choisi l'Amérique n'ont pas fui l'Histoire, ne sont pas arrivés très soulagés d'en être délivrés. Du reste, l'Histoire est là, avec la guerre de Sécession, et surtout avec l'extermination des peuples indiens, un génocide dont le fantôme n'a pas fini de rôder d'une côte à l'autre. Et des histoires en tous cas, des petites histoires modestes, il y en a plein, et Cartano les raconte avec drôlerie et talent, celle du motel où l'homme se fait par une femme, celle de la maison de Faulkner (Cartano aime la maison d'Elvis à Memphis : Elvis et Faulkner, c'est aussi ça l'Amérique, n'en déplaise à tous ceux qui imaginent avec Disneyland l'arrivée d'un Tchernobyl culturel), non moins de fois, comme si l'explosion n'avait pas eu lieu, depuis longtemps... Et aussi la maison d'Edgar Poe à Richmond, maison faste, bâtie de faux souvenirs. « La reproduction, le factice apparaissent comme une nourriture culturelle indispensable, non pas à défaut d'autre chose, mais en soi. » Le Cartano, un guide savoureux et indispensable.

ETIENNE MAYRAN

d'Hippolyte Taine

Préface de Paul Bourget.

Ed. Mouton, 198 p., 28 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Les vacances de Monsieur Taine

QUELLE heure est-il, Monsieur Taine ? La journée s'annonçait brumeuse, et Monsieur Taine regarda sa montre. Ce n'était

un prudent bourgeois français, comme l'a écrit Paul Bourget, n'attendait pas la vingtième minute pour mourir. Il s'éteignit en 1893, mais qu'une personne de son entourage lui lût la lecture de Sainte-Beuve. Il quitta notre monde un dimanche, une « causeuse de lundi ». Il légua aux générations futures le modèle du professeur porteur de lunettes et barbe qui fut la fortune de la République. Maussant, mais de lui qu'il donnait à l'existence une couleur et un savoir d'archives nouvelles. Les lycéens de plusieurs décennies allaient le lire lorsque, en référence à l'enseignement de Monsieur Taine, ils devaient évoquer l'influence du milieu social et géographique sur les œuvres d'art. Imaginez les tourments et les insomnies que cela pouvait provoquer.

Né à Vouziers, dans les Ardennes, en 1828, Hippolyte Taine était entré à l'École normale supérieure en 1848. Après quoi il fut devenu professeur, mais son manque d'enthousiasme à l'égard du Second Empire lui valut l'exil dans des lycées de province. Tant pis ou mieux, car Monsieur Taine était « un homme d'intérieur », n'aimant que l'étude, les pentouilles et le silence. « Personne, écrivait-il, n'est plus capable de passion que les hommes intérieurs. » Il détestait l'agitation de la vie mondaine. Elle lui inspira cette maxime : « L'homme intérieur ment dix fois par jour, l'homme extérieur vingt fois par jour, l'homme du monde

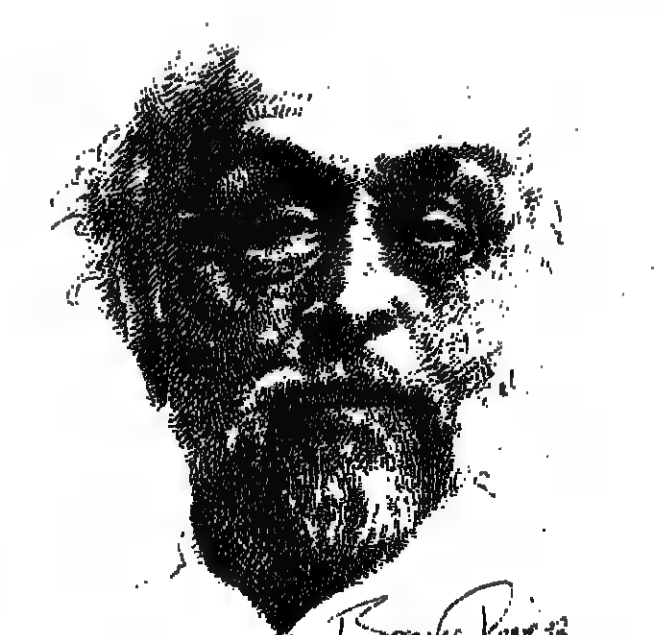
fois par jour. On n'a jamais pu compter le nombre de fois par jour que l'homme du monde ment. » Il y avait là une critique des médiocrités.

Monsieur Taine a fait quand même quelques voyages. Il est allé dans les Pyrénées, après avoir quitté le professorat. Puis il a visité l'Italie pour en rapporter un livre, l'usage des statues de 1880. Taine est mort en 1900. A Venise, il s'est senti des dispositions pour le bonheur. Il parlait de la « douce volupté de la vie » (1). Cependant, il était malade que le voyageur « doit se traiter comme un thermomètre ».

JUSQU'À la quarantaine, il a eu le « cœur dilaté », puis il s'est marié malgré une mauvaise opinion de l'homme conjugal. « On s'étudie trois semaines, disait-il, on s'aime trois mois, on se dispute trois ans, on se quitte trois fois, et les femmes recommencent. » La romantisme ne paraissait pas être la spécialité olympique du cher Monsieur Taine.

Mais il pensait d'une fin de sa vie, critique, d'historien, de philosophe, de psychologue, de moraliste. Il rêvait d'appliquer les méthodes scientifiques à l'étude de la littérature, des arts et de l'Histoire. Il écrivit notamment sur La Fontaine, sur Tit-Live, sur les Anglais et sur les origines de la France.

Voici que l'on réédite, pour la première fois depuis 1910, *Etienne Mayran*, le roman d'Hippolyte Taine. Il l'avait



entrepris à trente-trois ans, mais il ne l'a pas terminé. D'après Paul Bourget, qui en fit la préface, Monsieur Taine avait écrit les premières pages, mais il s'était lassé. Il voulait sans doute délasser un peu. Le rigorisme intellectuel, cela finit par fatiguer. Il faut bien quelquefois se divertir et respirer. En écrivant ce livre, Monsieur Taine prenait des vacances.

Etienne, le héros de cette histoire, est un adolescent de province, aussi pauvre que Julien Sorel. Et l'on nous trace son portrait dans un style sec que

recommandait Stendhal. Remarqué par le directeur d'une institution parisienne et « enrôlé » par celui-ci, Etienne ira dans la capitale, pour devenir « une bête à concours ». Il sera nourri et logé s'il travaille assez pour obtenir les succès scolaires qui mènent à l'établissement. Il devra faire, en quelque sorte, « la réputation ».

Etienne était la réplique ou le « sosie » de Monsieur Taine, lequel avait été lui-même une bête à concours, sous le règne de Louis-Philippe. Le brillant et le trop sage Hippolyte

avait croisé, d'ailleurs, Jules Vallès dans une de ces institutions qui prospéraient en se nourrissant des jeunes gens démunis, victimes de la misère et de la reconnaissance... Au début du livre, Etienne était un jeune homme de son père et lui ressemblait la lecture de Zola. Lorsqu'il avait imaginé cette étonnante Taine avait-il eu la prémonition qu'il trépasserait lui-même d'une mort littéraire, en écoutant quelques phrases de Sainte-Beuve ? Ou faut-il penser qu'à l'heure de sa mort, il voulait être fidèle à ce qu'il avait imaginé jadis et confirmer ou le répéter en quelque sorte ? On ne sait jamais trop si les romans copient l'histoire ou si l'existence imite les romans.

En tout cas, Monsieur Taine se fait son autoportrait dans ce livre. Il partageait avec Etienne la conviction que l'étude et l'ascétisme qu'elle réclame nous consolent du reste. Car le « monde » n'était guère enviable et faisait « le sourd sanglot des funérailles intérieures ». L'étude était le seul refuge d'une existence que Monsieur Taine jugeait misérable. Il pensait que « le seul moyen de supporter la vie », c'était de « l'oublier ». Aussi, le jeune Etienne finissait par aimer la vie, il cloître qu'il était contraint de mener dans une institution.

Paul Bourget se demande pour quelles raisons Monsieur Taine abandonna son roman après le chapitre huit, et le rangea dans un tiroir. Sans doute

le trouvait-il trop indigne et s'effrayait-il de cette inconscience. Mais, si l'on en croit Paul Bourget, ce récit offrait également le désavantage de montrer les traits de Monsieur Taine... sur l'art romanesque. Il défendait, en effet, l'idée d'un roman « objectif », dans lequel l'auteur devait s'efforcer de décrire ses personnages et ne jamais intervenir. Or, Monsieur Taine avait fait le contraire. Il avait écrit une œuvre très subjective, mais il percevait dans la présence de l'auteur et ses idées d'âme ou ses idées intimes. Il se reprochait donc ce que Sartre reprocherait plus tard à Breton.

Bizarrement, André Breton se référait à Monsieur Taine dans le premier *Manifeste du surréalisme* : « Je sais que j'apprivoiserai bien des soirs cette jolie main qui, aux dernières pages de l'intelligence, Monsieur Taine, dans son essai, *De l'intelligence*, Monsieur Taine décrit les hallucinations d'un homme qui avait la rougeole et que l'on avait mis à la prison. Ce malade croyait voir une main « posée sur la page » de son lit ».

Cette main était blanche, fuselée, potelée, d'un galbe ravissant, et l'homme ne pouvait réprimer son envie de la toucher. Il redoutait de ne rencontrer que du vide, une main magique qu'il n'avait pas la cruauté de dérober. « Les contours, la résistance, la fermeté, le peu de tiède (répondaient) fidèlement à l'illusion de la vie. » Les vacances de l'étrange Monsieur Taine, c'étaient l'Italie, le roman et le rêve. Il était vrai que tout le monde ne se prénomme pas Hippolyte.

(1) *Voyage en Italie*, d'Hippolyte Taine, Ed. Complexe, trois volumes, 1990.

هنا من القبول

Comment Edward Gibbon, un parfait Anglais des Lumières s'est mué en homme de la Méditerranée des premiers siècles

LES PARADIS FROIDS

LES GRANDES
D'AOUT (1930)



JACQUES
DARCANG

Un des films les plus
français un autre

AU FIL DES LECTURES

HEGEL ET LES LIBÉRAUX
Liberté, Égalité, État
de Domenico Losurdo.
Traduit de l'italien
par François Mortier,
PUF, Coll. « Pratiques
théoriques », 224 p., 162 F.

ÉTUDES HÉGÉLIENNES
Raison et décision
de Bernard Bourgeois.
PUF, Coll. « Questions », 404 p.,
198 F.

PHILOSOPHIES
par Roger-Pol Droit



Hegel actuel

APPAREMMENT, on peut traiter Hegel comme tout autre grand. Étudier ses sources, analyser la genèse de son système, établir des éditions savantes de ses multiples cours, discuter les commentaires abondants auxquels l'œuvre a donné lieu depuis plus d'un siècle et demi... il y a là de quoi occuper des dizaines d'érudits.

Quelque chose pourtant les distingue sans doute de leurs confrères attachés à Platon, Aristote, Descartes ou Kant. Hegel, en effet, n'est pas seulement le dernier des dinosaures, le génie qui clôt une longue histoire en parachevant la métaphysique occidentale. Il est aussi, et peut-être surtout, celui par lequel s'ouvre l'époque que nous appelons contemporaine. La place centrale de l'Histoire, la mise en lumière des relations entre philosophie, politique et religion, on les doit, entre bien d'autres thèmes dont nous ne sommes guère réellement sortis, à celui que Marx appelait familièrement « le Vieux ».

Peut-être est-il de moins en moins vieux. A mesure, en effet, que s'est estompée la domination du marxisme, et depuis que se sont écroulés les régimes qui s'en réclamaient, l'actualité de Hegel, la pertinence de ses questions ou la puissance de ses vues paraissent sous une lumière différente. L'étonnant battage fait autour du livre de Francis Fukuyama (1) en est un indice parmi d'autres. Qu'un tel ouvrage suscite tant d'échos divers, alors qu'il n'est au mieux que la reprise alléguée de quelques thèses fondatrices de la pensée hégélienne, pourrait aussi s'entendre comme le signe d'une nouvelle consonance entre les attentes de notre temps et les outils forgés par le maître de Berlin. Il ne s'agit évidemment pas d'attendre ni même de soulever un quelconque « retour à Hegel », mais de tenter peut-être, une fois l'écran du marxisme mis à l'écart, de repartir de Hegel, et de sa force difficile.

Car il n'est pas commode, c'est le moins qu'on puisse dire, ce « Spinoza multiplié par Aristote », comme disait Taine. Hegel a beau écrire, en parlant de la pensée : « être clair, c'est là sa nature, c'est là son essence », il y a bien

des pages où les plus aguerris doivent s'accrocher et où les néophytes dévisent. A côté de cette difficulté intrinsèque, qui est bien connue, de nombreux autres obstacles proviennent de malentendus accumulés, au fil des décennies et des commentaires, autour des positions de Hegel. Bien que très dissemblables, deux livres récents ont en commun de s'employer à dissiper certaines de ces brumes.

Hegel et les libéraux, premier ouvrage traduit en français de Domenico Losurdo, professeur à l'université d'Urbino, s'attaque à la question controversée, et encore mal éclaircie, des positions politiques du philosophe. Si plus personne ne voit en Hegel, notamment depuis les travaux

d'Eric Weil, un simple propagandiste de l'autoritarisme prussien, et moins encore un apologiste du « totalitarisme », il n'en demeure pas moins malaisé de le situer avec précision sur l'échiquier politique de son temps, voire du nôtre. Le problème est encore compliqué par le fait qu'il convient de tenir compte de l'autocensure que rendait nécessaire la monarchie prussienne. Domenico Losurdo le montre par de nombreux exemples : Hegel est nettement plus contestataire dans sa correspondance ou dans ses cours que dans ses ouvrages publiés.

Il est clair, toutefois, qu'il n'est pas libéral, comme le furent, parmi ses contemporains, un Benjamin Constant ou un Tocqueville. Il s'oppose aux théories du contrat social et n'est ni républicain, ni individualiste, ni démocrate au sens où son époque entend ces termes. Monarchiste, Hegel ne partage pas pour autant les positions des aristocrates de la Restauration. Partisan d'une monarchie constitutionnelle, qui n'est pas sans rappeler nos actuels régimes présidentiels, le philosophe est au plus loin, politiquement, d'un Bonald ou d'un de Maistre.

On a donc eu tort, selon Domenico Losurdo, de vouloir enfermer Hegel dans ce faux dilemme : s'il n'est pas libéral, c'est donc qu'il est conservateur. Curieux conservateur en l'occurrence, plus soucieux de rationalité que de tradition : « Maintenant, dit-il, ce sont des principes universels qui sont en vigueur comme source du droit, et ainsi une nouvelle époque a commencé pour le monde. » Cet héritage de la Révolution française, condensé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, Hegel ne le désavouera jamais. Il va même plus loin, sur certains points, en soutenant par exemple l'existence d'un « droit de détresse » (Notrecht), selon lequel l'homme qui meurt de faim a le droit absolu de violer la propriété d'autrui. Soulignant aussi que « la question importante de la manière dont on doit remédier à la pauvreté est une question qui anime et tourmente particulièrement la société moderne », ce faux conservateur n'est pas pour autant un révolutionnaire.

Où donc est-il ? Pour le comprendre, ce n'est plus à l'ouvrage de Domenico Losurdo qu'il faut recourir. Abondamment documenté, et animé d'une faconde érudite, ce livre montre combien Hegel peut se révéler proche de nos débats politiques, sur des questions centrales : liberté et égalité, individu et État,

propriété privée et question sociale. Mais il n'entre pas au cœur de la démarche spéculative du philosophe, là où se nouent en profondeur les aspects apparemment les plus disparates de sa pensée. Cette exploration, c'est avec Bernard Bourgeois qu'il faut l'entreprendre.

Professeur à Paris I-Sorbonne, Bernard Bourgeois s'est affirmé depuis deux décennies comme l'un des maîtres des études hégéliennes. Auteur de plusieurs traductions, dont la monumentale *Encyclopédie des sciences philosophiques* (2), et de nombreuses études centrées principalement sur la philosophie politique (3), il n'a pas son pareil pour faire saisir l'ampleur et la densité de Hegel. Combinant le souci du détail et le sens de la totalité, ses commentaires éclairent aussi bien le style de la démarche spéculative du philosophe que sa conception du droit, de l'homme, de l'histoire ou de la religion. Le recueil d'*Études hégéliennes* qu'il publie aujourd'hui rassemble une quinzaine de textes, parus ou élaborés ces dix dernières années, qui couvrent les grands domaines du hégélianisme, à l'exception de l'esthétique. C'est dire qu'on ne saurait le résumer en quelques lignes.

Tentons seulement, par-delà la diversité des sujets, d'indiquer l'intention directrice animant l'ensemble. Contre l'image encore très répandue d'une sorte de rigidité mécanique de la dialectique et de l'ensemble du système, Bernard Bourgeois souligne que la nécessité rationnelle, chez Hegel, ne laisse pas simplement leur place à la contingence et à la liberté de la décision, mais se fonde sur elles. Loins d'être une machine close et enfermante, la philosophie de Hegel est au contraire à lire sous le signe de la liberté. Cela vaut aussi bien pour ses considérations, à première vue choquantes, sur l'Afrique et son incapacité à se développer, que pour sa conception de Dieu, ou pour le rôle que joue le prince dans sa représentation de l'État.

Et sa place politique ? La lecture du recueil de Bernard Bourgeois, celle également du très remarquable essai qu'il a publié l'an dernier (4), font comprendre qu'on se méprend en voulant collectionner des indices forcément disparates, sur la position de Hegel dans la scène politique de son temps. Il n'y a pas : il tente d'en rendre raison. En ce sens, le philosophe est aussi bien celui qui récapitule un temps qui s'achève que celui qui ouvre un temps nouveau. Sa place est donc toujours double. Comme résultat d'un monde fini, la philosophie vient « toujours trop tard » et demeure marquée par son impuissance. Comme naissance et position d'un nouveau monde, dont elle constitue aussi le principe, elle est essentiellement puissance : « Si le domaine des idées est révolutionné, la réalité ne peut demeurer ce qu'elle est », écrit Hegel à Niehammer, le 28 octobre 1808. A méditer lentement, mais au plus vite.

- (1) *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1991.
(2) *Vrin*, tome 1, *La Science de la logique* (1970) ; tome 3, *Philosophie de l'esprit* (1980).
(3) Notamment *La Pensée politique de Hegel* (PUF, 1969) et *Philosophie et droits de l'homme* (PUF, 1990).
(4) *Éternité et historicité de l'esprit selon Hegel*, Vrin, « Bibliothèque d'histoire de la philosophie », 130 p., 90 F.
- ★ A signaler également : les éditions Fayot rééditent *Système de la vie éthique* (1802-1803) de Hegel, traduit de l'allemand et présenté par Jacques Taminier, originalement publié en 1976. (Coll. « Critique de la politique », 212 p., 140 F.) Dans la collection de poche « Tel » (Gallimard), sont réédités l'ouvrage d'Ernst Bloch, *Le Royaume (1921-1990)*, qui fut l'œuvre d'Eric Weil, la *Philosophie politique de Hegel* (402 p., 65 F.), et la thèse d'Herbert Marcuse, *L'Ontologie de Hegel et la théorie de l'historicité*, traduit de l'allemand par G. Bantel et H.-A. Bantel, préface de Mimica Cranki (342 p., 72 F.).

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75040 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 74

Cette offre est valable jusqu'au 30 juin 1992 sur la première édition.

Bibliothèque Cosmopolite

Nouveautés mars 92

Orlando
Virginia Woolf

L'exil de la terre
Pär Lagerkvist

Tonio Kröger
Thomas Mann

Portrait d'un mariage
Nigel Nicolson

La partie n'est jamais nulle
Ichokas Meras

Paysages après la bataille
Juan Goytisolo

Le mobile d'Aurora
Erich Hackl

Une fatigue
suivi de
Promenade sur la grève
Hartmut Lange

La maison hantée
Alberto Savinio

Le pisseur de copie
Muriel Spark

Bibliothèque Cosmopolite

110 TITRES AU CATALOGUE

STOCK

DEPUIS 15 ANS NOUS FAISONS L'EUROPE

Pendant la durée de la campagne, un ouvrage de Katherine Mansfield est offert pour l'achat de 3 volumes de la collection.

LES PARADIS PERDUS V

LES GRANDES FÊTES D'AOUT (1938)

JACQUES DARCANGES

Les Éditions de l'Œuvre

« Un des plus grands écrivains français vivants » - *de J. J. J.*

DISTRIBUTION (distique) 5, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCÉ

LETTRES PORTUGAISES

La terre de Torga



SENHOR VENTURA
de Miguel Torga.
Traduit du portugais
et préfacé
par Claire Cayron,
José Corti, 188 p., 90 F.

MIGUEL TORGA
Le Cheval de Troie, N° 5,
(21, cours Victor-Hugo,
33000 Bordeaux),
97 p., 100 F.

Tourné vers les lointains que l'Océan fait pressentir, le Portugais n'en est pas moins, n'en est que davantage, homme de sa terre. De l'ici où il s'érigine, à ce là-bas dont il rêve, il a tissé toute une histoire et une mythologie, une littérature aussi. On sait, dans ce paysage, la place qu'occupe Miguel Torga. Unique, longue et belle adresse amoureuse à sa terre natale, l'œuvre multiple et fièvre du vieil écrivain, est aussi une leçon

d'humanité. Le dossier que lui consacre sa traductrice, Claire Cayron, dans l'excellente revue bordelaise *Le Cheval de Troie*, et qui comprend plusieurs inédits, donne bien la mesure de cette unité spirituelle et morale.

Publié en 1943 - Torga avait trente-six ans - *Senhor Ventura* a été repris par l'auteur quarante ans plus tard. Ce récit vif et enlevé raconte les tribulations d'un jeune paysan de l'Alentejo entre la Chine, où il va chercher la fortune et l'amour - il n'y trouve que le contraire de l'une et de l'autre - et son village de Penadono, où il tentera de se retrouver. Mais derrière ces épisodes, derrière « la soumission des instincts et des sens aux voies de l'aventure », c'est la figure emblématique de l'émigrant, que détaille Torga, c'est la fable éternelle de l'Exil et du Retour qu'il écrit, superbement.

P. K.

HUMUS

de Raul Brandao.
Traduit du portugais et préfacé
par Françoise Lave, Flammarion,
240 p., 110 F.

LES GRANDS CAPITAINES

(Os Grãos-capitães)
de Jorge de Sena.
Traduit du portugais et préfacé
par Michelle Giudicelli,
Ed. Métailié, 214 p., 110 F.

Œuvre marquante de la modernité littéraire portugaise, *Humus*, de Raul Brandao, avait été traduit en français par Françoise Lave en 1981. C'est une initiative heureuse de rendre ce livre à nouveau accessible (1). Paru en 1917, *Humus* ne se contente pas de renouveler les techniques narratives alors en vigueur, de proposer une alternative extrême aux problèmes formels du roman.

Œuvre âpre et noire, servi par une puissance expressive étonnante, le livre de Brandao développe une vision outrée de l'absurdité du monde et de la condition de l'homme dans le monde. La révolte contre la pesanteur grotesque des conventions sociales prend, sous la plume de l'écrivain - né en 1867 à Foz-do-Douro, au nord du Portugal, Raul Brandao est mort en 1930 - les couleurs d'un tableau expressionniste. On peut aussi, sans trop forcer un mot commode, parler d'existentialisme avant la lettre.

Dans une petite ville de province, dans le nord du Portugal, rongée d'humidité, quelques vieilles femmes, caricatures

La vie amère

Le monde fixe de Raul Brandao
et le constat de déchéance de Jorge de Sena

d'une humanité à son plus haut niveau d'indigence spirituelle, se réunissent autour d'une table de jeu : « Voilà des années - non, des siècles - que dure ce jeu de piquet... » Tout est immobile, figé dans « une vie postiche », une éternité sans substance : « La grande règle de vie ici, c'est l'insignifiance : c'est elle qui gouverne la ville entière. C'est la patience, aussi, qui attend, demain comme aujourd'hui, avec le même sourire humble. »

Mesquinerie et simulacres

De cette fixité sociale et psychologique hallucinée jusqu'au cauchemar, de cette terre symbolique dont l'éternelle décomposition - qui donne son titre au livre - ne cesse d'engendrer une vie aussitôt reprise par la mesquinerie et les simulacres du monde, Brandao tire l'argument, unique et toujours répété, de son poème romanesque. Un narrateur, fantôme de la conscience, observe et décrit de l'intérieur ce cercle de vie et de mort, de poussière et de mensonge.

Jour après jour, d'un automne à l'autre - mais il n'est pas d'été dans cette année - dans l'écrasement on le colore, avec une certaine tendresse parfois ou une nostalgie qui postulerait une sorte d'avant-monde éternel, il dresse le bilan métaphysique d'un univers désolé, le nôtre peut-être...

« La vie maintenant m'est amère. » Cette amertume, version brutale du désenchantement, dont Raul Brandao s'est nourri dans *Humus* jusqu'au

satété, est, on le sait, l'une des composantes majeures de la littérature portugaise de notre siècle. Elle se retrouve, sous une autre forme, plus prosaïque et crue, mais non moins profonde, dans le recueil de contes de Jorge de Sena, *Les Grands Capitaines*, que vient de traduire Michelle Giudicelli, à qui l'on doit déjà la version française d'un court récit, *Le Physicien prodigieux* (2), et surtout du grand - et seul - roman de l'écrivain, mort en 1978, *Signes de feu* (3).

Écrits au début de l'exil brésilien de Jorge de Sena, dans les années 1961-1962, les deux nouvelles, de longueur variable, qui composent (au sens fort) ce livre annoncent la thématique de *Signes de feu*. Elles témoignent également d'une intelligence et d'une maîtrise techniques remarquables.

Le fascisme de la bonne conscience

Chacun de ces textes porte deux dates : celle de la rédaction et celle du souvenir ou de la circonstance qu'il met en scène. Il y a là une volonté manifeste d'ancrer la fiction - souvent à caractère probablement autobiographique, comme le très beau premier texte, « *Hommage au perroquet vert* » - dans une chronologie et une réalité historique aussi bien que personnelle.

Réalité vécue douloureusement, pesamment, par l'exilé, hésitant entre le sarcasme et l'écœurement. C'est bien le salazarisme, cette « époque qui châtiait le Portugal », et toute

l'hypocrisie d'un fascisme ordinaire, d'un fascisme de la bonne conscience et de la morale correcte que Jorge de Sena a voulu dénoncer.

Chez de Sena, l'amertume, le sentiment de décomposition, ne conduisent pas, comme chez Brandao, à une vision symbolique et métaphysique du monde. L'âpreté, la hargne ironique, l'humeur en perpétuelle rébellion sont comme l'assise psychologique de son regard sur les événements, l'histoire et les hommes. *Les Grands Capitaines* répète, non sans quelque complaisance, le constat d'une déchéance, d'un mal sans remède.

Dans ce tableau très sombre, la sexualité n'apporte bien évidemment pas le moindre réconfort, ou sinon celui d'une lumière un peu blafarde. Omniprésente, elle obsède, mais sous la forme d'abord de l'impuissance et de la frustration. La virilité est un leurre que l'homosexualité ne parvient jamais à conjurer. La prostitution est le signe adéquat du commerce amoureux et le sadisme celui du rapprochement des corps. La nudité est encore une modalité du désir, semble penser Jorge de Sena...

Patrick Kéchichian

(1) Parue dans la série « Poètes et poésies de Portugal », publiée par la Fondation Gulbenkian et les PUF, la traduction de Françoise Lave était devenue introuvable.

(2) A.-M. Métailié, 1985.

(3) Albin Michel, 1987 ; voir le Monde des livres du 9 janvier 1987.

Le voyage aux Açores

João de Melo décrit le destin de trois enfants
de l'archipel portugais et la blessure ouverte de l'émigration

DES GENS HEUREUX PARMIS LES LARMES

(Gente felizes com lágrimas)
de João de Melo.
Traduit du portugais
par Claude Barousse,
Actes Sud, 478 p., 160 F.

Ils sont trois. Nuno, Amélia et Miguel, issus d'une famille acéphale de neuf enfants. Nuno, le fils trop frêle pour les travaux agricoles ; Amélia, la grande sœur myope, qui garde de son enfance des souvenirs de privation ; Miguel, l'homme fort, taillé dans le roc, l'exact contraire de Nuno et qui pourtant se présente lui-même comme « le clown triste de la famille ».

C'est le parcours de ces trois personnages que l'on suit au long de la première moitié du livre de João de Melo, *Des gens heureux parmi les larmes*. A tour de rôle, chacun prend la parole pour dire sa vie, pour exposer à un ethnologue invisible (le lecteur) les raisons qui les ont poussés à quitter Rozário, le village natal. Histoire presque banale d'une émigration contrainte par la tyrannie d'un père brutal et avare, la pauvreté du quotidien et l'absence de perspective.

Chacun suivra son chemin. Les uns échoueront au Canada, comme Luis ou Amélia. Après l'humiliation de leur misérable

vie insulaire ils subiront celle des travaux ingrats à accomplir. La sensation aussi de ne jamais se sentir à leur place. L'autre, Nuno, partira au séminaire sur le continent, moins par vocation, que par besoin de fuir l'atmosphère familiale étouffante. Il y restera un peu plus de six ans et en sera promptement renvoyé, lorsque son discours « subversif » aura dépassé les bornes de l'admissible. On ne badine pas avec les pouvoirs dans le Portugal salazariste. Il ne rentre pourtant pas aux Açores, va à Lisbonne où il termine ses études, s'engage dans le combat politique et milite contre les guerres coloniales. Il découvre enfin la littérature en même temps que Marta, quintessence de la femme, réelle ou imaginaire. C'est Nuno, devenu écrivain, que l'on suit désormais au fil des pages.

La divergence des destins

Puis vient l'agonie de la mère. Le voyage obligé à Vancouver pour retrouver celle qu'il appelle Ma Mort. L'occasion, pense-t-il, de renouer le lien familial après dix-huit ans de séparation. C'est oublier la divergence des destins, l'attachement viscéral de Nuno à son pays, confronté au choix résolulement « américain » de ses frères. Plus rien n'est assez fort pour surmonter l'éloignement et cimenter leur relation.

Nuno sera finalement le seul à faire, bien plus tard, le voyage aux Açores. Retour vers Rozário, ou plus exactement vers le souvenir qu'il en a. Mais le village a été déserté, ne restent que quelques vieux. Les jeunes, eux, « avaient été attirés par les villes de l'ailleurs, ces grandes et inquiétantes métropoles qui dévalaient des carreaux de gens heureux avec des larmes dans la voix ».

Indéfectible est le mot-clé du livre de João de Melo, né en 1949 aux Açores. Indéfectible, la marque profonde d'un passé auquel on ne peut échapper,

même si on triffe, à la manière d'Amélia, sa conversation de mois anglais pour bien marquer sa différence, ou si on anglicise son nom pour devenir un Lewis passe-partout, comme le fait Luis. Indéfectible, l'amour profond pour une terre qui vous a vu naître et que la plus forte des rancœurs ne réussira jamais à vous faire haïr. Nuno en est le symbole le plus flagrant. Indéfectible enfin, la blessure ouverte de l'émigration, ce voyage vers une hypothétique ailleurs prospère.

Des gens heureux parmi les larmes est tout cela à la fois, mais aussi une étrange exploration des confins de la littérature, là où l'imagination se joue du réel pour lui donner plus de force et de vérité.

Acácio Pereira

■ Naufrage. - Les Éditions Zulma viennent de publier la relation du *Naufrage* que fit Jorge de Albuquerque Coelho en revenant du Brésil en l'an 1565, de Bento Teixeira Pinto. Ce texte est tiré d'un ensemble de douze récits rassemblés au XVIII^e siècle sous le titre : *Histoire tragico-maritime*. L'auteur, dont on discute encore l'identité, écrit : « J'ai voulu rédiger cette description de notre naufrage pour que tout le monde sache les épreuves que l'on traverse dans la navigation, et combien notre corps est faible... » Relevant d'un genre littéraire spécifique, cette narration exalte l'esprit religieux et le courage des grands navigateurs portugais. Traduit et préfacé par Philippe Billé (72 p., 59 F.).

■ Bordeaux. - Avec le soutien de la fondation Gulbenkian de Lisbonne, une association bordelaise, Alpha-Service, dirigée par Sylviane Sambrat, organise, du 18 au 30 mai, avec une centaine de libraires dans toute la France, une opération de sensibilisation et de promotion de la littérature portugaise (Alpha-Service, 8, rue Porte-Basse, 33000 Bordeaux, tél. 56 44 92 40).

La revanche du correcteur

Le regard humaniste et la puissance créatrice
de José Saramago

HISTOIRE DU SIÈGE DE LISBONNE
(Historia do Cerco de Lisboa)
de José Saramago.
Traduit du portugais
par Geneviève Lebrich,
Seuil, 320 p., 130 F.

En portugais, il suffit d'un seul mot, *não*, pour transformer une phrase affirmative en phrase négative et pour changer le cours de l'Histoire. Un correcteur va introduire ce petit « non » dans le manuscrit qu'il est en train de lire sur l'histoire du siège de Lisbonne, l'acte fondateur du Portugal, quand, en 1147, les hommes du roi Afonso Henriques, aidés des croisés, ont libéré la ville, alors aux mains des Maures. Eh bien non ! ce que lit Raimundo Silva, et qui est dans toutes les encyclopédies et les livres d'Histoire, ne lui plaît pas. Il va corriger l'auteur et écrire que les croisés ne sont pas restés et ont laissé la loi et les futurs Portugais pour repartir directement vers la Terre sainte.

Ce simple « non » va évidemment bouleverser la vie de ce quinquagénaire dont la seule audace, jusque-là, consistait à se teindre scrupuleusement les cheveux. Apparence un peu trompeuse. Il nous avait pourtant prévenus dès les premières pages du livre : « Dans le tréfonds le plus secret de notre âme secrète, nous autres correcteurs sommes des voluptueux ». Raimundo Silva va devenir écrivain en reprenant, sur la proposition de sa nouvelle directrice, l'histoire du siège de Lisbonne à partir de sa coquille délabrée. Et lui qui n'a jamais aimé se met à acheter des roses.

L'intérêt de Saramago pour ces gens de l'ombre qui passent leur vie à lire et relire scrupuleusement les livres des autres ne doit pas étonner. Ils sont comme un double de l'écrivain et du lecteur, amendant le texte écrit et rêvant à partir de celui-ci : « Le correcteur possède le don remarquable de pouvoir se dédoubler, il trace

un dédoubleur ou ajoute une virgule indiscutable et en même temps, qu'on veuille bien accepter le néologisme, il s'hétéronymise. » Il était normal qu'un écrivain qui a déjà fait revivre un hétéronyme de Fernando Pessoa (1) fasse d'un correcteur le héros d'un roman. On pourrait même imaginer une édition du livre sous forme d'épreuves non corrigées, pour que le lecteur devienne à son tour correcteur...

Raimundo Silva parcourt les rues de Lisbonne à la recherche de la ville médiévale, et Saramago compose un nouvel hommage à la capitale portugaise. Il faut lire les pages dans lesquelles il décrit le lever du jour sur la cité du douzième siècle, du haut d'un minaret, à travers le regard d'un muezzin aveugle. Il faut errer avec Silva dans le quartier du château San-Jorge, où il aperçoit une sarrazine chantant à sa fenêtre, où il rencontre des croisés à la crémère La Gracieuse, où l'on entend « des chiens aboyer » avec une différence de plusieurs siècles.

Une pincée d'imagination

À la réalité historique vient se superposer et se substituer la réalité de la fiction. L'Histoire doit s'accompagner d'une pincée suffisante d'imagination pour la rendre plus réelle et plus authentique. En la réécrivant, Raimundo Silva montre le pouvoir du romancier, tirant des archives une matière humaine souvent négligée par les historiens, du moins ceux de trempe classique, comme l'auteur du manuscrit qu'il corrigeait au début du livre. Car Saramago reconnaît volontiers sa dette à l'égard de l'École française des annales.

Les romans de ce grand écrivain portugais né en 1922 affirment la toute-puissance du créateur, dans un style torrentiel où la ponctuation se réduit au point et à la virgule, où styles direct et indirect se mêlent, où les dialo-

gues sont emportés par le flot de la phrase, où l'auteur est partout présent (2). Pour lui, le roman est l'acte de création suprême, celui qui lui permet de corriger l'œuvre de Dieu. Le romancier démiurge juge le travail divin comme un écrivain, le livre d'un de ses confrères : avec du respect pour la tâche accomplie et de la condescendance pour les défauts trop apparents qui auraient pu facilement être évités. À l'œuvre divine, Saramago donne une mention passable, suivie du commentaire « peut mieux faire ».

Il aime prendre ses distances à l'égard de ce « Dieu manchot » (3). Il se demande si le siège de la ville se passe « sous le regard de Dieu des chrétiens ou de l'Allah des Maures, à moins que tous deux ne se délectent ensemble du spectacle tout en engageant des paris ».

L'ironie envers le Très-Haut s'accompagne d'un regard humaniste, d'un vrai respect et d'un vrai amour pour ce qui se déroule plus bas, d'une tendresse particulière pour les gens ordinaires et bien peu héroïques qui sont les protagonistes de ses romans. À la fin d'*Histoire du siège de Lisbonne*, Maria Sara, la directrice et l'amante de Raimundo Silva, invente une nouvelle béatitude : « Bénis soient ceux qui disent non car le royaume de la terre devrait leur appartenir », avant d'ajouter, « le royaume de la terre appartient à ceux qui ont le talent de mettre le non au service du oui ». Et c'est ainsi qu'Allah et Saramago sont grands.

Alain Sallès

(1) *L'Année de la mort de Ricardo Reis* a été publié en 1983 au Seuil, dans une traduction de Claude Fajon. Le livre vient d'être réédité en poche dans la collection « Poésie ».

(2) À ce propos on peut lire l'article de Saramago « Monologue intérieur ou narrateur conscient ? » dans le n° 4 de la revue *Quel Voltaire* (hiver 1992).

(3) *Le Dieu manchot*, traduit par Geneviève Lebrich, a été publié en 1987 chez Albin Michel/A.-M. Métailié.

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
42 98 53 06
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LE MONDE DES LIVRES

ACTUALITÉS

L'avenir du Robert

Pour M. Bertrand Eveno, qui cumule au sein du Groupe de la Cité les fonctions de PDG de Nathan, des dictionnaires Le Robert et des Presses de la Cité, le Robert, cette marque fameuse de dictionnaires de langue française, n'est pas le moins du monde en danger. Il va au contraire bénéficier des effets d'une nouvelle organisation : «Le Robert... se rapproche définitivement de Nathan... Un réajustement des effectifs va s'achever... Le nouveau plan d'édition à moyen terme fixe des objectifs ambitieux à cette marque prestigieuse... Son chiffre d'affaires doit se développer en atteignant un objectif élevé de rentabilité, qui est normal dans son métier.»

Pour la rédaction du Robert, ce discours annonce une réalité toute différente : «L'aventure lancée il y a quarante ans par Paul Robert est aujourd'hui en péril... A part trois ouvrages commencés avant 1989 (date de l'arrivée de M. Eveno à la tête de la maison), plus aucune création originale ne verra le jour... Le service de documentation va en effet être supprimé et la rédaction va encore perdre onze de ses membres. Question : qu'advient-il du dictionnaire vivant de la langue française qu'est le Robert lorsque, dans un an et demi, M. Alain Rey,

lexicographe et patron intellectuel de l'entreprise, prendra sa retraite ?

Logique de rentabilité contre logique scientifique. Le Robert est rentable (le résultat a été de 15,7 millions de francs en 1991, soit 6,6 % des ventes brutes), mais il pourrait l'être davantage encore s'il affichait des ambitions commerciales plus affirmées que ses ambitions intellectuelles. S'il cessait par exemple de rédiger des dictionnaires pour se contenter d'éditer des ouvrages écrits par des collaborateurs extérieurs, s'il se consacrait à décliner la gamme des produits déjà existants plutôt que de les entretenir et de les mettre à jour ; s'il glissait vers la fabrication de produits encyclopédiques, de bonne vente et de production moins coûteuse, plutôt que de persister dans la voie prestigieuse mais moins rentable et anachroniquement artisanale qui consiste à observer l'évolution de la langue et à en dresser périodiquement l'état.

Le Robert risque, dans quelques années, d'être ce qu'est devenu le Littré : un document, définitivement figé, sur ce que fut la langue française à la fin du deuxième millénaire.

P. L.

Autant en rapporte «Scarlett»

Lancée à coups de millions de dollars la suite d'«Autant en emporte le vent» est un succès mondial

Les ventes de *Scarlett* pourraient atteindre le million d'exemplaires en France où 660 000 volumes ont déjà trouvé preneurs avant même la parution d'éditions populaires. Le groupe Belfond avait acheté en 1988, pour 1 million de dollars (1), les droits en langue française d'un livre qui n'existait pas encore (*Le Monde* du 24 septembre 1991). Pari risqué. Pari gagné aujourd'hui et au-delà, en dépit des critiques plutôt fraîches sinon acerbes qui ont accueilli le lancement de ce livre-prodige présenté comme la suite d'*Autant en emporte le vent*.

Cette suite de la saga sudiste a suscité le même enthousiasme en Grande-Bretagne (plus de 600 000 exemplaires vendus), en Allemagne (670 000 au moins) et surtout aux États-Unis où le cap des 2 millions de volumes a déjà été dépassé. *Scarlett* a été ou sera traduit dans quarante langues. Toutes versions confondues, 5 millions d'exemplaires sont partis au cours du seul premier mois. Mais il faudra du temps pour égaler le score d'*Autant en emporte le vent* : 28 millions de volumes vendus dans le monde depuis 1939.

Une fois encore, les démentis des *Bulwer-O'Hara* se sont changés en or. Forts de ce succès, les deux neveux de Margaret Mitchell, détenteurs jusqu'en 2011 des droits d'*Autant en emporte le vent*, rêvent

déjà d'une suite de la suite et même d'un début à *Gone with the Wind*, qui retracerait l'enfance de Miss O'Hara avant que le malheur ne s'abatte sur Tara. Alexandra Ripley, l'auteur de *Scarlett*, qui touche 15 % sur chaque exemplaire vendu, assure ne pas vouloir s'atteler à cette nouvelle tâche. Peut-être parce qu'elle souffre d'une tendinite, consécutive aux douze mille volumes qu'elle assure avoir dédiés depuis le mois de septembre.

Une critique acide

Aux États-Unis, Warner Books a déboursé 4,9 millions de dollars pour acquérir les droits de *Scarlett*. Avec un profit de 4 dollars pour chaque exemplaire vendu outre-Atlantique, le bénéfice de la Warner pourrait atteindre 6 millions de dollars, selon le *Wall Street Journal*, dont 1 million de dollars tiré des ventes en format de poche. La cote de *Scarlett* est partout au plus haut. Les neveux de «Peggy» Mitchell ont cédé pour... 8 millions de dollars les droits d'adaptation télévisée de *Scarlett* à un groupe de producteurs emmené par CBS. Hollywood n'avait jamais vu ça.

En France, Belfond a déjà dégagé une marge brute de «10 millions à 14 millions de francs», selon

André-Gilles Taithe, le PDG du groupe. En plus des 500 000 exemplaires écoulés dans la présentation originale, le Grand Livre du mois en a placé 160 000 auprès de ses abonnés. Belfond a en outre obtenu, pour l'année 1992-1993, une garantie de tirage de 100 000 exemplaires de France-Loisirs et de 400 000 exemplaires du Livre de poche.

Les quelque 660 000 exemplaires vendus en France à ce jour ressemblent à un triomphe. Mais l'exploit doit être relativisé. Sorti, lui aussi, en septembre 1991, *Noir tango*, le quatrième tome de la *Bicyclette bleue* de Régine Deforges, avait atteint, fin mars, un nombre d'exemplaires voisins (620 000), selon son coéditeur, Ramsay.

Le plus surprenant dans le cas de *Scarlett*, c'est la volée de bois vert qui a précédé et accompagné son succès. L'un des premiers, le *Washington Post* avait ouvert le feu : «La bonne nouvelle : cela aurait pu être pire. La mauvaise : c'est quand même effrayable.» Un ton au-dessous, le magazine *Time*, qui appartient au même groupe que Warner Books, a lui aussi traité *Scarlett* avec des pincettes.

En France, *Scarlett* est resté près de vingt semaines sur la liste des «livres stars» publiée par le *Nouvel Observateur*, agrémenté de ce commentaire acide : «*Scarlett* : ne pas

confondre avec Miss O'Hara. Celle-ci, en papier mâché, nous entraîne au bout de l'enfer. Alexandra Ripley serait-elle à Margaret Mitchell ce qu'est la punaise écrasée au whisky irlandais ? Prix Gogo 1991 à l'unanimité.» Dans le même hebdomadaire, Françoise Giroud s'est plutôt réjouie de la performance de *Scarlett* : «On ne va pas se plaindre que les gens ne lisent pas et se plaignent quand ils lisent.»

Le livre de Margaret Mitchell a, lui aussi, connu une nouvelle vogue. Les éditions Gallimard affirment avoir vendu, entre septembre et décembre 1991, quatre fois plus d'*Autant en emporte le vent* en collections «Biblos» et «Folio» (23 000 exemplaires) qu'au cours des mêmes mois de l'année précédente. Méchamment, Gallimard avait fait paraître, au moment du lancement de *Scarlett*, une publicité pour *Autant en emporte le vent* accompagnée de cette citation : «La fin, c'est ce qui est imprimé sur la page. Je n'ai rien à ajouter.» Signé : «Margaret Mitchell.»

Bertrand Le Gendre

(1) Le dollar vaut actuellement 5,50 francs.

EN VITRINE

ESSAI

Le cri de colère de Rachid Boudjedra

C'est un cri de colère que lance Rachid Boudjedra dans *FIS de la haine*. Dans cet ouvrage qui prend en compte les derniers événements, et notamment la victoire sans lendemain des islamistes, l'auteur de *La Répudiation* ne trouve pas de mots assez durs pour dénoncer ces fous de Dieu, «tueurs potentiels», «débiles attardés», «êtres mortifères».

Et de s'en prendre aux médias étrangers, aux télévisions françaises en particulier, qui ont contribué à la promotion des intégristes, «au détriment de la majorité écrasante du pays (...) engagée, elle, dans un dur combat pour dégager, agrandir et développer une aire de modernité, un espace de liberté».

L'auteur n'a pas tort de constater les ravages provoqués par un «Etat corrompu dès ses origines en 1962», qui «a secrété, malgré lui, une culture de la paresse et de l'indolence». Il salue, en passant, «le courage de la femme algérienne (...) qui fait face à une société machiste et misogyne dans les profondeurs de son inconscient trouble et confus». A son avis, «cette perversion sociale est le vrai danger car elle a tout brouillé : l'économie, la culture, les mœurs et la vie tout court».

Rachid Boudjedra affirme que «le mépris de la langue et de la culture des gens» a aidé à l'installation de l'intégrisme religieux. Pour autant, il ne rejette pas en bloc cet Occident si familier à ses compatriotes, du moins celui de «l'intelligence et du bon goût, de la créativité et du vrai huma-

nisme», celui, entre autres, d'André Malraux et de Saint-John Perse...

Jacques de Barrin

► *FIS de la haine*, de Rachid Boudjedra, Denoël, 141 p., 69 F.

NOUVELLES

La parade de Vautrin

Jean Vautrin a décidé de combattre la morosité. Comme il l'écrit dans le prologue de son nouveau recueil de nouvelles, le vieux monde est «trop sérieux», étroit, il importe «de mettre de la gaieté en couleur sur la flanelle du temps perdu». Sur un rythme de parade loufoque, dans un style crépitant d'humour – parfois féroce –, il met en scène des personnages extravagants ou survoltés. M^{me} Artica, la voyante médium au long cours, accueillie dans sa maison du Canal, sur son corps protéiforme d'ogresse tendre, tous les orphelins de l'amour. Elle a un don de réchauffement extraordinaire et, grâce à ses caresses endiablées, grâce aux merveilles de sa boule de cristal, elle parvient à «recoudre» les vies défilantes. Léonie, la centenaire d'un village breton, ouvre allégrement le bal donné en son honneur en narguant son mari auquel elle se refuse depuis des années et qui erre en ne sachant comment assouvir sa fureur sensuelle.

Tous n'ont pas la même vitalité : perdu dans les naufrages de l'alcool, le narrateur d'«Une croix sur des petits lapins» essaie, en vain, de retrouver l'estime de sa femme. Le projectionniste du Ziegfeld Kino Palace qui adore les films d'amour tente, avec une gaucherie rêveuse, de séduire Colette, l'étalagiste des Nouvelles Galeries. Jessica, l'adolescente qui a «laissé sa peau d'enfant dans les ronces», conçoit une haine mortelle pour les journées glacées où elle doit lutter contre les avances de son beau-père. A tous ceux qui colmatent comme ils peuvent l'incohérence de leur destin, Jean Vautrin lance : *Courage, chacun*. La compassion euphorique qu'il manifeste à l'égard de ses personnages, la verve cocasse, rageuse avec laquelle il les entraîne est sa façon de faire accomplir à une humanité bancal un nouveau pas vers le Bon Dieu.

Jean-Noël Pancrazi

► *Courage, chacun*, de Jean Vautrin, Julliard, 172 p., 100 F.

La fête du livre de Limoges

Des femmes ! Des femmes !

Il ne manquait que les hommes, à la neuvième fête du livre de Limoges qui se tenait du 3 au 6 avril. Centrée sur le thème «L'Aventure au féminin», la manifestation, à laquelle était conviée une très forte majorité de femmes, élargissait sa fonction de marché aux livres pour donner lieu à de nombreux débats (de femmes) et à trois expositions (sur les femmes) : l'une, inédite, consacrée à la couturière Madeleine Vionnet, et deux autres, qui avaient été inaugurées à Paris, sur la librairie Adrienne Monnier et sur l'histoire du prix Fémina. Il fallait choisir son camp entre les Amazones et les Erinyes, entre les guerrières sans peur et sans reproche et les déesses vengeresses militant contre les malformations du monde.

Les Amazones, que l'un des débats mettait face à face, étaient ici des éditrices passionnées et courageuses qui surent le mérite de dépasser vite le cadre tantant de l'auto-satisfaction féminine pour prendre à bras-le-corps les questions posées par le métier d'éditeur. On n'en dira pas autant des Erinyes menées au combat, lors d'une autre table ronde, par Gisèle Halimi et Madeleine Chapsal qui parraient – maintenant, aurait-elle recité – la fête du livre ; la discussion ne donnait pas dans la nuance et s'obstinait à enfoncer quelques poignards usés dans les sables mous du féminisme. La collision des deux genres créait finalement une atmosphère sympathique dans laquelle la ville de Limoges, fidèle à sa tradition littéraire, s'était investie toute l'année avec un enthousiasme que l'on salue.

Marion van Renterghem

► Mort de la poétesse algérienne Nadia Guendouz. – La poétesse algérienne d'expression française Nadia Guendouz est morte samedi 4 avril à Alger, à la suite d'une crise cardiaque. Née en 1932, elle avait épousé d'ambly la cause de l'indépendance au début de la lutte armée et milita notamment, par la suite, au sein de l'Union des femmes algériennes. Auteur de nombreux recueils de poèmes, publiés en Algérie, Nadia Guendouz avait été brièvement arrêtée lors des événements d'octobre 1988 à Alger, et se décrivait récemment comme «prisonnière» dans son propre pays.

Olivier Orban à la tête de Plon

Olivier Orban, qui dirigeait déjà, au sein des Presses de la Cité, la maison d'édition qui porte son nom et l'antique Librairie académique Perrin, a été nommé directeur général de Plon, à laquelle il entend redonner le lustre intellectuel et le dynamisme éditorial qui furent autrefois les siens.

En fait, Plon devient l'unité centrale du groupe dans le domaine des essais et de l'histoire et absorbe Orban et Perrin, dont l'activité éditoriale sera réduite.

L'ambition d'Olivier Orban, qui publiera de 120 à 150 titres par an : créer un pôle concurrent de Fayard, le prestigieux éditeur d'histoire du groupe Hachette.

EN BREF

► Quartiers latins. – La capitale se met à l'heure du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique. Sur le thème de la rencontre des deux mondes, Paris organise, jusqu'au 18 avril, dans plus de cent lieux – ambassades, centres culturels... – une série de manifestations autour du livre (cinquante livres choisis), de la musique (cinquante disques choisis et des concerts) et du cinéma latino-américains. Rassemblés sous le label «Quartiers latins», ces manifestations auront des prolongements en province.

► Renseignements : 40-03-94-74.

► Histoire de la poésie ? – Dans le cadre de la «Revue poétique» du Centre Pompidou, Jean-Pierre Salgas anime un débat entre Jacques Roubaud et Jean-Marie Gleize sur le thème : «Une histoire de la poésie est-elle possible ?», dans la petite salle du Centre, vendredi 10 avril à 21 heures.

► Premiers prix de printemps. – Le prix Femina-Vacaresco a été décerné à Jean Botic pour son essai *Huysmans, le diable, le célibataire et Dieu* (Grasset). Par ailleurs, le prix Québec-Paris est allé à Paul Zuthor pour *La Traversée* (Ed. Hexagone). Le prix Raisins de la Commune a récompensé l'ouvrage de Xavier Gauthier, *L'Inconnu* (Maspero). Enfin, le prix Cazes-Brasserie Lipp a été décerné à Elisabeth Gillet pour *Le Mirador* (Presses de la Renaissance). Par ailleurs, le jury de la «Renaissance Aquitaine» annonce le lancement du concours pour ses trois prix – prix Joseph-Peyré, Prose, Poésie. Règlement (M^{me} Vincent-Ducastaing, 14, bd des Pyrénées, 64000 Pau, avant le 15 mai). De son côté, la revue *la France* organise son concours annuel de nouvelles (*la France*, 7, rue de Molit, 66500 Prades, avant le 15 juin).

Les papiers du poète

RENÉ CHAR
Faire du chemin avec...
de Marie-Claude Char.
Gallimard, 328 p., 410 F.

Il y a deux ans, le Festival d'Avignon a rendu hommage à René Char, et une exposition lui était consacrée au Palais des papes. Du catalogue de cette exposition, Marie-Claude Char, la veuve du poète, a fait un livre, tout à la fois biographie et album d'images, un livre qui ne s'inscrit dans aucune catégorie conventionnelle et remplit cependant parfaitement son propos.

Il repose sur une collection de documents de nature à satisfaire les obsédés de faits et d'archives les plus scrupuleux. Il n'y manque ni les récits d'enfance du poète, repris de ses entretiens, ni ses correspondances, ni des témoignages en foule. Ces derniers composent une description archéologique de l'«île-sur-le-Sorgue au début du siècle, singulier village de pêcheurs et d'épicuriens, description d'autant plus utile qu'elle suggère quel poids d'autobiographie et d'allusions les premiers poèmes de Char.

C'est du reste l'un des mérites de l'ouvrage que d'établir fermement qu'il entre dans l'œuvre une forte part de journal intime, journal de guerre sous l'Occupation, chronique des amours et des amitiés artistiques la plupart du temps. Passent ainsi dans le livre les silhouettes des surréalistes, de

Camus, de Heidegger et des peintres de prédilection du poète, Braque et Zao Wou-Ki, Vieira da Silva et Picasso. Passent aussi les souvenirs des manifestations surréalistes vigoureuses où la taille et la force du poète ne lui étaient pas d'un prince avantage et ceux, plus émoionnants, du maquis et du départ pour l'Afrique du Nord, quand un avion anglais vint se poser sur la casse pour emporter Char à Alger.

Il y collabore à la préparation du débarquement en Provence et y fit l'amère expérience des querelles de cabinet. Il est utile que ces faits aient été clairement rappelés à une époque – la nôtre évidemment... – où il devient de bon ton de réhabiliter le «poète Brasillach» au nom de l'inconscience nécessaire de l'écrivain et de faire de l'annulation vertu.

Par son abondance et la rareté de certains documents, l'illustration est à la hauteur du texte. Elle réunit une quantité proprement gigantesque de photographies, de l'album de famille aux clichés historiques. A les observer, on a l'impression de s'apercevoir que René Char ne détestait pas les séances de pose et savait se composer des physiologies terribles ou sonrieuses selon les angles et l'éclairage. L'aveu de cette petite faiblesse achève de changer la figure de Char. A en juger d'après son style, on l'imaginait sévère, sauvage, crispé et même violent. Il se révèle enjoué, séducteur et affable – à l'inverse de la légende en somme.

Philippe Dagen

cerf

JEAN-MARC FERRY

LES PUISSANCES DE L'EXPÉRIENCE

Tome 1
LE SUJET ET LE VERBE

Tome 2
LES ORDRES DE LA RECONNAISSANCE

«Une des œuvres les plus importantes récemment publiées dans le champ de la philosophie sociale et politique, de la philosophie tout court.» LIBERATION

«Un débat crucial à l'heure de l'union européenne.»

JOURNAL DU CHRIS

«Les Puissances» : 400 pages, deux vols.

INFOS : 44 18 12 02

BIBLIOTHEQUE
DES ARCHIVES
DE PHILOSOPHIE 53

L'ESSENCE DE LA RELIGION SELON SCHLEIERMACHER

par PIERRE DEMANGE

Un classique de la philosophie de la religion

272 pages 225 FF

BEAUCHESSNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

PROTOCOLES DES SAGES DE SION

Tome I : Introduction à l'étude des Protocoles. Un faux et ses usages dans le siècle.
Tome II : Études et documents sous la direction de Pierre-André Taguieff. Berg International, 408 p. et 816 p., 490 F les deux volumes.

JE suis pour le droit à la connaissance des idées qui propagent la haine. Mein Kampf et le Cours sommaire sur le VPK (le parti communiste polonais sous Staline) se trouvent dans ma bibliothèque à côté des Protocoles des Sages de Sion. (...) Je garde ces livres et je reviens à eux, car le même livre peut être une source de haine et une source d'enseignement. Nous devons savoir quelles idées et quels mots mènent à tuer les hommes... Remarques d'une justesse et d'une profondeur exemplaires par lesquelles Adam Michnik expliquait dans le Monde (1) pourquoi il incitait à la lecture des « plus grands criminels du XX^e siècle » et les considérait comme une source inestimable de savoir. Pourquoi il était en désaccord avec la campagne d'écrivains, d'éditorialistes, d'éditeurs polonais de bonne volonté, de l'Osservatore romano même, hostiles à la publication récente d'une édition critique de Mein Kampf en Pologne et inquiets de son succès auprès du public. Pourquoi il refusait de se cacher la tête dans le sac de l'ignorance et allait jusqu'à conseiller « Lisez Hitler, lisez Staline, lisez les Protocoles des Sages de Sion ».

Cette littérature malfaisante que Michnik veut connaître pour ne pas oublier, c'est celle-là même qui a insisté son venin pendant tout notre siècle à l'aide de publications haineuses et mystérieuses, notamment les Protocoles des Sages de Sion, ces écrits semi-clandestins à la réputation d'autant plus pernicieuse que leur diffusion se fait dans le secret. Mais il n'y a pas qu'en Pologne qu'on édite encore Mein Kampf et les Protocoles des Sages de Sion... La loi, qui interdit les écrits qui « incitent à la haine raciale », ne peut finalement pas grand-chose contre la diffusion de ces « samizdats » qu'on vend sous le manteau. Peut-être même la clandestinité la favorise-t-elle ?

Il faut saluer l'étude savante et profonde que vient de faire paraître sur les Protocoles des Sages de Sion Pierre-André Taguieff, l'auteur de La Force du préjugé (La Découverte, 1987; Gallimard, coll. « Tel », 1990), son grand essai sur le racisme inconscient. Un « dossier » complet et complet sur l'histoire et l'exploitation du plus célèbre faux de la littérature antijuive, passionnant, répugnant, qui pèse lourd par une érudition impres-

sionnante et par une riche documentation, parfois aux limites de l'ignoble. Mais ne nous y trompons pas et attendons-nous à ce que la logique des racistes de tout poil conduise que cet exposé irréfutable contre la thèse du complot juif n'est qu'une preuve de plus... que les juifs dominent le monde et font tout pour faire disparaître les Protocoles qui sont justement la preuve de leur complot, comme l'écrivait l'auteur de Mein Kampf !

L'OUVRAGE (plus de 1 200 pages) risque malheureusement - à cause de son prix et de sa masse, de ses notes et de sa bibliographie considérable - de ne toucher que ceux qui ne sont pas de mauvaises foi : c'est hélas ! le sort de tous les livres... Ce véritable tour du monde des Protocoles est une publication de la plus grande importance. « On peut se demander pourquoi consacrer une immense étude à un texte qui a été démonté comme plagiat dès 1921, dit Pierre-André Taguieff. Ce n'est pas moi qui ai choisi le contexte. Je n'en aurais pas parlé il y a dix ans. Mais depuis 1989 il y a une recrudescence impressionnante. Il fallait faire une mise au point. »

Sait-on, en effet, qu'il y a eu au moins quatre réimpressions depuis 1989 des Protocoles des Sages de Sion en France où, d'ailleurs, il n'avait pas cessé d'être réédité même après 1945 ? Sans compter une publication en feuilleton dans un hebdomadaire algérien en octobre 1991, qui relance la judéophobie pour « expliquer » les maux de l'Algérie. Un article de Georges Marion à ce sujet (2) vaudra au correspondant du Monde d'être ignominieusement pris à parti dans le même hebdomadaire (« Ainsi donc, nous n'aurions plus le droit de publier un « faux » célèbre, parce que celui-ci nuit à la youtinerie mondiale. Plus le droit de faire connaître l'opinion publique de notre bled un document troublant, que l'actualité mondiale n'a jamais arrêté de confirmer... Georges ou Georges ? Marion ou marionnette ? D'ailleurs, quand on défend la juiverie internationale, on ne peut que se contenter d'un rôle petit de bonniche médiatique ») (3).

Si on examine l'histoire des Protocoles telle que la retrace Taguieff (4), on constate qu'ils apparemment et réapparaissent par vagues pour tout expliquer par le « complot juif » : la révolution russe, la guerre de 1914, la déclaration Balfour, la crise de 1929, le Front populaire, la défaite de 1940, les chambres à gaz et, plus récemment, le « complot sioniste mondial ». L'antisémitisme dans tous ses états n'a pas besoin de relations publiques pour vendre son best-seller !

FABRIQUÉ en France dans les années 1897-1898, en pleine affaire Dreyfus, par des Français à l'instigation du chef à Paris de l'Okhrana (la police tsariste), pour attribuer à la volonté de domination des juifs les dangers que faisait peser une libération sur la Sainte Russie, il est publié pour la première fois à Saint-Petersbourg en feuilleton et repris en 1905 par Serge Nilus, un mystique orthodoxe. Mais il ne connaît une vraie diffusion qu'après la Révolution d'octobre : en France, en Angleterre, aux États-Unis grâce aux largesses de Henry Ford. En août 1921, Philip Graves, dans le Times, démontre indiscutablement que le texte est un faux, tiré en grande partie d'un Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu, un pamphlet publié par Maurice Joly en 1864 à Bruxelles contre l'« autocrate » Napoléon III.

On pourrait croire que la carrière du texte va s'arrêter. Au contraire. Aujourd'hui encore, il réapparaît partout : en Russie, notamment sous l'influence de Pamiat et de sa vision antijuive du monde, où on ne cesse, malgré la pénurie de papier, de republier les Protocoles (qui, curieusement, ont longtemps alimenté les thèmes de la propagande soviétique de jadis sur « les menées du sionisme international » dans des brochures de Novosti) ; en Espagne ; à Buenos-Aires ; dans les pays arabes, où le texte est utilisé assez systématiquement dans la propagande anti-israélienne.

Une édition, la première à être publiée par un musulman semblait-il, avait paru au Caire en 1951, juste après la fondation d'Israël. Le responsable en était Shawqi Abd Al Nasir, le frère du futur président Nasser, ce que Taguieff explique par l'influence des conseillers nazis, notamment de l'entourage de Goebbels. Jusque-là, les textes qui circulaient en Égypte ou en Syrie depuis les années 20 étaient l'œuvre d'Arabes chrétiens. Par ailleurs, ce qui caractérise cet usage des Protocoles dans le monde arabo-musulman et plus largement dans le monde islamique jusqu'au Pakistan, c'est que ce texte est publié officiellement dans des maisons d'édition qui ont pignon sur rue, alors qu'à l'Est, la diffusion se fait d'une façon très artisanale, avec une certaine honte malgré tout.

Le dernier avatar des Protocoles est son jumelage avec le révisionnisme - la négation du génocide - la collusion entre nazis, néonazis, antisémites propagandistes pour dénoncer ces juifs « capables de tout, même du mensonge d'Auschwitz »... De nombreux documents montrent que ce sont les mêmes réseaux qui, au Brésil, en Espagne, en Suède publient et diffusent les Protocoles et les textes révisionnistes.

DÉDIÉE à Pierre Charles, un jésuite belge qui, dès 1921, s'est engagé dans un long combat intellectuel contre l'impudence et le mensonge organisé, l'étude considérable de Pierre-André Taguieff n'est pas une publication de plus d'un faux avéré, mais une réflexion, soutenue par une formidable documentation, qui en éclaire à la fois la genèse, l'histoire et la propagation et montre comment ces Protocoles sont la synthèse de tout ce qui a été dit, cru, peint au sujet des juifs au XIX^e siècle. Une véritable somme de la richesse de l'imaginaire xénophobe. « Dans ces Protocoles dont on a voulu rendre les juifs coupables, écrit Pierre Charles, ils sont en réalité les victimes, et les victimes innocentes. Cela doit être dit et proclamé par respect pour la vérité. »

D'où vient la fascination exercée par les Protocoles ? Ils donnent des clés, rendent explicable l'insupportable. Permettent de trouver du sens à ce qui n'en a, de remonter à un héritage médiéval dans lequel les juifs sont les représentants de Satan. De lutter contre la menace de puissances secrètes malfaisantes en action dans le monde moderne.

Les Protocoles, ce « classique de l'antisémitisme », le plus célèbre faux de la propagande antijuive, tirait sa force de son mystère. Un vrai roman policier à la sauce de l'Apocalypse ! Entre Tintin et Umberto Eco. Et aussi simpliste qu'une BD... Quel est ce complot nébuleux ? Qui sont donc les Sages, les grands juifs inconnus qui conspirent pour le déclenchement des guerres, poussent aux révolutions sanglantes de manière à détruire les sociétés traditionnelles et à imposer leur pouvoir ? Quand se sont-ils réunis ? Où ?... Le filou dont s'accompagne le texte fut un gage de son succès. Qui dura, qui dure encore. Longtemps après que la preuve ait été apportée que ce plan est un apocryphe forgé de toutes pièces. Il faut savoir de quoi est fait ce faux qui demeure dangereusement contemporain.

(1) « Lisez Hitler, lisez Staline » dans le Monde du 17 mars.

(2) « La presse stigmatise la « pénétration juive », par Georges Marion dans le Monde du 27 novembre 1991.

(3) « Saint Georges et le dragon antisémitique » dans le Jeune Independent du 10 décembre 1991.

(4) Il faudrait lire aussi la très belle nouvelle de Danilo Kis le Livre des rois et des sons parue dans l'Encyclopédie des moris (Gallimard, 1985).

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Connaître les idées qui propagent la haine



Couverture d'une édition « populaire » en 1934.

Si on examine l'histoire des Protocoles telle que la retrace Taguieff (4), on constate qu'ils apparemment et réapparaissent par vagues pour tout expliquer par le « complot juif » : la révolution russe, la guerre de 1914, la déclaration Balfour, la crise de 1929, le Front populaire, la défaite de 1940, les chambres à gaz et, plus récemment, le « complot sioniste mondial ». L'antisémitisme dans tous ses états n'a pas besoin de relations publiques pour vendre son best-seller !

FABRIQUÉ en France dans les années 1897-1898, en pleine affaire Dreyfus, par des Français à l'instigation du chef à Paris de l'Okhrana (la police tsariste), pour attribuer à la volonté de domination des juifs les dangers que faisait peser une libération sur la Sainte Russie, il est publié pour la première fois à Saint-Petersbourg en feuilleton et repris en 1905 par Serge Nilus, un mystique orthodoxe. Mais il ne connaît une vraie diffusion qu'après la Révolution d'octobre : en France, en Angleterre, aux États-Unis grâce aux largesses de Henry Ford. En août 1921, Philip Graves, dans le Times, démontre indiscutablement que le texte est un faux, tiré en grande partie d'un Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu, un pamphlet publié par Maurice Joly en 1864 à Bruxelles contre l'« autocrate » Napoléon III.

On pourrait croire que la carrière du texte va s'arrêter. Au contraire. Aujourd'hui encore, il réapparaît partout : en Russie, notamment sous l'influence de Pamiat et de sa vision antijuive du monde, où on ne cesse, malgré la pénurie de papier, de republier les Protocoles (qui, curieusement, ont longtemps alimenté les thèmes de la propagande soviétique de jadis sur « les menées du sionisme international » dans des brochures de Novosti) ; en Espagne ; à Buenos-Aires ; dans les pays arabes, où le texte est utilisé assez systématiquement dans la propagande anti-israélienne.

Une édition, la première à être publiée par un musulman semblait-il, avait paru au Caire en 1951, juste après la fondation d'Israël. Le responsable en était Shawqi Abd Al Nasir, le frère du futur président Nasser, ce que Taguieff explique par l'influence des conseillers nazis, notamment de l'entourage de Goebbels. Jusque-là, les textes qui circulaient en Égypte ou en Syrie depuis les années 20 étaient l'œuvre d'Arabes chrétiens. Par ailleurs, ce qui caractérise cet usage des Protocoles dans le monde arabo-musulman et plus largement dans le monde islamique jusqu'au Pakistan, c'est que ce texte est publié officiellement dans des maisons d'édition qui ont pignon sur rue, alors qu'à l'Est, la diffusion se fait d'une façon très artisanale, avec une certaine honte malgré tout.

Le dernier avatar des Protocoles est son jumelage avec le révisionnisme - la négation du génocide - la collusion entre nazis, néonazis, antisémites propagandistes pour dénoncer ces juifs « capables de tout, même du mensonge d'Auschwitz »... De nombreux documents montrent que ce sont les mêmes réseaux qui, au Brésil, en Espagne, en Suède publient et diffusent les Protocoles et les textes révisionnistes.

DÉDIÉE à Pierre Charles, un jésuite belge qui, dès 1921, s'est engagé dans un long combat intellectuel contre l'impudence et le mensonge organisé, l'étude considérable de Pierre-André Taguieff n'est pas une publication de plus d'un faux avéré, mais une réflexion, soutenue par une formidable documentation, qui en éclaire à la fois la genèse, l'histoire et la propagation et montre comment ces Protocoles sont la synthèse de tout ce qui a été dit, cru, peint au sujet des juifs au XIX^e siècle. Une véritable somme de la richesse de l'imaginaire xénophobe. « Dans ces Protocoles dont on a voulu rendre les juifs coupables, écrit Pierre Charles, ils sont en réalité les victimes, et les victimes innocentes. Cela doit être dit et proclamé par respect pour la vérité. »

D'où vient la fascination exercée par les Protocoles ? Ils donnent des clés, rendent explicable l'insupportable. Permettent de trouver du sens à ce qui n'en a, de remonter à un héritage médiéval dans lequel les juifs sont les représentants de Satan. De lutter contre la menace de puissances secrètes malfaisantes en action dans le monde moderne.

Les Protocoles, ce « classique de l'antisémitisme », le plus célèbre faux de la propagande antijuive, tirait sa force de son mystère. Un vrai roman policier à la sauce de l'Apocalypse ! Entre Tintin et Umberto Eco. Et aussi simpliste qu'une BD... Quel est ce complot nébuleux ? Qui sont donc les Sages, les grands juifs inconnus qui conspirent pour le déclenchement des guerres, poussent aux révolutions sanglantes de manière à détruire les sociétés traditionnelles et à imposer leur pouvoir ? Quand se sont-ils réunis ? Où ?... Le filou dont s'accompagne le texte fut un gage de son succès. Qui dura, qui dure encore. Longtemps après que la preuve ait été apportée que ce plan est un apocryphe forgé de toutes pièces. Il faut savoir de quoi est fait ce faux qui demeure dangereusement contemporain.

(1) « Lisez Hitler, lisez Staline » dans le Monde du 17 mars.

(2) « La presse stigmatise la « pénétration juive », par Georges Marion dans le Monde du 27 novembre 1991.

(3) « Saint Georges et le dragon antisémitique » dans le Jeune Independent du 10 décembre 1991.

(4) Il faudrait lire aussi la très belle nouvelle de Danilo Kis le Livre des rois et des sons parue dans l'Encyclopédie des moris (Gallimard, 1985).

ESSAIS

Le droit de mourir

Pour Roland Jaccard et Michel Thévoz, il n'y a aucune obligation de vivre à tout prix

Notre collaborateur Roland Jaccard vient de publier, avec Michel Thévoz, un manifeste contre « le dernier des tabous ». Serge Doubrovsky, auteur du Livre brisé, en rend compte ici.

MANIFESTE POUR UNE MORT DOUCE

de Roland Jaccard et Michel Thévoz. Grasset, 180 p., 68 F.

On pourrait croire que, pour nos sociétés dites libérales ou permissives, bref démocratiques, il n'existe plus, dans le domaine des mœurs, d'interdits ni de tabous. La sexualité a vu disparaître les contraintes séculaires qui l'opprimaient : l'homosexualité est hono-

table, ce n'est plus un vice caché ; l'interruption de grossesse est une prérogative, non un délit ; à l'inverse, des maternités substitutives peuvent pallier la stérilité. Naturellement, je simplifie, mais disons qu'en principe, à la fin du vingtième siècle, on a enfin le droit, si longtemps dénié, d'aimer, de vivre comme on l'entend.

Or, il reste, fermement instillé, un autre déni, et de taille : l'individu peut librement choisir son mode de vie, mais non les modalités de sa mort. Cette mort, il faudrait l'attendre, la subir, quelle qu'en soit l'horreur, patiemment, selon que le hasard ou le destin décide. Cette décision ne saurait nous revenir ou, en tout cas, recevoir de la société la moindre assistance. C'est là un tabou féroce, le dernier peut-être, mais si solidement établi qu'il a fallu que Roland

Jaccard et Michel Thévoz prennent leur courage à deux mains pour en contester le bien-fondé.

Le titre de l'ouvrage définit exactement son propos. Il s'agit d'un manifeste : non point traité philosophique, argumentation juridique en forme, mais texte d'humour et d'humour. L'humour est primésu-taire et, comme il se doit, agressif, l'humour, en l'occurrence, forcément noir. Ne nous y trompons pas : la surface légère, moqueuse, quasi voltairienne de l'écriture, procédant par courts fragments aux titres ironiques, émaillée de citations percutantes qui vont de Sénèque à Cicéron, illustre d'anecdotes contemporaines pertinentes, on impatiente, bref, la qualité d'un style si vivant ne doit point dissimuler le sérieux de cette réflexion sur la mort et de ce plaidoyer pour une mort douce.

Comme l'avortement le fut, et l'est encore dans certains pays, l'euthanasie est devenue un débat de société fondamental, incontournable, car il affecte chacun de nous. En général, il se réduit à décider si, dans le stade terminal d'une maladie incurable, on peut ou on doit « laisser mourir » la personne ainsi suppléée ou même l'y « aider ». Comme font remarquer nos auteurs, quiconque verrait un animal blessé à l'agonie se ferait un devoir de l'achever. La personne humaine, elle « sacrée », se verrait refuser cette pitié élémentaire. Au nom de quoi serait-on condamné, parce qu'on est homme, à boire la souffrance, la dégradation jusqu'à la lie ?

Les auteurs disent à juste titre : « A l'aube du vingtième siècle, le monde est encore et toujours dominé par le religieux. » A l'appui de cette thèse, on peut citer cette

déclaration récente de l'archevêché de Detroit, dans une violente campagne contre la légalisation aux États-Unis de toute euthanasie thérapeutique, assimilée juridiquement à un crime : « Dieu seul est l'auteur de la vie du début à la fin. » Or, en Amérique comme en France, il y a séparation de l'Église, des Églises et de l'État. La laïcité éthique n'est pas, en fait, respectée et la dictature de la tradition judéo-chrétienne est imposée même à ceux qui la récusent. Toute forme de suicide reste fondamentalement impudable.

Nouveaux clergés

« Paradoxalement, le suicide, qui n'est pas légalement considéré comme un crime, est souvent réprimé par les psychiatres et rendu toujours plus difficile en dépit des avancées chimiques dans ce domaine. » Cette phrase du manifeste résume la situation : l'État a pris le relais des interdits théologiques, dont il administre hypocritement la politique par le biais de l'institution médicale. A cette dernière, en son omnipotence et arbitraire, sont réservées les remarques les plus corvoises et les plus vraies : « Le médecin représente idéalement le successeur laïque du prêtre, qualifié pour avoir charge d'âme et de corps. » Ce nouveau clergé, pour être moins doctrinaire que l'autre, est sans doute encore plus puissant. Responsabilité d'un accusé, aptitude d'un chef de gouvernement à exercer ses fonctions, suicide, euthanasie, usage de stupéfiants, avortement, exemption de travail : le pouvoir médical contrôle la société de haut en bas.

Nos auteurs auraient beau jeu de montrer que ce pouvoir exerce lar-

gement son savoir, notamment dans le domaine psychiatrique. Ils font mieux, en plaçant pour un « pluralisme déontologique » des médecins eux-mêmes, dans une société pluraliste, que l'on brandit, vieux de plus de deux mille ans, ne saurait recouvrir le champ médical contemporain et répondre à toutes ses questions.

Il faut libérer les médecins eux-mêmes d'un joug périmé, respecter leurs options propres. On ne saurait demander à un médecin catholique de pratiquer l'avortement. Pourquoi un médecin athée, lié par une morale pseudo-chrétienne, ne pourrait-il stopper une agonie ou accorder le suicide d'un patient qui veut disparaître dans la dignité ?

Il faut dépasser la question limitée de l'euthanasie et poser un problème plus général. Il n'y a aucune obligation de vivre à tout prix, quels que soient les maux ou la souffrance ; on vit non par devoir, mais par envie. Si l'envie disparaît, l'individu, en fonction de son libre choix, doit avoir accès à une mort douce, que la pharmacopée actuelle peut lui offrir. L'interruption de grossesse est devenue un droit inaliénable de la femme, bien qu'il mette en jeu une autre vie - et l'individu qui le désire n'aurait pas droit à l'interruption de vie, la sienne ?

Alors, répétons-le, que le suicide n'est pas un délit légal, il est traqué et puni comme un crime. L'État thérapeutique retire aussitôt de la vente les médicaments, tels les barbituriques, qui permettraient une sortie digne. Privé iniquement des moyens chimiques qui permettraient un départ sans bruit, l'individu est réduit à se pendre, se défenestrer, se noyer ou s'étouffer dans

un sac en plastique, comme Bruno Bettelheim, à qui cet essai est dédié. Le suicide, qui est le droit absolu d'un individu autonome, devient, par la barbarie des moyens dont il dispose, sa propre punition.

« Je veux mourir de ma mort, non de la mort des médecins », écrit Rilke. Il n'y a aucune raison valable, en l'état des connaissances actuelles, que cette mort reste violente et infamante. Elle peut, elle doit être douce, ce qui veut dire aussi discrète, polie, ne s'inscrivant pas comme un spectacle pénible à autrui. Tel est le plaidoyer ultime que font Jaccard et Thévoz dans ce manifeste aussi courageux que lucide. Le seul sujet d'étonnement, c'est qu'il ait fallu l'attendre si longtemps. Sur ce fait de société et d'éthique, qui met en jeu un des droits de l'homme, aussi important que les autres, il se peut que le vingtième siècle finissant ferme encore les yeux. Le vingt et unième sera bien obligé de les ouvrir.

Serge Doubrovsky

— LA VIE DU LIVRE —

(Publicité)

A la suite d'une erreur de montage du texte de quatrième de couverture de « Vita di Moravia » d'Alberto Moravia/Alain Elkann, dans la collection 10/18, le nom de Jean-Noël Schifano, auteur de la citation reproduite, a été omis. 10/18 s'en excuse auprès de M. Jean-Noël Schifano et des lecteurs.

Tahar Ben Jelloun dédicacera son livre **L'ANGLE AVEUGLE**

paru aux Éditions du Seuil le vendredi 10 avril 1992 à partir de 18 h 30 à la LIBRAIRIE DÉDALE 4 ter, rue des Écoles 75005 PARIS

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez : LIBRAIRIE (service 18) **LE MONDE DU LIVRE** 60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS 75006 PARIS (1) 43.25.77.04 Code Minitel : 3615.MDL